

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA DÉCULTURATION DE LA LANGUE : LE CAS DU FRANÇAIS AU QUÉBEC

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

LAURENT BREAUT

AVRIL 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je remercie principalement mon directeur de recherche : M. Joseph-Yvon Thériault. Sa générosité d'esprit, son attention et sa disponibilité sont restées sans failles. Nos longues discussions m'ont permis de côtoyer un véritable modèle de qualité de sociologue. Sa sagacité intellectuelle est pour moi une source d'inspiration déterminante. Je lui suis éternellement reconnaissant pour cette année de travail soutenu.

Je remercie également mes parents, Hélène et Louis, pour leur inconditionnel soutien financier et moral. Sans leur encadrement, jamais ce mémoire n'aurait pu être rédigé. En outre, je tiens à remercier Mme. Hélène Bellisle et M. Xavier Bourgeois de Revenu Québec qui m'ont accordé une flexibilité d'horaire de travail, m'assurant ainsi une certaine subsistance financière sans empiéter sur le temps requis pour la réalisation de ce mémoire.

Je remercie aussi mon professeur de français au secondaire, M. Grégoire Breault, pour sa correction attentive. Il va sans dire que sa passion pour le français, que j'ai certainement intériorisée grâce à son enseignement, est source de motivation à la rédaction de ce mémoire. Merci à Jean-Philippe Laperrière pour son aide indispensable dans la mise en forme de ce document.

Enfin, je remercie mes bons vieux amis, Benoit et Joshua, d'avoir partagé avec moi un intérêt constant pour la question québécoise. J'espère vivement que ce mémoire répond à leurs attentes personnelles.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION.....	1
L'impasse du nouvel ordre linguistique mondial	1
Quelques indices d'une déculturation de la langue.....	2
CHAPITRE I.....	9
ÉPISTÉMOLOGIE ET MÉTHODOLOGIE.....	9
1.1 Épistémologie	9
1.1.1 Explication versus compréhension	9
1.1.2 Une sociologie compréhensive de la langue (française).....	13
1.1.3 Une sociopolitique de la langue française au Québec	15
1.2. Méthodologie : l'idéologie linguistique.....	16
1.2.1 Une typologie des idéologies linguistiques	19
1.2.2 Considération de l'idéaltype	22
1.2.3 Implication du chercheur	23
CHAPITRE II.....	25
TYPOLOGIE ET IDÉAux-types	25
2.1 La langue-universelle.....	27
2.1.1 L'échec de l'invention d'une langue universelle.....	28
2.1.2 La société de cour	30
2.1.3 Le récit linguistique de la civilité de cour	31
2.1.4 Un dualisme linguistique nécessaire.....	32
2.2 La langue-culture	34
2.2.1 Contexte sociopolitique de l'Allemagne	34

2.2.2	Kultur versus civilité	35
2.2.3	La langue nationale comme détermination culturelle.....	37
2.2.4	La quête d'authenticité et le destin collectif incertain	38
2.3	Langue-contractuelle	40
2.3.1	Contexte sociopolitique de la France révolutionnaire.....	41
2.3.2	L'instauration d'une physiocratie sociale.....	41
2.3.3	L'institution du droit naturel par la langue.....	44
2.3.4	La réfection linguistique.....	46
2.3.5	L'idéologie du contractualisme linguistique	49
2.3.6	La langue-contractuelle et la rhétorique métonymique	52
2.3.7	Conclusion.....	53
2.4	La démocratisation linguistique.....	55
2.4.1	La démocratisation de l'idéologie linguistique.....	56
2.4.2	Démocratisation des significations communes.....	59
2.4.3	Conclusion.....	62
CHAPITRE III		63
UN CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE : LE FRANÇAIS AU QUÉBEC.....		63
3.1	L'idéologie linguistique de Camille Laurin.....	63
3.1.1	Une thérapie collective nécessaire.....	65
3.1.2	La Charte de la langue française.....	68
3.1.3	L'idéologie linguistique de Camille Laurin: une langue-culture.....	68
3.1.4	La démocratisation de l'idéologie linguistique québécoise.....	71
3.1.5	Pour conclure.....	72
3.2	L'idéologie linguistique de Pierre Elliott Trudeau	73
3.2.1	La commission Laurendeau-Dunton et la langue-culture.....	75
3.2.2	Trudeau et la constitution de 1982	77
3.2.3	L'individualisme libéral et l'idéologie linguistique	79
3.2.4	Le bilinguisme et la déculturation de la langue	81
3.2.5	La formation canadienne et la rhétorique métonymique	83
3.2.6	Conclusion.....	85

3.3	L'évolution de l'idéologie linguistique au Québec des années 2000: Rupture avec la langue-culture.....	87
3.3.1	Le récit linguistique de Gérald Larose.....	88
3.3.2	Critique de la conception de Gérald Larose	90
3.3.3	Le récit linguistique de Gérard Bouchard et Charles Taylor	93
3.4	Critique du récit de Bouchard-Taylor	94
3.4.1	Une trudeauisation de l'idéologie linguistique	98
3.4.2	Conclusion.....	99
	CONCLUSION	102
	BIBLIOGRAPHIE	110

RÉSUMÉ

Le 18^e siècle marque le début d'un changement majeur dans l'organisation des sociétés. La Révolution démocratique a eu pour effet de substituer le principe d'autonomie sociale à la transcendance divine d'autrefois. Autrement dit, la légitimité du pouvoir ne part plus d'en haut, de l'élite de droit divin, mais d'en bas, des individus.

Ce nouveau principe fondateur s'impose encore aujourd'hui. Il entretient notamment une redéfinition de la notion de culture, afin de l'éviter de toute détermination qui viendrait contraindre le sujet social autonome. Désormais, la culture ne répond plus à une exigence de la transcendance, mais à celle d'une conception matérialiste. Par le fait même, elle n'exige plus la conformité des individus à sa transmission, au contraire, ceux-ci l'instrumentalisent selon les nécessités sociales.

La recherche porte sur les causes et les effets du développement de la démocratie sur un objet culturel particulier, la langue. Elle ne se comprend plus comme l'expression du génie d'un peuple ou d'une culture, mais uniquement en termes de statistiques et de relations intersubjectives. Il existe actuellement une déculturation par une individualisation de la langue.

Précisément, ce mémoire présente la mise en place de cette déculturation à partir d'un cas précis, la langue française au Québec. Cette dernière semble être devenue un objet culturel parmi d'autres depuis son procès à l'intérêt individuel. Sa défense ne se fait plus inconditionnellement, elle ne soulève plus les foules. Par conséquent, cette déculturation de la langue fragilise de plus en plus le projet de faire société en français au Québec. Pourquoi pérenniser le français si l'anglais est meilleur gage de réussite individuelle?

Enfin, ce mémoire tente de comprendre précisément la déculturation de la langue française au Québec et son lien avec le projet d'autonomisation des sociétés.

MOTS-CLÉS : langue, culture, français, formation, contractualisme, individualisme, sociologie compréhensive, Québec, Canada, Camille Laurin, Gérald Larose, Gérard Bouchard, Charles Taylor.

INTRODUCTION

L'impasse du nouvel ordre linguistique mondial

« Il y aura, au 21^e siècle, un bouleversement majeur de la hiérarchie mondiale des langues ».
– Rapport Graddol (1997) –

L'anglais est la nouvelle *lingua franca*¹ des temps modernes. Dans son communiqué intitulé *Vitalité et disparition des langues*, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) démontre cette réalité de plus en plus imposante :

Avec plus de 1 milliard de locuteurs, l'anglais (première ou seconde langue) est de loin la langue de communication la plus répandue dans le monde. (...) On estime que 2 milliards d'hommes – soit le tiers de la population mondiale – apprendront l'anglais d'ici 2015, et l'on pourrait atteindre dans un proche avenir le chiffre de 3 milliards d'anglophones, soit près de la moitié de la population de la planète (Graddol, 2006), confirmant le constat souvent répété que la planète a déjà adopté de facto l'anglais comme langue auxiliaire internationale.

Cependant, ce choix de l'anglais comme langue auxiliaire internationale n'est pas aléatoire. À ce sujet, le sociolinguiste Jacques Maurais fait remarquer qu'il existe actuellement un important financement par le British Council, dont le budget peut couvrir jusqu'à 321 millions de livres² pour la promotion de l'anglais. Ce simple exemple est indicateur de l'existence actuelle d'une réflexion (ou d'un impensé) géostratégique des langues par les États-nation, qui favorise indéniablement l'utilisation de l'anglais.

¹ Ostler, Nicholas, 2010. *The last lingua franca: English until return of Babel*, New York, Walker & Co., 330 p.

² Maurais, Jacques, et Michael A. Morris (dir.), 2001. « Géostratégie des langues », *Terminogramme*, no 99-100, p. 25.

Ce mémoire s'intéresse aux idéologies qui sous-tendent l'ordonnance des langues au niveau national, précisément à la manière dont les nations conçoivent sociologiquement les langues qu'elles parlent, puis comment elles les aménagent. Si l'anglais est à ce point attractif, cela est dû à une conception idéologique des langues qui favorise le monolinguisme mondial :

Lingua francas are creatures of time and circumstances and may flourish while they serve a certain purpose. Unlike mother tongues, they do not get passed on automatically to the next generation, for the purpose itself may be transient.³

The survival of a lingua franca is always a matter of confidence and ideology as much as reasoned calculation⁴.

En effet, l'anglais, comme langue mondiale, le devient parce qu'elle répond à une idéologie linguistique communément admise (*ideology*), puis organisée matériellement par une législation internationale, une politique internationale et un financement pour sa diffusion selon l'intérêt national (*reasoned calculation*). Conséquemment, l'homogénéisation linguistique par l'anglais n'est pas une cause, mais l'effet d'une idéologie linguistique elle-même hégémonique. Encore une fois, c'est la tâche de ce mémoire de la définir.

Quelques indices d'une déculturation de la langue

Christine Fréchette du Conseil supérieur de la langue française dénonce qu'il n'existe actuellement aucune législation ou convention internationale qui tienne compte de la langue dans l'ensemble des mesures pour la protection de la diversité culturelle :

³ Ostler, Nicholas, 2010. *op. cit.*, p. 51.

⁴ *Ibid.* p. 209.

La Convention (*Convention de l'UNESCO sur la diversité des expressions culturelles*)⁵ stipule en effet à l'article 6.2b que les parties peuvent adopter des « mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur (leur) territoire », incluant : les mesures qui, d'une manière appropriée, offrent des opportunités aux activités, biens et services culturels nationaux, de trouver leur place parmi l'ensemble des activités, biens et services culturels disponibles sur (leur) territoire, pour ce qui est de leur création, production, diffusion, distribution et jouissance, *y compris les dispositions relatives à la langue utilisée pour lesdits activités, biens et services*⁶.

Ce moyen d'intégrer la langue au système-monde par une logique marchande répond à une conception aculturelle de la langue. En fait, il se crée une inversion, c'est-à-dire qu'elle n'est plus un objet *a priori* de culture, mais le devient sous condition de se matérialiser dans un bien ou un service définis, eux, comme objets culturels au potentiel marchand :

(La)⁷ mondialisation génère un phénomène d'homogénéisation qui fait craindre pour l'avenir de la diversité linguistique, du fait qu'il façonne un cadre au sein duquel les considérations économiques ont préséances sur les motifs culturels, sociopolitiques ou identitaires⁸.

Pourtant, cette dissociation entre la langue et la culture n'appartient pas à la totalité de l'ensemble du système-monde. Lorsque l'UNESCO se charge de la défense des langues minoritaires en voie de disparition, c'est d'abord au nom de la préservation du patrimoine culturel mondial et non pas seulement au nom d'une logique de performance économique. En 2003, l'Organisation publia un communiqué intitulé *Vitalité et Disparition des langues*, dans l'intention de répertorier puis de protéger certaines langues, alors que nous vivons actuellement une ère de disparition massive de leur nombre sur l'ensemble de la planète, d'où la nécessité d'en faire une valeur culturelle patrimoniale :

⁵ C'est moi qui précise.

⁶ Fréchette, Christiane, 2007. *Protéger la langue à l'ère de la mondialisation*, Montréal, Centre d'études et de recherches internationales, Coll. « Rapports et notes de recherche du CERIU », p. 3-4

⁷ C'est moi qui ajoute.

⁸ *Ibid.*, p. 4.

Les linguistes jugent probable la disparition au cours de ce siècle d'une grande partie des langues du monde. Il est difficile de calculer avec précision et de façon indiscutable le nombre des langues parlées aujourd'hui, mais les inventaires établis par l'*Ethnologue* et *Linguasphere* proposent une fourchette allant de 6 000 à 8 000. [...] si l'on place la barre à 100 000 locuteurs, c'est plus de 80% des langues actuelles qui sont vouées à disparaître, dont la plupart des langues autochtones de l'Australie et du Pacifique. Enfin si l'on fixe à 1 million de locuteurs le seuil de survie à moyen terme, c'est 95,2% des langues existantes qui disparaîtront, y compris toutes les langues autochtones d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale, d'Australie, de Nouvelle-Guinée et du Pacifique, ainsi que la plupart de celles d'Amériques du Sud (Nettle, 1999)⁹.

La justification d'une telle entreprise de sauvegarde répond à une conception *a priori* culturelle de langue, à un point tel et peut-être de façon exagérée, que l'UNESCO associe la disparition d'une langue à une perte d'adaptabilité de l'homme envers la nature :

A chaque fois qu'une langue meurt, nous perdons une partie des éléments qui nous aident à comprendre la structure et la fonction des langues, la préhistoire de l'humanité et à maintenir la grande variété d'écosystèmes dans le monde¹⁰.

L'association entre la culture, la langue et la survie des écosystèmes ne fait pas toujours l'unanimité. Plusieurs sociolinguistes qualifient ce discours d'alarmiste. Par exemple, Jean-Louis Calvet se moque ironiquement d'un tel discours, le qualifiant de « thanatophobie linguistique » cherchant à « susciter des « peurs irraisonnées et improductives » »¹¹. Aussi, Salikoko Mufwene les accuse d'un « sensationnalisme et d'une panique que certains linguistes veulent susciter chez leurs lecteurs »¹². En effet, il est important de préciser que cette disparition des langues ne touche qu'une infime minorité de langues :

⁹ UNESCO, 2010. *Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*. Rapport mondial de l'UNESCO, Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, p. 73.

¹⁰ Groupe d'experts spécial de l'UNESCO sur les langues en danger, 2003. *Vitalité et Disparition des Langues*, Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, (non paginé).

¹¹ Gasquet-Cyrus, Médéric et Cécile Petitjean (dir.), 2009. *Le poids des langues : dynamiques, représentations, contacts, conflits*, Paris, Harmattan, p. 23.

¹² *Ibid.*

On estime que 97% de la population mondiale parle 4% des langues du monde et, inversement, 96% des langues du monde sont parlées par 3% de la population mondiale (Berbard 1996, 142). Notre hétérogénéité linguistique est donc pour l'essentiel sous l'intendance d'une petite minorité de la population mondiale¹³.

Par conséquent, c'est la corrélation trop rapide des thèses environnementalistes avec la diversité linguistique que les sociolinguistes sceptiques dénoncent. Rien n'indique réellement qu'une perte de la diversité linguistique entraîne une perte d'adaptabilité de l'homme à son environnement. De plus, ils ajoutent à la critique que le discours alarmiste occulte l'apparition des nouvelles formes langagières qui pourraient, subversivement, assurer un renouvellement de la diversité linguistique :

[...] si l'on disserte beaucoup sur la « mort » des langues, on ne s'attarde que peu sur les « naissances » des variétés (urbaines ou régionales) en cours d'individualisation. Les « grandes » langues, en étant parlées sur de larges territoires et par des populations très nombreuses, finissent inexorablement par se dialectiser, se fragmenter¹⁴.

Que la capacité d'adaptabilité de l'homme suive le nombre de langues ou non, on ne peut pas nier l'accentuation de la disparition des langues corrélativement au moment où l'on sépare la langue de la culture. D'ailleurs, l'UNESCO a compris qu'il fallait les relier pour les conserver. Toutefois, il se peut, en effet, qu'apparaissent de nouvelles formes langagières. Bien que cela soit pertinent, pour faute de temps, ce mémoire ne s'y attardera pas. Il s'intéresse principalement à la désaffiliation entre la culture et la langue nationale qui trouve échos ensuite dans le nouvel ordre linguistique mondial. Cette dissociation est fondamentalement une impasse. Elle crée ultimement une homogénéisation linguistique par l'anglais, alors que les nations de langue autre se conforment de plus en plus à la mondialisation économique. Il y a donc un lien entre l'incapacité de promouvoir les différentes langues nationales, la dissociation entre la langue et la culture, puis l'homogénéisation linguistique.

¹³ Groupe d'experts spécial de l'UNESCO sur les langues en danger, 2003. *Vitalité et Disparition des Langues*, Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (non paginé).

¹⁴ Gasquet-Cyrus, Médéric et Cécile Petitjean (dir.), 2009. *Le poids des langues : dynamiques, représentations, contacts, conflits*, Paris, Harmattan, p. 25.

Même si l'UNESCO défend la culture des langues en voie de disparition, les grandes langues nationales, dont la vitalité linguistique n'est pas nécessairement mise en danger à court ou à moyen terme, comme le français, n'ont aucune protection en tant qu'objet *a priori* de culture. Elles ne doivent leur aménagement qu'aux potentialités de la mondialisation économique, ce qui avantage visiblement l'anglais. Conséquemment, selon les termes du sociolinguiste Mark Fettes, nous vivons présentement le passage de la politostratégie (formation des langues nationales) à la géostratégie des langues (insertion de la stratégie nationale dans l'écosystème linguistique international)¹⁵. Autrement dit, si les États-nations souhaitent entretenir une certaine attraction de leur langue nationale, ils doivent assumer une adaptation des politiques linguistiques¹⁶ et une révision des idéologies linguistiques, selon un contexte externe plutôt qu'interne. Dès lors, on peut se demander ce qu'il adviendra des politiques linguistiques qui conçoivent la langue comme un objet de culture, comme celle de la Charte de la langue française du Québec. Pourquoi pérenniser le français si ce n'est plus la culture nationale qui le motive? Est-ce qu'il sera possible de rivaliser avec l'attraction de l'anglais par une définition culturelle de la langue? Cela suscite-t-il encore aujourd'hui de l'intérêt?

C'est dans ce passage de la politostratégie à la géostratégie des langues que s'inscrit le sujet de ce mémoire. Ce passage est marqué d'un processus de déculturation de la langue au niveau national, ce que reflète ensuite l'ordonnance mondiale des langues à la faveur d'une seule langue, car l'idéologie linguistique culturelle ne suscite plus sa défense spontanée. Pourtant, comme présenté par l'UNESCO, il est encore possible de faire le lien entre la culture et la langue en danger. Alors pourquoi n'en est-il pas ainsi pour toutes les langues? Un cas se prête particulièrement bien à l'examen de la

¹⁵ Maurais, Jacques, et Michael A. Morris (dir.), 2001. « Géostratégie des langues », *Terminogramme*, no 99-100, p. 36.

¹⁶ « On a recensé à l'heure actuelle des dispositions linguistiques constitutionnelles dans près de 75 % des États souverains ». Dans, Loubier, Christiane, 2002b. *Politiques linguistique et droit linguistique* Montréal, Office de la langue française, p. 1.

transformation idéologique au niveau national : la langue française au Québec. La question du français au Québec relève d'un contexte tout à fait particulier. Cette langue a survécu malgré l'homogénéisation linguistique de l'Amérique du Nord. Elle n'aurait pas connu ce succès si elle n'avait justement pas été considérée dans son histoire comme un objet de culture. C'est au travers de la lutte pour la survivance de son peuple locuteur que la langue trouva les moyens de sa propre subsistance. Elle a donné sa puissance créatrice à l'Amérique française tout au long de son évolution, autant dans ses moments de gloire que de servitude. Elle a permis de faire corps identitaire, culturel et politique distincts du reste de l'Amérique anglaise. Le mot d'ordre jusqu'aujourd'hui : « Premier symbole de notre servitude, le français doit devenir l'arme même de notre libération collective »¹⁷. Bien que le français ait bien démontré sa performance au courant de l'histoire, en tant qu'élément culturel des Canadiens français, puis pour leurs descendants, les Québécois, est-ce qu'aujourd'hui il est encore possible de parler de la langue en tant qu'élément culturel? Est-il encore possible de la promouvoir au nom de la culture? Si non, pourquoi y a-t-il une déculturation de l'idéologie linguistique québécoise?

Ce mémoire répondra à ces questions par trois grands chapitres. Le chapitre 1 est consacré à toutes les précisions épistémologiques et méthodologiques de cette recherche. Notamment, la problématique, la question de recherche puis l'hypothèse y seront clairement reformulées. Le chapitre 2 présente une typologie à caractère historique des différentes idéologies linguistiques advenant avec l'instauration du régime national. L'utilité de cette typologie répond d'abord à un manque d'écrits au sujet de la dimension idéologique des langues. Effectivement, une large part de la bibliographie portant sur la langue française au Québec expose davantage des statistiques pour l'aménagement linguistique d'État, qu'une réflexion sociologique sur le sujet. C'est pourquoi il a fallu construire cette série d'outils conceptuels.

¹⁷ Dumont, Fernand, 2008. *Œuvres complètes de Fernand Dumont*, Tome 3, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 646

Ensuite, selon l'évolution historique des types d'idéologies linguistiques, il devient possible de comprendre pourquoi, dès l'ère de la nation, il existe une tendance idéologique qui dissocie la langue de la culture. Le chapitre 3 vérifie la pertinence de cette analyse sur un cas concret, celui du français au Québec. À travers les réflexions de grands intellectuels passés et contemporains (Camille Laurin, Pierre-Elliott Trudeau, Gérard Larose, Gérard Bouchard et Charles Taylor) au sujet de la langue française, il sera possible d'établir, effectivement, s'il y a bien rupture entre la culture et la langue dans l'idéologie linguistique québécoise et de voir si cela concorde avec l'évolution historique des types d'idéologies linguistiques à l'époque de la nation? Enfin, ce mémoire se termine par un bilan de la recherche puis une conclusion ouvrant sur les différentes possibilités de défense du français. Est-il possible encore de reculturaliser la langue au Québec?

CHAPITRE I

ÉPISTÉMOLOGIE ET MÉTHODOLOGIE

1.1 Épistémologie

« La langue est une raison humaine qui a ses raisons, et que l'homme ne connaît pas »
-Lévi-Strauss-

L'orientation épistémologique de ce mémoire s'inscrit à la fois dans une démarche de sociologie compréhensive et de sociopolitique. Cela consiste à formuler d'abord une « présupposition transcendantale du sens »¹⁸ au sujet de la langue (française) à l'appui d'études significatives sur le sujet. Ensuite, il s'agit de mettre cette « présupposition transcendantale » à l'épreuve d'une « vérification expérimentale »¹⁹ afin d'évaluer sa cohérence significative selon un contexte sociopolitique particulier : celui de la société québécoise des années 2000. Ce chapitre contient toutes les précisions nécessaires à cette démarche épistémologique. Essentiellement, sa validité scientifique y sera défendue.

1.1.1 Explication versus compréhension

C'est la lecture du livre de Georg-Hans Gadamer, intitulé *Le problème de la conscience historique* qui motiva l'inscription de l'épistémologie de cette étude de la

¹⁸ Berthelot, Jean-Michel, 2000. *Sociologie : épistémologie d'une discipline : textes fondamentaux*, Bruxelles, De Boeck, p. 86.

¹⁹ *Ibid.*

langue (française) dans l'approche d'une sociologie de la compréhension. À noter que le choix du terme de la « sociologie compréhensive » a été privilégié à celui d'« herméneutique philosophique », car l'ensemble de la démarche s'inscrit également dans une méthodologie inspirée de Max Weber. En effet, ce travail n'est pas à proprement dit philosophique, car il s'intéresse spécifiquement à l'origine sociale des idéologies linguistiques. Il ne s'agit pas seulement de « comprendre » abstraitement un phénomène particulier mais de trouver les causes de son origine. Toutefois, l'avantage du choix de l'herméneute Georg-Hans Gadamer tient de la distance que son épistémologie permet vis-à-vis l'empirie. Des précisions à ce sujet seront abordées dans ce même chapitre.

Selon Gadamer, les sciences humaines²⁰ analysent une réalité qui exige un autre sens de l'objectivité que celui des sciences de la nature. En effet, les objets d'étude des sciences de la nature auraient un degré de matérialité fixe et suffisant pour l'expérimentation, alors que les objets des sciences de l'humain sont en constant et insaisissable mouvement, ce qui nécessite un incessant travail d'interprétation²¹ afin de les situer dans une logique historique :

La conscience historique n'écoute plus béatement la voix qui lui parvient du passé mais, en réfléchissant sur elle, elle la replace dans le contexte où elle a pris racine [...] Nous parlons d'interprétation lorsque la signification d'un texte ne se comprend pas d'emblée [...] L'interprétation, telle que nous l'entendons aujourd'hui, s'applique non seulement aux textes et à la tradition orale, mais à tout ce qui nous est livré par l'histoire.²²

Par exemple, une « roche » est déjà physiquement constituée avant l'expérimentation géologique visant à connaître ses caractéristiques, tandis qu'une interprétation est nécessaire pour qu'une langue apparaisse pour le moins abstraitement comme un objet constitué et apte à une compréhension significative, selon ses manifestations dans l'histoire. Autrement dit, on peut toucher et peser la pierre, mais on ne peut pas

²⁰ Gadamer, Georg-Hans, 1996. *Le problème de la conscience historique*, Paris, Seuil, p. 27.

²¹ *Ibid.*, p. 25.

²² *Ibid.*, p. 25-26.

quantifier le poids du sens des mots véhiculés par une langue, car celle-ci n'est pas composée de matière physique, mais de comportements sociaux, d'idéologie et de symbolisme. Bien que de nouvelles technologies, comme un enregistrement sonore, soient capables de capter un discours, une leçon ou une parcelle d'expression de la langue, jamais elles ne permettront de saisir la langue entière dans toute sa signification.

Pour Gadamer, cela ne se conclut pas par l'inexactitude des sciences humaines parce qu'elles offriraient un moindre degré de scientificité, mais signifie simplement que la méthode d'analyse et la visée scientifique changent selon la nature de l'objet : l'explication pour les sciences de la nature et la compréhension pour les sciences de l'humain :

[...] les sciences de la nature ne constituent un modèle pour les sciences humaines que dans la mesure où celles-ci se soumettent à l'idéal d'une valeur scientifique autonome et fondée.²³

Et il ajoute :

Or, l'expérience historique se définit par l'acquis historique dont elle procède, et par l'impossibilité où l'on se trouve de la détacher de cette origine, elle ne sera donc jamais méthode pure. Il y aura, certes, toujours moyen de déduire de cette expérience des règles générales, mais le sens méthodologique de cette démarche interdit qu'on en tire une loi proprement dite sous laquelle on subsumerait dorénavant d'une manière univoque l'ensemble des cas concrets donnés. Les règles n'étant ce qu'elles sont que par l'usage, l'idée de règles d'expérience exige toujours qu'elles s'éprouvent à l'usage. C'est ce qui reste valable, d'une façon générale et universelle, pour les connaissances que nous avons dans les sciences humaines. Elles n'atteindront jamais une « objectivité » autre que celle que comporte toute expérience.²⁴

Pour « expliquer » la scientificité de la compréhension, Gadamer s'inspire de l'ontologie heideggerienne, c'est-à-dire il conçoit que l'objet étudié porte en lui-même tous les éléments résolutifs à sa compréhension :

²³ *Ibid.*, p. 33.

²⁴ *Ibid.*, p. 48.

Actuellement, c'est grâce à l'analyse existentielle de Heidegger que nous découvrons de nouveau le sens de la structure circulaire de la compréhension [...] Le cercle recèle en lui une possibilité authentique du connaître le plus originel qu'on ne saisit correctement qu'en admettant que toute explicitation (ou interprétation) a pour tâche première, permanente et dernière, de ne pas se laisser imposer ses acquis et vues préalables par ses anticipations de quelconques intuitions et notions populaires, mais d'assurer son thème scientifique par un développement de ces anticipations selon les « choses elles-mêmes ».²⁵

Explicitement, le processus de compréhension intensifie sa validité scientifique lorsqu'il perçoit de plus en plus la relation intime entre le processus historique et les intentions de l'esprit. Autrement dit, partir de la « chose elle-même » étudiée, c'est l'acte d'englober toutes les anticipations et les intentions de l'esprit en rapport dialectique avec la réalité historique qui le surpasse. Gadamer précise que ces anticipations et ces intentions ne relèvent pas que d'une prédisposition psychologique, mais également d'une logique éthique comme l'a démontré Aristote, parce que l'esprit est pris dans l'action et en est incessamment influencé :

La question que se pose alors Aristote concerne la possibilité d'une connaissance philosophique de l'homme en tant qu'être éthique »²⁶ [...] « Aristote reste socratique et platonicien en ce sens que, pour lui, la connaissance est un moment essentiel du comportement éthique (...) le connaissant ne se trouve pas simplement face à une chose qu'il s'agit de constater, il se trouve d'avance concerné et investi par son « objet », c'est-à-dire par ce qu'il aura à faire.²⁷

Dès lors, les sciences humaines qui étudient « l'esprit » comme objet ne tentent pas de l'*expliquer* matériellement comme une réalité immuable, mais de le comprendre dans ses anticipations, ses intentions, puis ses déterminations historiques, ce que résume Gadamer par le concept de « formation »²⁸. La formation signifie que l'esprit n'acquiert pas son « humanité » de façon innée, mais il se doit d'apprendre à « être », de prendre « forme », de conjuguer avec ce qui le dépasse, sortir de l'état de nature, pour devenir un « être de culture », puis ultimement déclarer *ecce homo*.

²⁵ *Ibid.*, p. 77.

²⁶ *Ibid.*, p. 60

²⁷ *Ibid.*, p. 62

²⁸ Gadamer, Georg-Hans, 1996, *Vérité et méthode les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, Ordre philosophique, p. 25.

Enfin, une sociologie compréhensive inspirée de l'épistémologie de Georg-Hans Gadamer permet de rendre significatives des réalités qui ne sont pourtant pas traduites par des données fixes, immobiles et tangibles, mais par des comportements, des significations et des représentations. Contrairement à une sociologie matérialiste qui distingue, parfois, difficilement la réalité du visible, ces données sont considérées comme existantes parce qu'elles sont effectives et performantes sur la formation de l'esprit.

1.1.2 Une sociologie compréhensive de la langue (française)

La présupposition transcendantale de sens de ce mémoire avance que la langue est une création de l'esprit et, donc, son étude relève d'une sociologie compréhensive. Cela s'explique par le fait qu'il est impossible de la saisir comme quelque chose de fixe et d'immuable. Même une sociologie critique inspirée du matérialisme marxiste (au sens classique) se fourvoie quand elle tente de saisir la langue comme une simple idéologie du pouvoir produite par une matérialité de la lutte des classes. D'ailleurs, le silence sur cette question linguistique est particulièrement révélateur d'une limite théorique du marxisme. Le sociolinguistique Jean-Louis Calvet trouva peu de réponses satisfaisantes chez ses tenants, sauf peut-être chez le révolutionnaire français Paul Lafargue, qui eut l'honnêteté de révéler justement cette limite :

[...] la langue reflète les changements dans la production d'une façon immédiate et directe, sans attendre les changements dans la base. C'est pourquoi la sphère d'action de la langue, qui embrasse tous les domaines de l'activité de l'homme, est beaucoup plus large et plus variée que la sphère d'action de la superstructure. Bien plus, elle est presque illimitée.²⁹

En effet, l'histoire raconte que la langue (française) a survécu aux divers changements de régimes politiques et des moyens de production, notamment lors du passage de la monarchie à la démocratie, ou de l'aristocratie à la bourgeoisie. Elle dépasse largement le cadre schématique de la base et de la superstructure. Elle relève

²⁹ Calvet, Jean-Louis, 1977. *Marxisme et politique*, Paris, Payot, p. 154.

paradoxalement d'une réalité autant indépendante que déterminante des collectivités qui la parlent. Comme le dit Claude Lévi-Strauss, en ce sens, « la langue est bien une raison humaine qui a ses raisons propres ».

Évidemment, il est vrai qu'une manipulation linguistique peut servir à l'institution d'un groupe dominant, comme ce fut le cas avec le dualisme latin/français qui assurait un monopole de la connaissance par l'ordre religieux distancié du peuple. D'ailleurs, c'est le roi François 1^{er} qui choisit pour la première fois le français comme langue de l'État. En décrétant l'ordonnance de Villers-Cotterêts, celle-ci donna plus de pouvoir à la monarchie en obligeant la production des documents « en langage maternel françoys et non autrement »³⁰. De cette façon, l'État français se distancie de l'ordre religieux en se permettant de fonctionner dans une langue autre que le latin :

Pour François (1^{er})³¹, l'ordonnance de Villers-Cotterêts était une façon de réduire le pouvoir de l'Église et d'augmenter le sien.³²

Toutefois, si la langue est bien un outil de pouvoir, elle n'est pas strictement un outil de domination d'une classe sur une autre, comme l'entendrait généralement la théorie marxiste. Une sociologie compréhensive de la langue (française) la conçoit d'abord comme un élément intrinsèque à la formation de l'homme. C'est en faisant sienne une langue qu'il surpasse son « être naturel » en se « formant » en « être de culture ». Conséquemment, c'est la formation de l'être de culture qui exige une conception idéologique particulière de la langue. Par exemple, comme ce mémoire le démontrera, lorsqu'une formation se conçoit selon l'apanage d'une culture d'un peuple, la langue parlée par lui devient un élément d'identification primordial. Encore, une autre formation se conçoit selon une logique purement mécaniciste,

³⁰ Barlow, Julie, et Jean-Benoît Nadeau, 2007. *La grande aventure de la langue française : de Charlemagne au Cirque du Soleil*, Montréal, Québec Amérique, p. 66.

³¹ C'est moi qui précise.

³² *Ibid.*, p. 65.

matérialiste et productiviste, dans ces conditions la langue ne devient qu'un instrument de communication comme un autre, soumis à la doctrine de l'intérêt.

L'appréhension de la langue (française) dans son mouvement est chose fort complexe. Une immuabilité de la langue n'existe pas et c'est pourquoi les outils conceptuels d'une sociologie compréhensive permettent de circonscrire toute la complexité de l'objet analysé afin d'acquérir une compréhension significative de la réalité. Si la langue est un produit de l'esprit, dans une perspective sociologique, évidemment, cela suppose que la langue soit un fait social. D'ailleurs, comme le souligne l'influent sociolinguiste français Jean-Louis Calvet, l'organisation en société est une condition *de facto* du langage, c'est elle qui lui confère son caractère social : « il y a un étroit rapport entre les besoins de communication d'un groupe et le moyen de communication qu'il se donne. »³³. Délaissant forcément toute analyse linguistique (sémantique, grammaire, stylistique, phraséologie, etc.)³⁴, la démarche compréhensive de la langue s'en tiendra au mouvement déterminé par les vicissitudes culturelles et politiques. En ce sens, les dires de Gadamer sont ici renchérissés, la langue est non seulement un produit de l'esprit, mais précisément un produit de la collectivité des esprits. Elle participe à leur formation afin de devenir des êtres de culture.

1.1.3 Une sociopolitique de la langue française au Québec

Enfin, comme susmentionné au début de ce chapitre, la présupposition transcendantale de sens qui fait de la langue une création de l'esprit pour sa formation à « être », doit confronter sa qualité théorique à son applicabilité pratique sur un contexte sociopolitique particulier, en l'occurrence celui du Québec. En prévision des résultats, voici l'hypothèse matrice de ce mémoire : il existe une réelle volonté

³³ Calvet, Jean-Louis, 1987. *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Payot, Coll. « Langages et sociétés », p. 17.

³⁴ Seul lieu « matériel » qui pourrait être propice à une sociologie critique matérialiste.

collective à « faire société »³⁵ en français au Québec. C'est-à-dire que les Québécois conçoivent que la formation de l'« être québécois » nécessite la langue française. En ce sens, l'idéologie linguistique québécoise associe « langue » et « culture ». Toutefois, cette formation se confrontera à une autre, celle de l'« être canadien » qui opposera une autre idéologie linguistique, séparant plutôt la langue de la formation. C'est en réponse à la « canadienne » que la formation québécoise prend une tangente particulière pour se renouveler en séparant de plus en plus la langue et la culture. C'est à l'intérieur de cette lutte particulière entre formations, que l'on comprend ensuite pourquoi la mondialisation actuelle s'instaure selon une logique déculturante de la langue.

1.2. Méthodologie : l'idéologie linguistique

L'expression d'idéologie linguistique, qui vient d'être énoncée, nécessite une précision. Elle n'est pas le fruit d'une transcendance, mais elle est conçue puis formulée « d'en bas », par les hommes eux-mêmes. C'est-à-dire que l'idéologie linguistique correspond à un ensemble de conceptions organisées qui influence le comportement linguistique. C'est pourquoi la plupart des collectivités ont défini et entretenu une valeur particulière à la langue :

³⁵ Terme emprunté à Joseph-Yvon Thériault dans : Thériault, Joseph Yvon, 2007b. *Faire société: société civile et espaces francophones*, Sudbury, Prise de parole, p. 11-12 : « De quoi s'agissait-il au juste dans ce procès, en grande partie inconscient, visant à faire société? Il s'agissait de se donner une autonomie institutionnelle confirmant que l'on était bien une nation historique, non pas un simple rassemblement utilitaire d'individus, mais un groupement humain transcendant les générations. Les communautés nationales, en effet, sont les principaux groupements porteurs de l'historicité dans la modernité. C'est par elle que l'on fait société. C'est pourquoi elles visent l'autonomie institutionnelle – tant aux niveaux linguistique, religieux, scolaire que littéraire – et, ultimement, l'autonomie politique, instrument par excellence de l'historicité moderne. Le lien social est largement une création de ces institutions. C'est pourquoi l'on peut dire que la nation naît d'une intentionnalité, celle de faire société »

[...] nous accordons intuitivement de la valeur aux langues, cette valeur qui poussera des parents à faire étudier à l'école l'anglais, l'allemand ou le chinois à leurs enfants. Sur quels critères se fondent ces choix? [...] Cette valeur en quelque sorte marchande fait que les langues sont un capital, que la possession de certaines d'entre elles donne une plus-value alors qu'au contraire d'autres ne jouissent sur le marché d'aucun prestige.³⁶

La valeur peut être sacrée, culturelle, utilitaire ou encore marchande, cela dépend de l'idéologie qui la sous-tend. Afin de prendre connaissance de telles valeurs puis des idéologies linguistiques qui les véhiculent, il suffit de retrouver les récits linguistiques. Ceux-ci peuvent être transmis oralement, dans un livre sacré ou encore, comme aujourd'hui, dans une politique linguistique écrite par un État.

Le mythe biblique de la Tour de Babel est sans contredit l'un des récits linguistiques des plus connus et des plus explicites d'une conception idéologique de la langue. La genèse biblique relate qu'au commencement, « Sur toute la terre, il n'y avait qu'une seule langue, on se servait des mêmes mots. »³⁷. Cette supposée langue première et universellement parlée par tous les hommes se référerait à l'accadien³⁸, celle de l'Empire de Babylone. Il est raconté ensuite que cet Empire de Babylone fut tellement puissant qu'il aurait prétendu rejoindre les portes du ciel par la construction d'une immense ziggourat. Toutefois, l'Unique Dieu se vexa de cette prétention à l'égaliser et réaffirma sa supériorité en confondant le langage des hommes :

Voici, dit-Il, qu'ils ne forment qu'un seul peuple et ne parlent qu'une seule langue. Cet ouvrage est le début d'une entreprise que rien ne les empêchera désormais d'exécuter. Allons, descendons pour mettre la confusion dans leur langage en sorte qu'ils ne se comprennent plus l'un l'autre. Ce fut de là que le Seigneur les dispersa sur la face de toute la terre et ils arrêterent la construction de la ville.³⁹

Le plurilinguisme s'imposa comme un fléau afin de punir les hommes de leur prétention à imiter Dieu. Un fléau, car l'incompréhension à cause d'un plurilinguisme

³⁶ Gauthier, Guy, 2000. « Langues une guerre à mort » *La Revue*, no 48, p. 12.

³⁷ Lapierre, Jean-William, 1959. *Le pouvoir politique*, Paris, Presse universitaires de France, Coll. « Initiation philosophique », p. 5.

³⁸ *Ibid*, p. 6.

³⁹ *Ibid*, p. 8.

cacophonique sema la zizanie entre les hommes jusqu'à rendre impossible leur union contre leur Seigneur, donc de réacquérir toute la puissance qu'ils avaient.

À partir de ce mythe, il est possible de définir les valeurs, puis l'idéologie linguistique véhiculée :

L'idée du plurilinguisme comme punition divine, même si on n'est pas toujours en accord avec l'exégèse sérieuse des textes sacrés, me paraît importante car elle éclaire d'un jour particulier la façon dont les hommes ont analysé leurs rapport linguistiques, dont ils ont géré leurs différences [...]⁴⁰

D'abord, le plurilinguisme se perçoit comme un obstacle à l'unité des hommes. Donc, seule une langue universellement parlée conférerait la pleine puissance organisationnelle des hommes, ce qui est devenue chose impossible à cause de la punition divine. Ensuite, cela signifie que le christianisme et la langue sont deux choses distinguées car Dieu transcende le plurilinguisme. Par conséquent, se « former » à « être chrétien » nécessite non pas l'adhésion à une langue particulière, mais au langage universel de Dieu par-delà toutes les difficultés de communication entre les cultures. Voilà ce qui a servi à la fois d'explication de la réalité du plurilinguisme et de démonstration que la religion chrétienne est fondamentalement universelle, car elle transcenderait toutes les différences linguistiques.

Enfin, « partir de la langue elle-même » nécessite de comprendre les idéologies véhiculées par la langue. Et une analyse sociologique de ces idéologies linguistiques se situe au niveau de la dynamique sociale d'où elles prennent leur origine. Comme le dit Jean-Jacques Rousseau, « la langue suit les vicissitudes des mœurs »⁴¹, c'est-à-dire que la diversité des conceptions idéologiques de la langue se juxtapose généralement à celle de la dynamique sous-entendue des organisations sociales. Comme il le sera démontré, le Québec est l'une de ces collectivités qui se sert de

⁴⁰ Calvet, Jean-Louis, 1987. *op. cit.*, p. 36.

⁴¹ Rousseau, Jean-Jacques, 1762. *Émile ou De l'éducation*, Livre I, II et III, version électronique, p. 84.

récits linguistiques afin d'expliciter l'idéologie linguistique qui appartient à la formation québécoise. Par exemple, l'État québécois rédigea, dans les années 1970, une « politique linguistique », la Charte de la langue française, selon cet objectif.

1.2.1 Une typologie des idéologies linguistiques

Une étape importante s'ajoute à cette méthodologie : la construction d'une typologie idéaltypique des idéologies linguistiques. Lors de la recherche bibliographique, il fut étonnant de constater à quel point la langue n'est pas un sujet prioritaire en sociologie politique. La plupart des ouvrages sont écrits par des instances étatiques, par exemple l'Office de la langue française, dont l'analyse consiste principalement en termes statistiques et non idéologiques. Le problème semble très profond. Lorsqu'il est question de la langue, les sciences humaines en général semblent de plus en plus inaptes à l'appréhender en tant qu'objet de formation de l'être de culture. Outre la volonté à préserver le français en calculant simplement le nombre de locuteurs, jamais n'est posée la question comment une population conçoit la langue qu'elle parle. Par exemple, le recueil issu du colloque international organisé par l'Institut de la Francophonie et le laboratoire DELIC en septembre 2007 à l'Université de Provence, regroupe des textes de divers sociolinguistes qui considèrent presque unanimement que la langue n'existe pas mais se réduit à l'accumulation des relations intersubjective. En se questionnant sur le « poids » d'une langue, ils arrivent à la conclusion qu'une langue existe seulement selon ses points de contact avec les autres langues, selon son « poids » dans l'ensemble des comportements communicationnels :

Une langue n'existe pas isolément; ce n'est pas un composé chimiquement pur [...] cet objet complexe qu'on appelle une langue, cet ensemble de compétences actives (parler, écrire) ou réceptives (comprendre, lire) correspondant à un système de communications qui a son lexique, sa morphologie, sa syntaxe... - ne saurait être appréhendée en tant que telle, isolément : il faut toujours la mettre en rapport avec d'autres langues, dont elle se nourrit et qu'elle influence à son tour.⁴²

J'ajoute à cela une citation du linguiste Alain Klinkenberg, qui ne peut être plus claire de la réduction de l'objet « langue » à une relation entre locuteurs qui se réclament d'elle :

Il en va du français comme de toute autre langue : il n'existe pas. Pas plus que l'allemand ou l'espagnol, d'ailleurs. Ce qui existe, ce sont des Français, des Allemands, des Espagnols.⁴³

Cela relève toujours d'un certain art que d'abolir volontiers son objet d'étude sous prétexte de scientificité. L'indéfinition par la capitulation scientifique à comprendre la langue comme un objet effectif et performant dans la formation de l'être de culture, pour la concevoir plutôt comme simple « relation » intersubjective, élimine l'idée même de langue. Le français n'existe plus, car cette dernière ne s'identifie qu'à son « poids » dans le cours des relations sociales. De là l'acharnement pour les études statistiques « sur le nombre de locuteurs, le nombre de cas d'officialisation ou de co-officialisation, le nombre de pays proposant un enseignement de la langue concernée, le nombre de traductions, la présence de la langue sur Internet, l'existence de correcteurs orthographiques, la croissance démographique et économique des pays au sein desquels la langue évaluée est employée, le nombre de publications et d'exportations de publications littéraires, le nombre de Prix Nobel, l'importance des flux touristiques... »⁴⁴. Autrement dit, on cherche la langue à partir d'indicateurs quantitatifs, mais jamais à partir d'indicateurs qualitatifs d'un sens qui lui serait conféré, comme le propose alors l'analyse de ce mémoire.

⁴² Gasquet-Cyrus, Médéric et Cécile Petitjean (dir.), 2009. *op. cit.*, p. 4.

⁴³ Klinkenberg, Jean-Marie, 2001. *La langue et le citoyen*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Politique élargie », p. 24.

⁴⁴ Gasquet-Cyrus, Médéric et Cécile Petitjean (dir.), 2009. *op. cit.*, p. 15.

C'est pourquoi ce mémoire a le privilège, mais la tâche ardue, de rendre compte d'une réalité idéologique peu abordée dans le milieu intellectuel québécois. Pour ce faire, la statistique n'est pas la conclusion de l'analyse, mais l'étape de l'observation et le point de départ de la problématique idéologique de la langue. Comme susmentionné en introduction, actuellement, nous assistons statistiquement à une extinction mondiale de la diversité linguistique au profit de quelques grandes langues :

[...] la plupart des gens n'ont jamais entendu parler des dangers qui menacent la très grande majorité des langues actuellement parlées sur la terre : en effet, on évalue que 90% des langues disparaîtront ou seront menacées de disparition au cours du prochain siècle. »⁴⁵

En continuité avec Gadamer et en rupture avec la langue « relative », c'est davantage le rapport entre la « formation » de l'être de culture et l'idéologie linguistique qui importe pour ce mémoire. En ce sens, l'extinction s'interprète comme la conséquence d'une diminution des idéologies linguistiques différentes, donc d'une disparition des différentes « formations » de l'être de culture. Ainsi, la valeur d'une langue s'obtient en fonction de la valeur de la formation. Donc, une idéologie linguistique qui sépare la langue et la culture n'est pas moins le résultat d'une formation particulière, bien au contraire.

Enfin, c'est à l'élucidation de cette diminution du nombre des langues et des formations de l'être de culture que sert la typologie des idéologies linguistiques. Une fois l'explicitation des types d'idéologies linguistiques complétée, il s'agit d'en ressortir la cause de la séparation entre langue et culture, qui servira ensuite à définir l'idéologie linguistique québécoise. C'est à partir de cette explication que l'on pourra définitivement vérifier notre hypothèse, à savoir pourquoi il y a une acculturation de la langue promue par l'idéologie linguistique de la formation québécoise actuelle.

⁴⁵ Maurais, Jacques, et Michael A. Morris (dir.), 2001. *op. cit.*, p. 23.

1.2.2 Considération de l'idéaltype

Parallèlement à l'exigence gadamérienne d'une compréhension de l'objet, la sociologie compréhensive de Max Weber enseigne un outil conceptuel original et favorable pour réaliser cette étude, l'*idéaltype*. Pour le webérien orthodoxe, l'emprunt de ce concept à Weber paraîtra grossier, car cette étude ne prendra que son aspect qui lui soit le plus utile, le désincarnant quelque peu de sa théorie première. Voici quelques considérations de la démarche.

À l'instar de Weber, l'idéaltype relève d'une interprétation « constructiviste » en opposition aux théories positivistes et substantialistes⁴⁶. Il s'agit, en effet, d'interpréter un objet social par l'association discursive d'éléments historiquement identifiables qui forment un ensemble nommé et cohérent. Tout comme la construction des idéaux-types de Weber (« capitalisme », « protestantisme », « pouvoir charismatique », etc.), ceux de ce mémoire n'ont pas la prétention d'une vérité objective, mais plutôt celle d'une véritable compréhension. En ce sens, l'objet d'étude sera considéré plutôt comme « événementiel », c'est-à-dire correspondant à un degré d'« approximation d'un événement historique relativement à un ou plusieurs concepts »⁴⁷. Par exemple, il serait difficile de rendre précisément l'idéologie linguistique au temps de l'Ancien régime en France. Par contre, nous pouvons en donner un aperçu plus ou moins approximatif à partir d'un événement historique comme le grand débat au sujet de l'universalité de la langue française à l'Académie de Berlin en 1783. Enfin, les concepts historiques constitutifs des idéaux-types se regroupent selon une typologie des idéologies linguistiques sous les vocables suivants : langue-universelle, langue-culture et langue-contractuelle, tous abordés au prochain chapitre.

⁴⁶ Colliot-Thélène, Catherine, 2006. *La sociologie de Max Weber*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », p.41.

⁴⁷ Dantier, Bernard, 2004. *Les « idéaltypes » de Max Weber, leurs constructions et usages dans la recherche sociologique*, Les classiques des sciences sociales, Coll. « Textes de méthodologie en science sociale », p. 8.

1.2.3 Implication du chercheur

À l'instar de Weber, la matrice qui ressortira des idéaux-types ne doit pas évaluer la réalité en fonction d'une normativité dans le but d'orienter l'action sociale selon un certain idéal. Autrement dit, l'*idéalisation* ne se fait pas en vertu d'un devenir-être souhaité de l'idéologie linguistique québécoise. Conséquemment, les visées de ce mémoire se distancient d'une certaine « exubérance de bonté » ambiante et populaire aujourd'hui à propos d'une quelconque « égalité des langues ». À vrai dire, la réalité est tout autre de ce que prétend cette prétention morale radicale de type égalitariste :

N'importe quelle forme dialectale d'une langue parlée en Amazonie ou d'Afrique mérite tout autant d'être analysée que l'anglais, le chinois ou le français et, à condition de créer un alphabet, puis d'effectuer un travail de néologie, de standardisation, tout peut se dire, s'écrire, s'enseigner dans n'importe quelle langue : il suffit pour cela de l'équiper. Mais il n'en est pas moins vrai qu'un discours qui présenterait comme socialement équivalentes l'anglais et le cree, le français et le dogon, le chinois et le tibétain, serait à la fois irréaliste et idéologique. Toutes les langues n'ont pas la même valeur, et leur inégalité est au centre de leur organisation mondiale.⁴⁸

À l'autre extrême, l'*idéalisation* n'est pas non plus une pure vacuité d'une valeur subjective significative au nom d'un souci objectif naïf et intellectuellement stérile. S'il y a de la subjectivité, elle doit être inhérente à la compréhension de l'objet et non pas en provenance du chercheur. Comme l'explique la philosophe française Catherine Colliot-Thélène, la portée heuristique d'un idéaltype s'évalue selon « sa capacité à supporter la formulation d'hypothèses causales concernant des relations entre certains éléments de la réalité »⁴⁹, ce qui « décide dans chaque cas de la pertinence d'une construction idéaltypique déterminée »⁵⁰. Autrement dit, toute la subjectivité associée à l'objet n'est pas exclue tant qu'elle est significative et objectivable. Par exemple, l'amour des Québécois pour leur langue n'est pas un problème à l'objectivité de l'analyse, au contraire, cette subjectivité en fait partie. Enfin, conforme à cette

⁴⁸ Gauthier, Guy, 2000. « Langues une guerre à mort » *La Revue*, no 48, p. 13.

⁴⁹ Colliot-Thélène, Catherine, 2006. *op. cit.*, p. 42

⁵⁰ *Ibid.*

définition, la cause qui sous-tend les idéaux-types et que j'ai identifiée sera mise à l'épreuve du contexte québécois pour évaluer sa valeur significative, ce qui confirmera ou non mon hypothèse.

En résumé, à la question pourquoi y a-t-il une déculturation de la langue, l'hypothèse suppose qu'il existe une volonté à « faire société » en français au Québec, car la langue fait partie d'un processus de formation de l'être québécois. Toutefois, selon ce que révèle le contexte linguistique mondial, il est fort probable que cette formation entre en lutte avec une autre qui l'oblige de plus en plus à accepter une idéologie linguistique qui sépare la « culture » de la « langue ». La vérification de cette hypothèse passe par l'étude de récits linguistiques significatifs des idéologies linguistiques québécoises. Cela nécessite avant une typologie d'idéaux-types des différentes idéologies linguistiques que l'on rencontre dans l'histoire. Ne pouvant faire l'histoire de toutes les idéologies linguistiques, seuls celles de l'Allemagne et de la France, au début de l'État-nation, seront considérées. Tout le deuxième chapitre se consacre à cette typologie. C'est dans le troisième et dernier chapitre que je comparerai ce que j'ai identifié dans ma typologie comme la cause de la séparation de la langue et de la culture, au contexte sociopolitique du Québec. Il s'agira alors d'en valider la pertinence significative, donc de valider mon hypothèse.

CHAPITRE II

TYPOLOGIE ET IDÉAUX-TYPES

Ce chapitre 2 présente une typologie des langues qui permettra de mieux expliquer l'évolution et les constantes des idéologies linguistiques depuis les balbutiements des États-nations. Cette période a été choisie parce que le Québec contemporain fait justement partie de cet ensemble de régime. Dès ses débuts, l'État-nation entretient difficilement deux types d'idéologies linguistiques, le déterminisme et le contractualisme linguistiques. Jamais celles-ci n'ont été aussi clairement formulées que dans l'opposition respective des « formations » allemande et française de l'époque prérévolutionnaire. C'est pourquoi, pour bien comprendre comment la nation aménage l'idéologie linguistique, sera présentée, tout d'abord, l'origine du déterminisme linguistique par l'opposition entre une langue d'un génie universel véhiculant la *civilité* des mœurs françaises et une langue d'un génie du peuple issue de la notion de *Kultur* allemande. Ensuite, le contractualisme linguistique sera présenté par le moment révolutionnaire en France, marqué notamment par un effort de réfection linguistique et de redéfinition du peuple. Donc, dans l'ordre de la typologie, il y a la langue-universelle, la langue-culture, puis la langue-contractuelle.

Cette typologie est le résultat d'une création personnelle et toujours appuyée sur des auteurs significatifs qui ont retracé eux-mêmes les grands récits linguistiques. C'est d'abord la sagacité du sociologue Joseph-Yvon Thériault sur la question linguistique,

que l'on retrouve dans son texte intitulé *Langue et politique au Québec*⁵¹, qui a acheminé la recherche vers l'importante collaboration de Norbert Élias⁵², notamment pour la distinction des idéologies linguistiques allemande et française. Le philosophe français Alain Finkielkraut⁵³ est également un incontournable pour ses précisions sur cette distinction. Toute sa philosophie de la culture est un apport essentiel pour comprendre l'évolution des idéologies linguistiques dans le temps. Son analyse de la question linguistique du Québec est également déterminante. La typologie s'est construite aussi grâce aux linguistes Jean-Pierre Séguin et Jacques Guilhaumou. Tout le type de langue-contractuelle appartient à eux seuls⁵⁴. Ils expliquent comment l'idéologie linguistique, au temps de la Révolution française s'est mise en place grâce à une rhétorique métonymique agencée par les chefs révolutionnaires, car l'intention de ces derniers était de faire « accepter » au peuple l'imposition du français sur toute la France. Enfin, l'originalité des pensées de Séguin et de Guilhaumou est une référence de qualité incontournable. D'autres auteurs sont évidemment en arrière-plan de la réflexion, sans pour autant constituer de références directes. C'est le cas de Julie Barlow et Jean-Benoît Nadeau qui ont écrit *La grande aventure de la langue française*,⁵⁵ une histoire qui a servi de ligne directrice pour faire la distinction entre l'idéologie linguistique avant et après la Révolution française. En dernière instance, le travail de la sociolinguiste Anne-Marie Thiesse⁵⁶ sur le lien entre la construction des

⁵¹ Thériault, Joseph Yvon, 2007a. « Langue et politique au Québec : entre mémoire et distanciation », *Hérodote*, no 125, p.115-127.

⁵² Norbert, Elias, 2003. *La civilisation des mœurs*, Paris, Pocket, Coll. "Agora", 509 p.

⁵³ Finkielkraut, Alain, 2008. *La défaite de la pensée*, Saint-Amand, Gallimard, Coll. « Folio essais », 178 p. et Finkielkraut, Alain, 1999. *L'ingratitude : conversation sur notre temps avec Antoine Robitaille*, Montréal, Québec Amérique, Coll. « Débats », 226 p.

⁵⁴ Sauf le nom du type. Ils utilisaient plutôt le terme de « langue politique » dans : Guilhaumou, Jacques, 1989. *La langue politique et la Révolution française de l'événement à la raison linguistique*, Paris Méridiens Klincksieck, Coll. « Librairie du bicentenaire de la Révolution française », 212 p. et Séguin, Jean-Pierre, 1972. *La langue française au 18^e siècle*, Paris, Bordas, Coll. « Études », 270 p.

⁵⁵ Barlow, Julie, et Jean-Benoît Nadeau, 2007. *op. cit.*

⁵⁶ Thiesse, Anne-Marie, 1999. *La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, Coll. « L'univers historique », 302 p.

idéologies linguistiques et celle des nationalismes, démontre en quoi les États-nations ont réussi à assurer la cohésion de leur peuple grâce à la création et à l'imposition des langues nationales. Il va sans dire que cette thèse est un incontournable.

Cette typologie est ambitieuse mais reste un passage obligé pour entreprendre une analyse sociologique des idéologies linguistiques étant donné la faiblesse théorique de la langue « relative » et l'insuffisance de l'approche statistique.

2.1 La langue-universelle

Si le peuple a formé les langues, les grands hommes les perfectionnent par les bons livres;
et la première de toutes les langues est celle qui a le plus d'excellents ouvrages.
- Voltaire -

Une sociologie de la langue présuppose que les idéologies linguistiques suivent les velléités des organisations sociales. Si l'on exclut les dires de la genèse biblique, l'humanité n'a jamais connu une seule et unique langue qui lui fut propre, car il faudrait que cette humanité se constitue par une « formation de l'être universel ». Autrement dit, il faudrait un minimum de « culture universelle » suffisamment complexe pour faire naître une langue autre que le code morse ou des émoticônes Facebook... C'est pourquoi certains sociolinguistes affirmeront que le plurilinguisme était à l'origine de l'ordonnance des langues et qu'il serait problématique d'uniformiser la planète par un monolinguisme parce qu'il n'existe pas – encore? – de société mondiale :

Sans cesse confrontés à la langue des autres, les premiers groupes communiquant ont donc été confrontés à la différence sémiologique, aux problèmes de l'intercompréhension et de la non-compréhension, au plurilinguisme et au mépris pour la forme linguistique de l'autre. Prenant tout à coup le pouvoir l'un sur l'autre, ils ont dû gérer ces fluctuations, ces différences [...] ⁵⁷

⁵⁷ Calvet, Jean-Louis, 1987. *op. cit.*, p.31.

Toutefois, de tout temps il a existé des régimes qui prétendirent à l'universalité de leur langue. Cette forme d'idéologie de la supériorité linguistique sert de premier type. Il s'agit de comprendre pourquoi précisément elle ne peut exister, mais comment, toute de même, un tel régime construit une telle idéologie linguistique.

2.1.1 *L'échec de l'invention d'une langue universelle*

Notre conception moderne de la langue semble encore fortement inspirée du mythe de Babel. Existe aujourd'hui la tentation de revenir à une langue universelle dans l'espérance d'unir tous les hommes dans un ensemble démocratique. L'intention est de les sortir de tout rapport de domination entretenu par les organisations qui utilisent les inégalités linguistiques pour leur maintien. Cette langue universelle serait donc encore à venir, pour qu'enfin s'édifie la « Tour » de l'émancipation. Cette conception de la langue émancipatrice et « à venir » s'associe généralement à l'avènement de l'homme nouveau traduit généralement par le marxisme⁵⁸. C'est pourquoi plusieurs tenants auront tenté de construire une *nova lingua*, comme l'espéranto, dans l'intention d'épurer le langage de toutes influences du pouvoir de la « lutte des classes ». Certains voient dans le plurilinguisme sert de distinction de classe, car seules les élites deviennent avantageusement polyglottes. L'union des hommes dans une même communauté de langue deviendrait ainsi le seul moyen d'abolir les hiérarchies :

L'espérantisme. Un monde où règnerait l'interlinguisme serait rendu possible par le recours à une langue inventée (pas nécessairement l'espéranto), conçue comme langue auxiliaire à l'usage du monde entier, et dont la maîtrise serait peu coûteuse. Si cette langue devenait commune pour toute communication entre locuteurs de langues différentes, le fardeau de l'adaptation linguistique serait minime et le même pour tous. Si la langue conservait son statut d'auxiliaire, le bilinguisme deviendrait une réalité quasi-universelle.⁵⁹

⁵⁸ L'homme encore aliéné, par les rapports de domination de classe historiquement constitués, n'est pas libre, donc pas lui-même. C'est pourquoi le véritable homme resterait à venir, une fois la révolution et l'avènement de la société sans classes.

⁵⁹ Maurais, Jacques, et Michael A. Morris (dir.), 2001. *op. cit.*, p.42.

Toutefois, la tentative s'est toujours conclue par un échec parce qu'on ne peut détacher l'espéranto ou toute autre langue inventée d'un pacifisme à tendance idyllique et problématique. Comme l'explique le sociolinguiste Jean-Louis Calvet, il y a une contradiction fondamentale entre le pacifisme prôné au moyen de l'espéranto et son imposition, car « l'expansion d'une langue dans l'espace et dans le temps est toujours l'expression d'une autre expansion, militaire, économique, religieuse, culturelle, etc., [...] elle témoigne d'un mouvement social plus profond »⁶⁰. Autrement dit, ne faudrait-il pas une « formation de l'être universel » suffisamment puissante pour imposer l'espéranto? Quel mouvement idéologique serait suffisamment fort pour provoquer une adhésion massive? De plus, selon Calvet, même avec ses 30 000 et 40 000 membres⁶¹, le projet reste impossible car :

[...] la communauté espérantophone pose, en tant que groupe de locuteurs, un problème théorique car elle constitue une diaspora, une communauté éclatée. Or, nous n'avons aucun exemple historique d'une diaspora linguistique ayant réussi à imposer sa langue.⁶²

Par le fait même, inventer une nouvelle langue ne reviendrait qu'à en ajouter une dans le concert du plurilinguisme.

Pourtant, certaines organisations sociopolitiques particulières prétendirent détenir une langue universelle. À ce moment, il faut des conditions politiques, économiques, sociales, etc. tout à fait exceptionnelles qui renforcent la diffusion puis l'attraction de cette langue, comme il le sera démontré par la France du 18^e siècle. À ce sujet, la recherche bibliographique a décelé un cas pertinent pour cette démonstration. Le français de la société de cour est l'histoire d'une langue qui acquit un niveau d'attraction telle, qu'elle put prétendre idéologiquement à devenir la langue universelle. C'est son récit linguistique qu'il s'agit d'analyser pour poursuivre le premier type d'idéologie.

⁶⁰ Calvet, Jean-Louis, 1987. *op. cit.*, p. 279.

⁶¹ *Ibid.*, p. 275.

⁶² *Ibid.*

2.1.2 La société de cour

À l'époque de l'*Ancien régime*, la France jouit d'un fort rayonnement politique et culturel, grâce aux activités de son aristocratie. Celle-ci est le noyau de la société de Cour qui rassemble les élites d'Europe. Le français est alors la langue privilégiée de cette société et sa diffusion démontre à quel point l'aristocratie française est puissante et influente :

À partir des cours princières, le français gagne les hautes couches de la bourgeoisie. Tous les « honnetes gens », toutes les personnes de « considération » s'expriment en français. L'usage du français est la marque des classes supérieures.⁶³

L'organisation externe du royaume de France n'aurait pas eu ce prestige si son organisation interne n'avait pas démontré quelques qualités particulières. Plus unie culturellement que l'Allemagne, dont le cas sera présenté ultérieurement, elle rassemblait les intellectuels de tout ordre en abolissant la division radicale entre l'aristocratie et l'intelligentsia bourgeoise française :

[...] en France [...] une transformation sociale [...] donna aussi naissance à une floraison d'hommes remarquables. Voltaire et Diderot en faisaient partie. Mais en France tous ces talents étaient accueillis et assimilés sans difficultés par la vaste société de la cour, par la société parisienne. En Allemagne les fils talentueux et doués d'esprit issus de la classe moyenne montante étaient pour la plupart tenus à l'écart de la vie des cours et de l'aristocratie.⁶⁴

Par conséquent, les fils doués d'esprit qui étaient issus de cette bourgeoisie s'intégraient à la « bonne société »⁶⁵, définie par le partage d'une langue commune, d'une même littérature, des mêmes règles de convenance, tout en respectant évidemment un certain degré de hiérarchie propre aux conditions de l'Ancien régime. C'est-à-dire, la seule distinction véritable tenait par les titres nobiliaires qui assuraient l'exclusion de la bourgeoisie à l'exercice du pouvoir souverain monarchique.

⁶³ Norbert, Elias, 2003. *op. cit.*, p. 26.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 45.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 63.

2.1.3 Le récit linguistique de la civilité de cour

La communication fluide entre les esprits doués de la bourgeoisie et de l'aristocratie française enrichissait une conception artistique de la conversation. Il s'agissait d'une manière de discuter par le jeu de la langue qui conjugait les plaisirs de l'esprit avec l'apprentissage de la civilité des mœurs. La civilité en ce sens français du terme prend une tout autre tournure qu'une politesse maniérée d'une expression courtoise superficielle. Elle est une recherche d'affinement des mœurs dont les lois de bienséance font preuve d'une possession riche de connaissance et de contrôle « pulsionnel » contre les pulsions dites barbares, populaires et vulgaires.

Cependant, tout comme l'Empire de Babylone, la société de cour entretint une certaine exubérance de prétention au progrès de ses mœurs, une fois l'unité linguistique de l'Élite européenne réalisée par le français. Voici un passage du célèbre discours d'Antoine de Rivarol intitulé *De l'universalité de la langue française*, prononcé en 1783 à l'Académie de Berlin, dont le succès ostentatoire égal le paroxysme de la prétention de l'élite francophile :

Ce qui distingue notre langue des langues anciennes et modernes, c'est l'ordre et la construction de la phrase. Cet ordre doit toujours être direct et nécessairement clair. Le français nomme d'abord le *sujet* du discours, ensuite le *verbe* qui est l'action, et enfin l'*objet* de cette action : voilà la logique naturelle à tous les hommes; voilà ce qui constitue le sens commun.⁶⁶ ;

Dégagée de tous les protocoles que la bassesse inventa pour la vanité et la faiblesse pour le pouvoir, elle (*la langue française*) en est plus faite pour la conversation, lien des hommes et charme de tous les âges; et, puisqu'il faut le dire, elle est, de toutes les langues, la seule qui ait une probité attachée à son génie. Sûre, sociale, raisonnable, ce n'est plus la langue française, c'est la langue humaine.⁶⁷

Il faut se garder d'interpréter ce panégyrique dans un sens chauvin ou nationaliste, car comme le précise le linguiste Jean-Pierre Séguin : « Le français est ici défendu comme langue de l'intelligentzia européenne, non comme langue du peuple français,

⁶⁶ Rivarol, Antoine, 1991. *De l'universalité de la langue française*, Paris, Obsidiane, p. 39.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 45.

et bien des étrangers reconnaissent cette hégémonie de la langue française »⁶⁸. Donc, cette prétention s'explique davantage par la conviction généralisée de l'époque que la langue française acquerra son hégémonie grâce à sa nature propre qui exprimerait le génie humain. En réalité, un tel récit linguistique qui relate l'hégémonie du français sur toutes les autres langues tient d'un contexte sociopolitique particulier qui fit du français le pilier intégrateur de toute l'élite européenne. En devenant le véhicule linguistique par lequel les élites européennes se réalisent et communiquent entre elles, elle devient par le fait même la langue d'accès au progrès des mœurs culturelles les plus avancées, celles des codes de la civilité. Dès lors, la langue de la civilité se conçoit idéologiquement comme signe de progrès en opposition à la barbarie des mœurs. Elle est l'accès à la « formation » de l'« être civilisé ». Elle est donc au-dessus du génie d'une culture particulière pour s'associer au « génie » d'une élite outre-frontières, d'où sa prétention à l'universalité du genre humain le plus évolué. Bref, c'est bien le luxe d'une *lingua franca* que d'inventer une idéologie linguistique de la supériorité.

2.1.4 Un dualisme linguistique nécessaire

Cette langue-universelle s'est imposée « d'en haut » par l'élite, malgré la multiplicité des langues « d'en bas », parlées par le *vulgus* des royaumes. Il semble concluant qu'en situation d'hégémonie sociale (exemple la société de cour) et politique (exemple la France), le régime hiérarchique perfectionne la distinction entre les ordres grâce au dualisme linguistique. Autrement dit, une élitisation de l'idéologie linguistique implique la dévalorisation des autres langues stigmatisées d'être des expressions de la société barbare⁶⁹, ce que sous-entendent, d'ailleurs, les vocables péjoratifs de « patois », de « dialectes », de « jargons », d'« argot », etc. Comparées au

⁶⁸ Séguin, Jean-Pierre, 1972. *La langue française au 18^e siècle*, Paris, Bordas, Coll. « Études », p. 15.

⁶⁹ Mon terme.

français de cour, elles ne seraient pas des langues entières, mais un disfonctionnement linguistique impropre à l'élévation humaine.

Toutefois, malgré l'hégémonie culturelle et politique de la société de cour, la multiplicité des langues était préservée, car leur existence permettait justement l'efficacité idéologique de la langue-universelle par la distinction hiérarchique des ordres de la société de cour. C'est parce que le français pouvait se comparer à des langues plus « faibles », plus barbares, qu'elle gagna en prestige. D'ailleurs, l'aristocrate Alexis de Tocqueville remarqua qu'avec la disparition des ordres suivant le régime de la démocratie, il en va de la disparition de la multiplicité des langues, parce qu'en démocratie, les hommes se confondent entre eux, ainsi que leur langage :

Quand, [...], les hommes, n'étant plus tenus à leur place, se voient et se communiquent sans cesse, que les castes sont détruites et que les classes se renouvellent et se confondent, tous les mots de la langue se mêlent. Ceux qui ne peuvent pas convenir au plus grand nombre périssent; le reste forme une masse commune où chacun prend à peu près au hasard. Presque tous les différents dialectes qui divisaient les idiomes de l'Europe tendent visiblement à s'effacer; il n'a pas de patois dans le nouveau monde, et ils disparaissent chaque jour de l'ancien. Cette révolution dans l'état social influe aussi bien sur le style que sur la langue. Non seulement tout le monde se sert des mêmes mots, mais on s'habitue à employer indifféremment chacun d'eux. Les règles que le style avait créées sont presque détruites. On ne rencontre guère d'expressions qui, par leur nature, semblent vulgaires, et d'autres qui paraissent distinguées. Des individus sortis de rangs divers ayant amené avec eux, partout où ils sont parvenus, les expressions et les termes dont ils avaient l'usage, l'origine des mots s'est perdue comme celle des hommes, et il s'est fait une confusion dans le langage comme dans la société.⁷⁰

En résumé, le récit linguistique de la langue française, au temps de la société de cour et de l'Ancien régime en France, est un bel exemple d'une idéologie linguistique qui exprime directement un type de « formation ». Cette formation consiste à l'apprentissage de l'esprit à la civilité des mœurs comme condition à la participation de l'élite outre-frontière. L'utilisation du français par toute l'élite européenne est à la source de son pouvoir d'attraction en tant que langue du progrès. C'est parce que toute l'élite souhaite se former comme tel que la langue devient « d'essence » une langue universelle. Il faudra un changement de régime, notamment par la Révolution,

⁷⁰ Tocqueville, Alexis, 2008. *De la démocratie en Amérique II*, Paris, Gallimard, Coll. « Folio histoire », p. 99.

donc la chute de la formation de la société de cour, pour que le français perde tranquillement sa suprématie et qu'un autre groupe dominant réécrive le récit linguistique, cette fois non plus en référence à une formation élitiste, mais populaire, n'assurant plus le plurilinguisme, mais l'homogénéisation linguistique.

2.2 La langue-culture

« L'accent du pays où l'on est né demeure dans l'esprit et dans le cœur, comme dans le langage »
– La Rochefoucauld –

Un détour par la question linguistique allemande est nécessaire, car en Allemagne pré-nationale se véhiculera aussi une idéologie linguistique, celle de la langue-culture, qui s'oppose directement à la langue-universelle de la société de cour. C'est dans l'opposition entre l'intelligentsia bourgeoise allemande et la société de cour que la question linguistique allemande présentera un enjeu particulier. Chacun des deux ordres oppose une manière de « former » qui implique différemment la langue.

2.2.1 Contexte sociopolitique de l'Allemagne

En conséquence de la guerre de Trente Ans, la situation sociopolitique de l'Allemagne illustre le pire. Sommairement, le pays est fragmenté en multiples länders et les classes riches aristocratiques et bourgeoises allemandes sont considérablement appauvries. La dépréciation de la langue allemande par l'élite européenne reflète bien la condition sociopolitique désavantagée de son groupe locuteur.

Nommez-moi, ajoute-t-il (*De Mauvillon*), un Esprit créateur sur votre Parnasse, nommez-moi un Poète allemand, qui ait tiré de son propre fond un Ouvrage de quelque réputation; je vous en défie.⁷¹

⁷¹ En référence aux « Lettres françaises et germaniques, Londres » : 1740, dans : Norbert, Elias, 2003. *op. cit.*, p. 28.

Ce jugement tiré des écrits De Mauvillon par Norbert Élias démontre bien le mépris général de la société de cour envers la culture allemande considérée alors comme vulgaire et barbare. Même l'aristocratie de la cour de Prusse portait elle-même à dérision toute œuvre culturelle allemande. Explicitement francophile, elle vante plutôt la France d'avoir acquis, elle, une forme « classique et rigide »⁷² de sa langue, contrairement à l'allemand encore « disloqué » en égoïstes patois⁷³, comme l'interprétera Frédéric II, le roi de Prusse. Celui-ci est la personnification emblématique d'une élite de cour formée aux mœurs de la civilité, ce que traduit clairement ses propos dénigrants sur sa langue maternelle : « Je trouve, dit-il de la langue allemande, une langue à demi-barbare ».⁷⁴ Conforme à sa formation, la francophilie de Frédéric II entretenait un mépris pour la culture vulgaire dont était issue cette langue « demi-barbare » et chérissait plutôt la langue de l'élite européenne, le français, qu'il parlait en tout temps et en toute situation. Notons que cela ne signifie pas une allégeance particulière au royaume de France, car Frédéric II n'hésita pas à lui faire la guerre. En fait, il s'agissait plutôt de marquer son adhésion à la civilité de Cour pour apprendre les mœurs élitistes contre celles anarchiques et sauvages du *vulgus* véhiculées par l'allemand. Bref, le roi de Prusse illustrait bien l'élite de son époque en intégrant l'idée que seul le français permettrait à l'homme de se former à la plus haute distinction.

2.2.2 *Kultur versus civilité*

Ce contexte sociopolitique conflictuel fit de l'intelligentsia bourgeoise allemande l'héritière et la promotrice de la langue allemande. Cette intelligentsia, exclue de l'aristocratie de cour, qu'elle percevait se complaire dans un mimétisme des civilités françaises, n'est pas un effet de « classe » ou de « masse » à proprement parler. Pour

⁷² *Ibid.*, p. 28.

⁷³ *Ibid.*, p. 29.

⁷⁴ *Ibid.*

la plupart, elle est composée des fils d'anciens artisans et du fonctionnariat. Goethe, Herder, Klopstock, Lessing, Schiller et d'autres encore sont de bons exemples de cette bourgeoisie. Ensemble, ils forment un mouvement culturel et intellectuel extérieur aux dimensions économique et politique, étant donné leur inaccessibilité au pouvoir. Contrairement au milieu culturel uni de la France, celui en Allemagne est alors dispersé à travers tout le pays. C'est d'ailleurs pourquoi la formation intellectuelle de la bourgeoisie allemande était d'abord une pratique grave, solitaire et livresque, tout à l'opposé des petits plaisirs des jeux de l'esprit de la société de cour. Malgré la distance, ils s'unissaient grâce à « une situation et une origine sociale semblables, un idéal de réforme commun »⁷⁵ et évidemment à la valorisation d'une langue allemande commune au lieu du français de la société de cour.

Toujours selon Elias, il se produit en Allemagne l'offre d'une nouvelle formation⁷⁶ de l'être de culture contre la civilité de Cour. Au progrès de la civilité des mœurs vers l'atteinte d'un universel élitiste, l'intelligentsia bourgeoise lui opposera la recherche d'authenticité de l'être de culture. Ce modèle de formation comprend évidemment la valorisation du parler allemand en riposte à la francophilie de l'Élite européenne. Ainsi, l'intelligentsia bourgeoise allemande utilisera la langue allemande comme condition à sa formation, ce qui implique également un travail d'ennoblissement contre son carcan vulgaire. Au fond, elle cherchait un « sentiment de fierté et d'autosatisfaction »⁷⁷ par la réalisation d'un système de valeurs placé au-delà de la politique et de l'économie, vers le *das rein Geistige* (le spirituel)⁷⁸ par l'étude de l'art, de la philosophie, de la science et de la culture de l'individu. Ne pouvant faire de la politique, c'est à partir des institutions universitaires qu'elle fonda les assises de son contre-pouvoir et qu'elle entretint le combat idéologique de valorisation de l'identité

⁷⁵ *Ibid.*, p. 42.

⁷⁶ À noter qu'Elias ne parle pas explicitement de « formation », mais de « domestication des pulsions » dans : Norbert, Elias, 2003. *op. cit.*, p. 1.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 59.

⁷⁸ *Ibid.*

allemande contre la dérision de la société de cour. Ainsi, contre l'inexpugnabilité de l'ordre aristocratique, c'est sur un terreau idéologique qu'elle combattit en opposant un autre modèle de la formation de l'« être » du nom de *Kultur* contre celui de la *civilité* de cour. C'est lors de la seconde moitié du 18^e siècle, caractérisée par un contexte économique plus favorable en Allemagne, que l'intelligentsia bourgeoise acquit une notoriété suffisante pour enfin imposer sa définition de la *Kultur*. Contre la superficialité des frivoles politesses de la *civilité* de cour, on opposait désormais le diktat de l'authenticité de l'être de la *Kultur*. Autrement dit, l'intelligentsia bourgeoise promulguait la profondeur de l'esprit par le renouement avec l'authenticité culturelle allemande contre les civilités courtoises, certes nécessaires pour le joli comportement, mais inauthentiques à la réalité. On concevait directement les bases de la société de cour en intervertissant sa prétention universaliste en fantasme superficiel élitiste et décalé du fondement réel de l'être de culture.

2.2.3 *La langue nationale comme détermination culturelle*

C'est du hiatus au sein de la société allemande, entre l'intelligentsia bourgeoise et la société de cour, que germera le sentiment national allemand. C'est-à-dire l'expression de la formation modélisée et idéale de l'Allemand, qui combattrait le modèle de la civilité de la société de cour francophile. À l'ère de la nation, nous dit Elias, l'Allemand générique est un être de culture fortement absorbé par la quête d'authenticité et ne conçoit pas l'universel indépendamment des particularismes. C'est-à-dire que l'idée d'une civilisation universelle se comprend seulement dans l'affirmation des différences fondamentales de l'homme et non dans le commun de la communauté humaine. Ainsi, pour notre Allemand générique national, la civilisation universelle a une connotation imprécise et superficielle. Lorsqu'il se définit lui-même, il utilise plutôt la notion de *Kultur* qui signifie la valeur de certains produits

« intellectuel(s), artistiques »⁷⁹ séparés du domaine politique et économique. Ces produits culturels doivent déjà être réalisés, c'est-à-dire que ce sont des œuvres d'art, de littérature et même des « systèmes religieux ou philosophiques »⁸⁰ délimitant les particularités données d'un peuple comme preuve de son existence. Ainsi, la grande nouveauté, comparativement à la bourgeoisie allemande du 18^e siècle, réside dans l'extension de la Kultur, des intellectuels vers le peuple. Elle n'est plus affaire de différence entre ordres, mais désigne une identité nationale. Ultimement, cette recherche d'authenticité culturelle allemande se juxtaposera au Volksgeist⁸¹, le « génie du peuple ». La langue devient de cette manière une preuve de l'existence d'un génie particulier. Enfin, la plupart des formations nationales eurent besoin de s'identifier à une langue dite culturelle, car elle sera considérée comme l'un des éléments évidents, visibles et distinctifs des nations :

En France, le travail va porter essentiellement sur l'histoire de la langue, accordée à l'histoire de la nation [...] et sur la généralisation de son enseignement. En Allemagne, l'étude des origines et la généralisation de la langue s'accompagnent d'une autre tâche : convaincre les élites que l'allemand est une véritable langue de culture qui demande seulement quelques améliorations et peut être substituée au français; les écrivains du Sturm und Drang et du romantisme entreprendront, avec succès, de le prouver. D'une manière générale, pour les nations déjà pourvues d'une littérature écrite vivante, la formation de la langue nationale est surtout question d'enseignement, d'enrichissement stylistique et sémantique, de développement de la production écrite et d'accroissement du capital symbolique.⁸²

2.2.4 La quête d'authenticité et le destin collectif incertain

Si l'hégémonie de la civilité pouvait affirmer l'universalité de l'être de culture parallèlement à la suprématie française, au contraire la quête de l'authenticité allemande s'entreprend en réponse à une condition sociopolitique « déficitaire ». À l'instar de l'étude des conséquences du *Volksgeist* par Alain Finkielkraut, « La nation

⁷⁹ *Ibid.*, p. 13.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 15.

⁸¹ Finkielkraut, Alain, 2008. *op. cit.*, p. 40.

⁸² Thiesse, Anne-Marie, 1999. *La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, Coll. « L'univers historique », p.71.

se dédommage de l'humiliation qu'elle est en train de subir par la découverte émerveillée de sa culture »⁸³. De même pour Norbert Élias, cette recherche d'authenticité qu'illustre la notion de Kultur à l'âge aristocratique est l'effet d'un peuple qui « par rapport aux autres peuples d'Occident, a accédé très tard à l'unification et (à) la consolidation politiques »⁸⁴, le mettant en position de vulnérabilité vis-à-vis les autres organisations politiques. Ainsi, la recherche des déterminations culturelles est symptomatique d'un peuple qui appréhende la menace de sa dissolution culturelle et politique. À la suite de Norbert Élias et d'Alain Finkelkraut, il est clair qu'une idéologie linguistique qui fait de la langue une détermination culturelle, advient lorsqu'une communauté appréhende son destin de façon incertaine vis-à-vis les velléités du temps. L'intention est d'inscrire solidement cette communauté dans un processus collectif d'identification et de valorisation. Cela a eu évidemment de très graves excès au début du 20^e siècle, comme tous le connaît. Néanmoins, il est clair qu'il y eu un succès général pour l'ensemble des constructions nationales.

En résumé, la langue française de la société de cour s'instituait « d'en haut » par une élite qui légitimait sa formation par une idéologie du progrès des mœurs universelles. Tandis que la langue allemande s'instituait « d'en bas », par le peuple qui cherchait un socle identitaire solide et capable de l'instituer en sujet politique. Dans chacun des cas, la langue est considérée explicitement comme partie intégrante de la formation de l'être de culture. Toutefois, à la différence, la formation de la société de cour consiste à un devenir-être élitiste. Il fallait apprendre le français pour avoir accès à l'universel promu par l'élite. Tandis que l'allemand correspondait à une formation particulière de l'esprit qui ne prétendait pas à l'universalisme, mais à l'authenticité de l'« être allemand », conforme au Volksgeist. Autrement dit, l'être allemand est déjà-là ce dont la langue indique l'existence. S'il est un défaut de ce mémoire de ne pas

⁸³ Finkelkraut, Alain, 2008. *op. cit.*, p. 20.

⁸⁴ Norbert, Elias, 2003. *op. cit.*, p. 15.

savoir si l'idéologie linguistique allemande s'érige contre la multiplicité des langues ou non, il est toutefois démontré qu'elle possède les germes d'une solution contre l'homogénéisation linguistique par le français, alors dominante à l'époque.

2.3 Langue-contractuelle

« C'est un signe d'inégalité que cette différence choquante entre les propos des différentes classes : dès qu'il y a deux idiomes, il semble qu'il y ait, en effet, deux espèce d'hommes » - Feuille villageoise -

J'ai présenté jusqu'à maintenant deux exemples d'idéologies linguistiques, la langue-universelle et la langue-culture. Le premier correspond à une situation d'hégémonie linguistique par une élite transfrontalière qui conférait une idéologie universaliste et progressiste à sa langue. Le deuxième se rapporte à un Sujet politique qui, vis-à-vis son destin incertain, entreprit une quête d'authenticité culturelle, faisant de la langue du peuple l'estampille de la culture nationale.

Il faut maintenant s'attarder aux transformations idéologico-linguistiques du français au moment de la Révolution car elles sont révélatrices d'un autre type : la langue-contractuelle. Opposé à l'universalisme élitiste et à l'authenticité culturelle d'un peuple particulier, le récit linguistique national en France sera réécrit en fonction d'une nouvelle idéologie linguistique. Contre toute détermination du passé, les révolutionnaires français renouvelèrent l'idéologie linguistique du français selon les exigences du contrat social de Jean-Jacques Rousseau. Il s'agit d'un contractualisme linguistique dans le sens que c'est le peuple français lui-même qui doit décider du choix de sa langue nationale.

2.3.1 Contexte sociopolitique de la France révolutionnaire

La comparaison entre l'Allemagne et la France a pu laisser présager l'éclatement révolutionnaire en Allemagne plutôt qu'en France, étant donné la tension sociale existante entre l'aristocratie et la bourgeoisie. Pourtant, comme l'explique le sociologue Norbert Élias, l'agencement de la société de cour avec l'intelligentsia bourgeoise française bouillonnait d'idées souvent conflictuelles quant à la constitution politique de la France :

Ce n'est qu'un paradoxe apparent qu'en Allemagne, où la barrière sociale entre la classe moyenne et l'aristocratie était plus marquée, les contacts sociaux et mondain plus rares, la différence de comportement plus grande qu'en France, l'opposition des ordres, la tension sociale ne se soient pas concrétisées sur le plan politique, tandis qu'en France, où les barrières de classes étaient moins élevées, les contacts sociaux et mondains infiniment plus étroits, l'activité politique de la bourgeoisie s'est manifestée plus tôt et que les tensions ont trouvé de bonne heure leur épilogue politique⁸⁵

Bien que les divisions de l'Ancien régime fussent encore effectives, la bourgeoisie montante réussissait à obtenir des postes dans le haut fonctionnariat, puis un imposant regard sur les affaires de l'État. Enfin, cette conflictualité sociale ne provenait donc pas de l'extérieur de la société de cour française, mais elle en était issue.

2.3.2 L'instauration d'une physiocratie sociale

La montée des « fonctionnaires réformateurs »⁸⁶ en France, comme les nomme Norbert Élias, est le symptôme de cette situation politique. Bien qu'*a priori* affirmés monarchiques, il reste qu'une bonne partie de ces fonctionnaires tentèrent de conformer l'organisation politique de la France à une conception « physiocratique » de la société :

⁸⁵ *Ibid.*, p.81.

⁸⁶ *Ibid.*, p.91.

[...] l'attitude fondamentale de physiocrates : le caractère d'évidence que l'on attribue à la grande continuité des phases évolutives de l'économie, de la population et finalement à l'ensemble des mœurs, la logique avec laquelle tout est regardé dans une perspective cyclique comme un mouvement continu de flux et de reflux, la tendance politique, la volonté de réforme grâce auxquelles cette connaissance de ces lois, régler et diriger d'une manière plus parfaite, plus éclairée, plus raisonnable que par le passé les processus sociaux⁸⁷

Elias définit cette physiocratie comme la tentative de découvrir un ensemble des lois régissantes de la société en tant que corps autorégulé. Il mentionne notamment François Quesnay⁸⁸ comme l'emblème de ce courant réformateur en raison de son « Tableau économique » qui schématise l'espace économique comme un cycle fermé et autorégulé. Quoi qu'il en soit, la grande nouveauté des physiocrates est d'avoir entrepris un processus de rationalisation de la société conformément aux « lois de la nature et partant de la raison »⁸⁹, visant l'instauration d'un ordre non plus transcendant mais matériel, ce qui adviendrait une fois l'acquisition d'une administration éclairée et capable d'orienter le processus physiocratique :

Les bouleversements de la révolution industrielle, qui ne pouvaient être regardés comme l'aboutissement d'une action dirigée, apprirent aux hommes pour une période très brève à se concevoir, à concevoir leur existence sociale comme un processus.⁹⁰

Cette montée des fonctionnaires réformateurs n'est donc pas étrangère à l'avènement de la Révolution, car en prônant de plus en plus un bon gouvernement par une bonne gestion des autorégulateurs sociaux et économiques, il en fallut peu pour qu'elle envahisse tout le domaine politique. Ultimement, cela provoqua la chute du régime monarchique. L'ancienne société régie par la transcendance divine ne réussit pas l'épreuve de la rationalisation physiocratique.

L'amélioration physiocratique ne visait pas seulement les réalisations artistiques, techniques et politiques, mais également l'amélioration des mœurs de la *civilité*

⁸⁷ *Ibid.*, p.97.

⁸⁸ Selon Jean-Pierre Séguin, le terme est dû à Dupont de Nemours, lorsqu'il a intitulé la collection de Quesnay par celui de « Physiocratie » en 1758, dans : Séguin, Jean-Pierre, 1972. *op. cit.*, p. 188.

⁸⁹ Norbert, Elias, 2003. *op. cit.*, p.95.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 96.

héritées de la société de cour. On tente de rationaliser la « manière d'être » selon l'exigence du progrès :

En réalité, les termes « civilisé » et « non civilisé » n'expriment pas une antinomie comme « bon » et « mauvais », mais les jalons d'une évolution qui n'est d'ailleurs nullement achevée. Il se pourrait fort bien que nos descendants affichent, face à notre niveau de civilisation, les mêmes sentiments de gêne qui s'emparent de nous quand nous évoquons le comportement de nos⁹¹ ancêtres.⁹²

Cela s'explique parce que les fonctionnaires réformateurs sont bien issus de la société de cour. Même s'ils combattirent ultimement l'ordre de l'Ancien régime, ils adoptèrent familièrement la *civilité* comme apprentissage hérité de l'aristocratie :

La bourgeoisie française relativement active sur le plan politique, en partie réformatrice et pendant un certain temps révolutionnaire, était et restait, dans son comportement et dans son affectivité, généralement attachée à la tradition de cour et ceci même après la suppression de l'« Ancien régime », parce que les mœurs de cour avaient été adoptées longtemps avant la Révolution par les couches moyennes, en raison des contacts plus suivis entre milieux aristocratiques et milieu bourgeois. Ainsi s'explique le fait que la révolution bourgeoise en France a brisé les anciennes structures politiques, mais non la continuité de la tradition des mœurs et des habitudes.⁹³

D'ailleurs, son importance est à ce point décisif, que la *civilité* devint, à la suite de la Révolution, le caractère national français :

[...] les conventions de style, les formes de la civilité, l'éducation de la sensibilité, l'importance attribuée à la courtoisie, au beau langage et à l'art de la conversation, les soins apportés à l'élocution, tout cela s'est élaboré en France d'abord à l'intérieur de la société de cour, avant de s'intégrer au caractère national.⁹⁴

Voilà que toute la prétention universelle et élitiste qu'imposait la *civilité* de la société de cour sera réactualisée dans la réalisation du caractère national français. Désormais, la nation française qui s'érige universellement et contre les divisions du passé. Cette

⁹¹ « nos », « notre », « nous » : Ici Norbert Élias sort de son fil explicatif pour parler directement au lecteur. Il tente de lui faire prendre conscience que la notion de progrès implique que les hommes de notre époque sont à la fois plus évolués que leurs pères, tout en étant prédestinés à l'être moins que leurs fils. Ainsi va le progrès.

⁹² *Ibid.*, p.127-128.

⁹³ *Ibid.*, p.105-106.

⁹⁴ *Ibid.*, p.78-79.

élite des nations se prétend le phare du progrès pour tous les hommes, les menant à leur liberté, à leur égalité, à leur fraternité. Mais ce nouveau type d'universalité n'entretint plus la même idéologie linguistique. Certes, à cause de la filiation des réformateurs avec la société de cour, le français sera préservé en tant qu'expression d'un progrès civilisationnel. Toutefois, l'idéologie linguistique ne sera plus conforme à une culture ou un génie universel humain. Désormais, la langue devra se conformer à la physiocratie sociale.

2.3.3 *L'institution du droit naturel par la langue*

La physiocratie sociale impose un nouvel aménagement linguistique. Dès 1792, les révolutionnaires utilisèrent la langue pour assurer le processus d'unification nationale. La langue devint un vecteur central pour la communication, car l'enseignement d'une langue commune sur le territoire français permettait l'unité de la société civile, un des projets centraux de la Révolution :

Les révolutionnaires français empruntent au Siècle des Lumières sa conception politique de la langue. Au cours de la seconde moitié du 18^e siècle, l'opinion publique éclairée recherche la maîtrise de la langue. Un sujet politique de la langue, porteur de la raison commune, de jugements élaborés par consentement mutuel au sein des élites, apparaît. La langue devient ainsi le principal élément médiateur au sein de l'espace public. Le réseau communicationnel de facture récente, où la sphère politique prend conscience d'elle-même, présuppose la langue en position d'intermédiaire obligé entre des sujets potentiellement libres. Les hommes des Lumières peuvent alors affirmer que « la langue usuelle se trouve riche parce qu'elle fournit abondamment au commerce intérieur de la société »⁹⁵

Ainsi, à la différence du cas allemand, la langue politique n'oblige pas celle d'une langue culturelle. Le français ne devint pas la langue nationale des Français parce qu'elle était issue d'une culture particulière. Les révolutionnaires refusèrent une telle conception car ils prétendaient que la langue française exprimait l'universel

⁹⁵ Guilhaumou, Jacques, 1989. *La langue politique et la Révolution française de l'événement à la raison linguistique*, Paris Méridiens Klincksieck, Coll. « Librairie du bicentenaire de la Révolution française », p.9.

affranchissement de l'homme grâce à la Révolution qui instaure la physiocratie sociale, plutôt qu'une authenticité culturelle proprement française :

Vous avez révolutionné le génie et les mœurs des français, il est temps de révolutionner la langue, il est temps d'en simplifier l'étude afin qu'elle soit l'idiome de tout homme libre et devienne bientôt celui de l'univers!⁹⁶

Mais d'où vient ce nouvel universalisme inhérent à cette nouvelle idéologie linguistique de l'affranchissement? Pour les physiocrates révolutionnaires, l'universalisme se fonde à partir du droit naturel entre les hommes. C'est lui qui fait le socle et le point de jonction entre l'idéal moral d'émancipation et les exigences « mécanicistes » de la physiocratie. Ce droit naturel présuppose que les hommes sont naturellement égaux entre eux, puis tendent naturellement vers leur liberté. Discursivement, la domination et l'inégalité sont issues d'une anomalie conjoncturelle due à une ignorance des hommes envers les lois de la physiocratie. Voici un extrait de texte de La Boétie intitulé *Discours de la servitude volontaire*, qui fut si souvent repris par les révolutionnaires :

À vrai dire, il est bien inutile de se demander si la liberté est naturelle, puisqu'on ne peut tenir aucun être en servitude sans lui faire tort : il n'y a rien au monde de plus contraire à la nature toute raisonnable, que l'injustice. La liberté est donc naturelle; c'est pourquoi, à mon avis, nous ne sommes pas seulement nés avec elle, mais aussi avec la passion de la défendre [...]⁹⁷

Et, plus spécifiquement, au sujet de la langue, voici ce qu'écrit François-Urbain Domergue, le créateur de la société des amateurs de la langue française :

La langue exacte est d'une utilité reconnue par tout le monde, sans exception [...]. La langue ornée va devenir très utile à toutes les institutions publiques, à tous les jeunes gens que le nouvel ordre des choses destine à porter la parole dans les assemblées civiques⁹⁸

Il s'agit fondamentalement de rapporter l'art oratoire à « la nature des choses »⁹⁹. L'idée générale de Domergue est d'associer la passion de défendre la liberté avec la

⁹⁶ Référence aux Archives Nationales, D XXXVIII (II), dans : Guilhaumou, Jacques, 1989. *op. cit.*, p. 138.

⁹⁷ La Boétie, Estienne (de), 1995. *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Mille et une nuits, p. 17.

⁹⁸ En référence au *Journal de la langue française*, 1791, p. 134. dans : Guilhaumou, Jacques, 1989. *op. cit.*, p. 71.

nécessité d'une réfection linguistique. La langue se conçoit comme l'outil par lequel les hommes s'organisent (notamment en tant que langue commune de la société civile) pour leur émancipation.

[...] en se revendiquant comme « le père commun de tous ses sujets » il (*Le roi*)¹⁰⁰ ne s'appuie sur aucun fait, n'apporte, dans son argumentation, aucun élément de justification. La position du roi est donc très forte dans l'absolu, mais très faible pratiquement si elle n'est pas reconnue par ses interlocuteurs.¹⁰¹

Ne parlant plus selon l'ordre de la physiocratie sociale, le pouvoir royal légitimé par la transcendance religieuse perdu rapidement la reconnaissance de ses sujets. Désormais, la langue française survie à la chute de l'Ancien régime parce qu'elle s'imposa comme la langue de la physiocratie et du droit naturel.

2.3.4 La réfection linguistique

Voilà que le français au temps de la Révolution n'a pas moins la coriace tâche d'aménager le droit naturel entre les hommes. Tâche tout à fait ardue parce qu'elle nécessitait une réfection linguistique qui se voulait, bien entendu, différente du « jeu de la langue » apprécié par la société de cour :

Le législateur qui énonce la loi et le citoyen qui fait la loi sont astreints à se servir d'une langue bien faite, juste et analogique (*et non plus étymologique!*)¹⁰², la langue nationale. La finalité de chaque action conforme au droit naturel déclaré, la quête de la liberté, n'est réalisable qu'au terme d'un processus de régénération de la langue, seul instrument adéquat à la netteté de l'expression. Les lois sont surdéterminées par les signes de la langue : « Les signes qui servent à changer les lois changent-ils? Les lois s'altèrent et si notre idiome continuait de se détériorer en prenant une marche capricieuse quoique hardie, mais sans justesse, il faudrait bien que l'ordre métaphysique et social suivit la marche de ces imperfections. C'est la précision de l'idiome d'un peuple qui détermine ses lois et son organisation sociale ».¹⁰³

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ C'est moi qui ajoute.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 39.

¹⁰² C'est moi qui ajoute.

¹⁰³ En référence au journal *Mercure Universel* du 31 octobre 1791, dans : Guilhaumou, Jacques, 1989. *op. cit.*, p.132.

Ainsi, les révolutionnaires inventèrent un nouveau lexique adapté aux changements imposés par le droit naturel, notamment en lien avec la société civile. Par exemple, il y aura une utilisation accrue des mots « civilisation », « progrès »¹⁰⁴, « nation »¹⁰⁵, « citoyen », « contrat social » et bien d'autres qui désignent dans l'ensemble « le mouvement, la marche des phénomènes, le caractère novateur d'un acte public, les oscillations, le flux et le reflux, la dégénération, la dégradation, le dépérissement, »¹⁰⁶ etc. Bref, tous des termes dont la signification fait référence à l'instauration d'un nouveau régime fondé sur le droit naturel.

Toutefois, cette référence lexicale s'est avérée le terreau d'une lutte de la signification des mots pour l'acquisition du pouvoir de nommer, c'est-à-dire de la parole légitime. La Révolution avait réussi à renverser l'ordre institutionnel de l'Ancien régime, mais il lui restait à pénétrer idéologiquement toute la société par le vecteur de la langue. La destruction totale de l'aristocratie devenait une condition vitale de la garantie des droits :

[...] l'aristocratie est bien l'ennemi principal de la constitution, des droits de l'homme. La preuve en est son art consommé de « gouverner les hommes par les mots » contre la « nature des choses », le droit naturel déclaré.¹⁰⁷

L'on s'attaquera particulièrement aux « abus de mot », par exemple celui d'*aristocratie* qui fut utilisé à mauvais escient autant par les royalistes que les

¹⁰⁴ « La nouveauté, c'est d'avoir dit le « progrès » sans plus, et d'avoir résumé, dans ce seul mot toute l'ascension de l'humanité vers l'idéal (...) », dans Séguin, Jean-Pierre, 1972. *op. cit.*, p. 193.

¹⁰⁵ « L'on observe que jamais l'on n'avait répété les noms de « nation » et d'« état » comme aujourd'hui : ces deux noms ne se prononçaient jamais sous Louis (XIV) et l'on n'en avait seulement pas l'idée. » ; « L'adjectif national se développe, Turgot fait cette distinction : « Un état est un assemblage d'hommes réunis sous un seul gouvernement, une nation est un assemblage d'hommes qui parlent une même langue maternelle » dans, Séguin, Jean-Pierre, 1972. *op. cit.*, p. 194

¹⁰⁶ Séguin, Jean-Pierre, 1972. *La langue française au 18^e siècle*, Paris, Bordas, Coll. « Études », p. 192.

¹⁰⁷ Guilhaumou, Jacques, 1989. *La langue politique et la Révolution française de l'événement à la raison linguistique*, *op. cit.*, p. 57.

révolutionnaires. Ceux-ci étendront la signification de l'aristocratie¹⁰⁸ au point de neutraliser son sens étymologique pour en faire une catégorie fourre-tout des ennemis de la Révolution, ceux qui sont contre les implications de la physiocratie sociale et du droit naturel. Alors que les Royalistes, par un jeu d'anagramme, agenceront le sens de l'aristocratie par les noms d'Aristote et de Socrate, afin de conférer un « prestige de savant » à leur condition de naissance aristocratique, s'arrogeant ainsi le droit de se mettre au-dessus de la Constitution du régime révolutionnaire qui les exclu¹⁰⁹. Cet exemple démontre seulement que la réfection linguistique n'a pas toujours été positive. La lutte aux « abus de mot » a pour conséquence grave, parfois, d'abolir le signifiant et le signifié et de contrevenir ultimement au fonctionnement de la société civile dans sa recherche d'unité et de cohérence sémiotique de la langue.

Sur quoi alors les révolutionnaires édifieront-ils les significations communes? Comme susmentionné, la *nova lingua* politique sera celle qui institue le mieux le droit naturel entre les hommes. Soulignons encore ces paroles claires de François-Urbain Domergue :

Tandis que des milliers de sociétés se sont formées dans toutes les parties de l'empire, pour le maintien de la constitution, j'ai conçu le projet d'en établir une consacrée à la régénération de la langue [...] Que de lumières vont jaillir de ces débats littéraires [...] Nous verrons éclore une langue bien constituée, sans maigreur et sans enflure. Notre littérature était une aristocratie oppressive et décourageante [...] Abolissons les ordres, fondons la république des lettres, et que dans notre société des amateurs de la langue, tous soient égaux en droits : l'homme, la femme, l'académicien, le simple littéraire; l'habitant de la capitale, celui des départements, le correspondant français, le correspondant étranger.¹¹⁰

Si les hommes sont égaux et libres, ce qui leur sera commun se définit par leur association libre. Conséquemment, la véritable langue légitime est celle extraite de la domination par une hiérarchisation linguistique, puis épurée des résidus idéologiques du passé. Et pour y arriver, la langue devra instituer ni une culture particulière, ni une élite, mais le droit naturel.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 55.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 56.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 78.

2.3.5 *L'idéologie du contractualisme linguistique*

L'idée d'une langue physiocratique en tant qu'expression du droit naturel est détachée d'une culture particulière, comme c'est le cas à l'époque pour la langue allemande, parce que le droit naturel s'applique universellement à tous les hommes et non pas à un groupe particulier. Elle ne sera pas non plus l'objet d'une domination élitiste par une différenciation linguistique. La seule langue physiocratique véritablement légitime est celle qui sera acceptée par les volontés libres.

Or, comment les volontés libres arrivent-elles à accepter communément une langue? Pourquoi choisir particulièrement la langue française alors que celle du droit naturel se veut universelle à tous les hommes?

L'histoire enseigne que la langue de la révolution, en France, fut le français. D'abord en tant qu'objet d'une rectification linguistique pour y évacuer toute domination passée, puis en tant que sujet parce qu'elle fut la langue d'instruction et de participation à l'organisation des révolutionnaires. Par conséquent, il semblait normal à l'époque qu'elle soit la première prétendante au progrès physiocratique et l'expression du droit naturel. Toutefois, l'idéologie linguistique n'était plus celle de la société de cour. Le français n'était pas la langue du génie humain, mais issu de l'association entre volontés libres, ce qu'exige justement le droit naturel. Or, il s'agit de quel type d'association? Si les révolutionnaires séparaient la langue de ses déterminations du passé, donc de la culture historique, ils se trouvèrent obligés de choisir le français par association contractuelle.

L'histoire de la disparition des patois en France est bien connue. Le français, langue commune, s'est imposée par une homogénéisation linguistique. C'est justement cette idéologie associative de la langue qui légitima l'apprentissage obligé du français, non sans contrevenir aux résistances des différents patois, qui sont, eux, des associations fondées par l'histoire des peuples :

[...] on savait tant bien que mal le français, on usait du patois [...] En somme, on acquérait le français, comme langue de civilisation, mais on pratiquait ordinairement le patois.¹¹¹

C'est dans la confrontation avec les patois qu'on se rend compte de la rhétorique particulière utilisée par les révolutionnaires afin d'imposer une dissociation entre la langue et la culture, puis faire accepter le français comme seule langue du progrès physiocratique. Il faut le rappeler, l'importance d'une langue commune tient de la nécessité de véhiculer l'idéologie révolutionnaire une fois la réfection linguistique accomplie, celle qui prétendra enfin à l'émancipation des hommes.

Toute cette idéologie linguistique est inspirée du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau. Selon Rousseau, la seule organisation sociale conforme au droit naturel est l'association contractuelle entre les volontés libres pour faire définitivement rupture avec toute forme de domination continuelle et temporelle, donc historiquement constituée. La société de contrat n'est pas *a priori* juridique, sinon le contrat ne vaudrait que pour les pauvres qui acceptent les conditions des riches, prévient Rousseau. C'est pourquoi la forme contractuelle doit être issue de l'événementiel, c'est-à-dire de l'affirmation spontanée de la passion de la liberté :

Rousseau récuse la conception juridique du contrat, qui ne donne à voir sa nature politique que pour mieux limiter la sphère d'intervention du politique, qui construit un extérieur censé ne plus dépendre de sa juridiction : le juridisme des intérêts immédiats et égoïstes de la société civile. Le refus de tout apriorisme juridique dans la caractérisation des parties prenantes du pacte politique, les hommes libres d'une communauté, s'explique. Nul ne met en doute « l'existence physique et indépendante que nous avons tous reçues de la nature », mais le contrat ne peut être la justification de besoins physiques, il « substitue une égalité morale et légitime à ce que la nature avait pu mettre d'inégalité physique entre les hommes ». La communauté politique n'existe pas antérieurement ni indépendamment de l'acte contractuel. Quelles que soient les déterminations antérieures au contrat du peuple, de la nation, elle n'acquiert nom de peuple ou de nation que dans l'acte de signification propre au contrat. En d'autres termes, le peuple prend nom de peuple dans l'événement qui le légitime : ce qui est premier en droit dans le contrat, c'est l'acte lui-même. L'interpellation politique des individus appelés citoyens sous la forme générique « peuple » est l'acte de constitution du peuple par lui-même, l'acte de légitimation de la société civile.¹¹²

¹¹¹ Séguin, Jean-Pierre, 1972. *op. cit.*, p. 9.

¹¹² Guilhaumou, Jacques, 1989. *op. cit.*, p. 94.

Pour Rousseau, la langue ne peut être légitimement existante que lorsque les volontés font « acte de la libre autodétermination à la causalité »¹¹³. C'est-à-dire, lorsqu'on concède à un représentant, le législateur, le pouvoir d'identifier le corps politique que forment les volontés libres, le « peuple », puis « d'interpréter » sa volonté :

La communauté politique n'existe pas antérieurement et indépendamment de l'acte contractuel. Quelles que soient les déterminations antérieures au contrat du peuple, de la nation, elle n'acquiert nom de peuple ou de nation que dans l'acte de signification propre au contrat. En d'autres termes, le peuple prend nom de peuple dans l'événement qui le légitime : ce qui est premier en droit dans le contrat, c'est l'acte lui-même. L'interpellation politique des individus appelés citoyens sous la forme générique « peuple » est l'acte de constitution du peuple par lui-même, l'acte de légitimation de la société civile.¹¹⁴

C'est au sein de cette volonté du peuple que le législateur choisit la nouvelle langue-contractuelle, donc celle qu'exprime le mieux l'événementiel de la formation du peuple en conformité avec le droit naturel. Voici donc l'hypostase de la Révolution réunissant le représentant (le législateur), les représentés (le peuple) et la nature (le droit naturel), en communion par un contractualisme linguistique :

Avec la quête de la « propriété » des mots contre l'abus des mots, la vérité s'investit dans un acte de langage : nommer le peuple. En décrivant, tout au long de son discours, le sens véritable du mot peuple, Robespierre (*le législateur*)¹¹⁵ exhibe, dans le même temps, une méthode de détermination des mots dans l'horizon du droit naturel.¹¹⁶

Enfin, l'idée d'un contractualisme linguistique plutôt que d'un déterminisme linguistique (comme association culturelle) permet aux révolutionnaires de faire accepter une langue à la fois de « raison » et de « volonté ». Et le moyen d'y arriver sera justement par la définition événementielle (et « agencée »?) du peuple.

¹¹³ *Ibid.*, p. 92.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 95.

¹¹⁵ C'est moi qui ajoute.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 66.

2.3.6 *La langue-contractuelle et la rhétorique métonymique*

Il est clair maintenant que l'effacement des patois de la scène politique française est le résultat d'une idéologie linguistique particulière. Selon la définition du « peuple », tendant vers le déterminisme ou le contractualisme, l'idéologie linguistique imbriquera ou séparera la langue et la culture. En Allemagne, le peuple se définissait par des caractéristiques culturelles communes, dont la langue allemande. Ainsi, « langue » et « culture » s'imbriquaient. Mais cela occasionnait un problème d'inclusion et d'exclusion identitaire. Par exemple, les Alsaciens sont-ils allemands ou français? Car ils sont de culture allemande, mais sont Français par contrat. Dans le cas de la France révolutionnaire, si le français se veut plus inclusif en tant que langue du droit naturel, le sociolinguiste Jean-Pierre Séguin explique que cela n'est possible qu'au prix d'une étonnante rhétorique métonymique pour imposer le français comme langue universelle alors qu'elle est en fait une langue particulière, issue d'une élite aristocratique. En effet, le contractualisme linguistique est issu de la rhétorique « du peuple en acte »¹¹⁷, comme il vient d'être expliqué, en tant que traduction supposément adéquate de la volonté du peuple. Considérant que cette volonté du peuple se définit selon l'interprétation du législateur, on légitime par le fait même la critique d'effacement des « patois » à l'avantage du français, car selon le législateur, c'est le peuple lui-même qui exigerait supposément une dissociation de la langue de la culture, d'une part, puis l'acceptation d'une langue plus progressiste, d'autre part. Donc, l'idéologie linguistique sera issue d'un supposé contrat entre le représentant et le représenté :

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 95.

Le contrat institue le savoir politique en tant qu'il crée une rhétorique du peuple en acte, où s'énumèrent les expressions figurées adéquates aux passions du peuple. De nombreuses figures sont en jeu dans la recherche de la forme légitime du langage politique. La parole supplémentaire du représentant est d'abord située dans un registre métaphorique; elle risque donc d'effacer les langues légitimes. De ce fait, elle doit conformer à l'instant où le peuple se constitue comme peuple, et par là même fait coïncider la parole du représentant et celle du représenté. Ainsi, en introduisant, dans le pacte social, la parole supplémentaire du représentant comme traduction immédiate de la parole intelligible mais non articulée du peuple représenté, Rousseau origine le corps politique dans la métonymie politique, ce moment perpétué par la fête où règne la simultanéité des paroles différentes des gouvernants et des gouvernés. *La seule présence de la parole du représentant, la promotion exclusive de la métaphore politique signifient le refus de voir et de faire voir les passions permanentes du peuple, la domination d'un matériel : l'expérience de la continuité.*¹¹⁸ Du peuple à lui-même. Si l'on peut dire que le Contrat social ne peut se comprendre qu'à partir de sa constitution spécifique, il en est de même du langage légitime du contrat : le langage politique réel autodétermine son genre rhétorique.¹¹⁹

L'utilisation de cette rhétorique métonymique repose sur une idée biaisée que les passions du peuples sont nécessairement anachroniques, qu'elles ne peuvent ni ne veulent pas durer dans une continuité historique. C'est ainsi que le contractualisme s'autolégitime puis s'autocongratule. Le législateur exprime la voix du peuple tant que celle-ci souhaite s'exclure des déterminations culturelles. Car ceux qui expriment la volonté de se conformer à la continuité historique ne savent pas qu'ils sont « aliénés » par des déterminations du pouvoir passé et qu'ils vont à l'encontre du droit naturel.

2.3.7 Conclusion

En résumé, l'instauration du régime physiocratique se fonde sur le droit naturel, c'est-à-dire sur la présupposition que tous les hommes sont égaux et libres. Seule une association entre volontés libres peut légitimer une langue d'être celle du progrès physiocratique. Mais comment faire accepter le français comme langue de la physiocratie sociale, donc comme langue universelle à tous les hommes, alors qu'elle relève d'un groupe particulier? Il faut user de séduction démocratique, convaincre de

¹¹⁸ C'est moi qui mets en italique.

¹¹⁹ *Ibid.*

son caractère progressiste et démontrer qu'elle est véritablement la langue d'une association entre volontés libres, donc du peuple même.

Toutefois, cela implique une définition anachronique de l'association. C'est-à-dire qu'elle ne serait pas le résultat des vicissitudes de l'histoire, mais celui d'un choix par les volontés libres de la société civile. Pour ce faire, une institution doit interpréter la volonté du peuple quant à « son » choix de la langue légitime, ce qui nécessite paradoxalement le choix de la libre « oppression institutionnelle » par ce même peuple. Voilà une contradiction où le maintien de la langue contractuelle passe finalement par une rhétorique métonymique qui traduit la volonté du peuple comme s'il souhaitait catégoriquement dissocier la langue de la culture puis apprendre celle qui offre la plus grande avenue au progrès, le français de la réfection linguistique révolutionnaire. Par le fait même, c'est tout un appareil de censure qui se met en place contre toute autre idéologie linguistique qui prônerait, par exemple, la légitimité d'une langue avec son affiliation historico-culturelle, comme le cas allemand. Bref, celui qui agit bien selon le législateur, agit nécessairement bien en fonction du droit naturel...

Enfin, la nécessité d'une rhétorique métonymique utilisée par le législateur, pour traduire la volonté du peuple afin de maintenir le régime révolutionnaire, prouve que l'idéologie contractualiste n'est jamais complètement possible étant donné l'existence d'un certain déterminisme linguistique. C'est-à-dire qu'on ne peut pas fonder une nouvelle langue sans s'appuyer sur quelque chose d'existant. Certes, la langue française fut un objet de révolution, mais elle s'est avérée aussi être un outil permettant la Révolution. C'est en ce sens qu'il faut comprendre qu'un déterminisme linguistique, étroitement lié avec la continuité historique de la langue, met en échec le contractualisme linguistique. Malgré cet échec, le contractualisme linguistique reste une tendance idéologique bien présente dans les régimes démocratiques. Elle répond à la question de savoir comment « gérer » démocratiquement les déterminations

culturelles. L'intention est justement d'imposer une langue quelconque, donc un déterminisme linguistique, sous le couvert d'un choix délibéré. Le prochain chapitre démontrera la radicalisation de cette idéologie linguistique dans la formation de la politique linguistique au Québec à partir des années 2000. J'ajoute pour terminer que le contractualisme tend à homogénéiser linguistiquement un peuple. En France, le français était parlé que par l'élite, donc par une minorité. Il a fallu qu'elle soit apprise par le peuple au prix des patois pour qu'elle devienne la langue nationale. Cet exemple montre bien que la langue-contractuelle n'arrive pas à assurer une pluralité linguistique, bien qu'elle ne souhaite pas non plus l'éliminer.

2.4 La démocratisation linguistique

Le chapitre précédent a présenté trois idéaux-types d'idéologies linguistique : la langue-universelle, la langue-culture, puis la langue-contractuelle. La Langue-universelle renvoie à une formation élitiste qui associe la langue à un génie universel de la pensée humaine. C'est le fait de la prédominance culturelle et politique de la France sur l'ensemble de l'élite européenne qui fit du français l'accès au progrès « universel ». Le progrès fait ici référence aux mœurs de la *civilité* contre celles considérées alors comme barbares. Quant au type de la langue-culture, celui-ci renvoie à la formation identitaire d'un peuple qui fait de la langue une de ses caractéristiques déterminantes. L'étude de l'Allemagne est un bon exemple, lors de sa transition entre le régime de la société de cour et le régime national. À cette époque, l'allemand se concevait alors comme une détermination culturelle, s'imposant comme condition *sine qua non* de l'être allemand. Mais à la différence de la civilité, l'imbrication de la langue avec la culture s'inscrivait dans une tentative de revalorisation collective par une quête d'authenticité. C'est lorsque l'Allemagne était inquiète de l'avenir de son destin collectif qu'elle sentit le besoin de redéfinir son

identité. Quant à la langue-contractuelle, ce type d'idéologie comprend la langue comme le résultat d'une association contractuelle entre volontés libres. L'intention idéologique sous-entendue est d'épurer la langue de toutes ses déterminations historiques pour en faire l'expression du droit naturel. Tout comme à l'époque de la Révolution française, cette idéologie s'impose par un mouvement politique qui tente de combattre puis de faire rupture radicale avec un ordre institué dans la langue. Cependant, le contractualisme linguistique n'est pas totalement possible, car encore faut-il apprendre une langue avant d'en inventer une nouvelle. En fait, le contractualisme linguistique est une tentative de sortir d'une formation de l'être de culture déterminé par le flux historique. Mais Gadamer l'explique bien, les intentions et les anticipations de la conscience se forgent par ce que les dépassent historiquement. La liberté ne peut se concevoir autrement que par le jeu de ces déterminations. Vouloir s'en extraire, c'est peut-être, justement, s'emprisonner par ce qui prétend libérer. Le législateur n'a-t-il pas au fond imposé une langue sur les patois malgré la volonté du peuple?

Enfin, est-il possible d'établir un lien entre ces types de langue? Y a-t-il une tendance entre le développement des différentes formations et des différentes idéologies linguistiques?

2.4.1 La démocratisation de l'idéologie linguistique

Premièrement, il ressort des trois idéaux-types que l'idéologie linguistique ne fait pas *a priori* de la langue un instrument de domination, mais un objet de formation de l'être de culture, si l'on s'inspire de la théorie gadamérienne. Par exemple, les Allemands tentèrent de conformer l'idéologie linguistique avec une quête d'authenticité de l'être de culture, tandis que les Français firent de la langue un jeu de l'esprit inscrit dans la civilité des mœurs. Encore, la formation de l'« être révolutionnaire » fit de la langue un moyen d'émancipation de toute détermination.

Par conséquent, si les idéologies linguistiques s'opposent par une « guerre des langues »¹²⁰, pour reprendre l'expression du sociolinguistique Jean-Louis Calvet, cela traduit au fond une différence fondamentale dans les manières de se « former » propres à chacune des « collectivités d'esprits ».

Deuxièmement, il ressort des trois types que l'idéologie linguistique suit les vicissitudes des organisations sociales. Par exemple, lorsqu'une société entreprend un travail d'identification collective, elle tend à considérer la langue comme un élément déterminant de sa culture, ce qu'a démontré l'exemple de la langue-culture. Encore, lorsqu'une société atteint un certain niveau d'hégémonie politique sur les autres sociétés, elle tend à juxtaposer sa langue au caractère « universel » de son progrès civilisationnel (des mœurs, des techniques, etc.), ce qui est démontré cette fois par le type langue-universelle. Enfin, si l'organisation sociale tente de se renouveler en faisant rupture avec son passé, la langue devient un objet d'évaluation et de modification profondes comme ce fut le cas de la langue-contractuelle.

Troisièmement, la typologie démontre que les idéologies linguistiques tendent d'un déterminisme vers un contractualisme linguistique sur la formation. D'abord, la langue-universelle faisait du français une condition déterminante à la formation de la civilité. Ensuite, la langue-culture concevait la langue comme une caractéristique intrinsèque à l'identité d'un peuple, comme trait culturel déterminant sur la formation. Alors que la langue-contractuelle s'institue idéologiquement contre le déterminisme et souhaite que ce soit les hommes qui soumettent la langue et non l'inverse. On sait maintenant que ce contractualisme linguistique des révolutionnaires ne pouvait être total, car ceux-ci ne purent sortir complètement la langue des déterminations historico-linguistiques, ce que démontre la préservation même du français qui était la langue-universelle de l'Ancien régime.

¹²⁰ « [...] la guerre des langues est inscrite dans l'histoire de l'humanité dès que cette dernière a transformé ses premiers cris et ses premiers gestes en signes. » : Calvet, Jean-Louis, 1987. *op. cit.*, p. 31.

Quatrièmement, il ressort de la typologie que l'évolution chronologique des types idéologiques de la langue annonce la tendance d'un détachement d'une transcendance d'un génie universel pour se matérialiser dans la dynamique populaire. C'est-à-dire que la langue est porteuse de moins en moins d'une réalité en soi, mais se conçoit de plus en plus comme le résultat d'une intersubjectivité entre locuteurs d'un même peuple.

Parallèlement à cela, le cinquième élément qui ressort des trois idéaux-types consiste à reconnaître la corrélation entre la chute de la hiérarchie linguistique et la disparition de la multiplicité des langues historiquement constituées (comme les patois en France vis-à-vis de la langue nationale). En effet, plus les hommes deviennent communs, plus les langues se confondent dans un langage commun.

Ces trois derniers points (la tendance au contractualisme linguistique, à la matérialisation de la langue et à l'homogénéisation linguistique) sont les éléments principaux du changement idéologique depuis l'avènement de l'époque moderne et résument bien l'ensemble d'un processus de démocratisation des idéologies linguistiques qui se développe corrélativement à une démocratisation de la formation de l'être de culture. Il ressort donc des idéaux-types un véritable processus de démocratisation des idéologies linguistiques, depuis l'avènement de l'État-nation.

Cela coïncide parfaitement avec les dires d'un des grands penseurs contemporain de la politique moderne. Dans son texte intitulé *Cours familier de philosophie politique*, Pierre Manent rappelle que la démocratie invite à l'égalité et à la liberté des hommes (similairement au droit naturel des révolutionnaires). Dans un tel contexte, le seul gouvernement légitime à limiter l'une des deux dimensions au bénéfice de l'autre, c'est le gouvernement de soi :

On ne se satisfait plus d'être gouverné de tolérable façon, on veut se gouverner soi-même. Et pour se gouverner soi-même, il faut, dans le corps politique, mettre un terme à la distinction entre parties qui commandent et parties qui obéissent, il faut fondre ensemble toutes les parties du corps politique, il faut produire un corps homogène susceptible d'être animé par une volonté commune. On pourrait dire : seul un individu peut se gouverner lui-même; donc, pour se gouverner lui-même, un corps politique doit devenir le plus possible semblable à un individu [...]¹²¹

L'homogénéisation du corps politique nécessite une langue commune, à la fois pour l'égalité des hommes en brisant les hiérarchies maintenues par la distinction linguistique, à la fois pour la liberté des peuples qui ont la maîtrise de leur langue. Autrement dit, la démocratisation linguistique impose une matérialisation de l'objet « langue » dans la dynamique sociopolitique du peuple qui s'en sert pour l'instauration des idéaux d'égalité et de liberté. Cette tendance à la démocratisation linguistique est le cœur même des idéaux-types. Jamais cela n'a été plus clair qu'à l'époque de la Révolution française, car les révolutionnaires s'interrogeaient explicitement sur la définition d'une langue capable d'émanciper les hommes. Ils en conclurent que la langue légitime sera celle qui réussit l'épreuve de la démocratie.

2.4.2 *Démocratisation des significations communes*

La promotion du processus de démocratisation n'est pas exempt de quelques exigences particulières envers la conception de la langue. Par exemple, la féministe Claudie Baudino prône pour que la lutte pour l'égalité des sexes se poursuive jusque dans le langage en tant que lieu important d'institution du pouvoir idéologique. Elle condamne l'Académie française de ne pas répondre à son impératif moral qui veut qu'« En démocratie le combat contre l'égalité est perdu d'avance »¹²². Il faudrait par conséquent que les institutions linguistiques s'ouvrent au progrès démocratique déjà assumé par le peuple, car celui-ci féminise déjà les noms de métiers. Il est clair que

¹²¹ Manent, Pierre, 2001. *Cours familier de philosophie politique*. Paris, Fayard, Coll. « Esprit de la cité », p. 96.

¹²² Baudino, Claudie, 2008. *Prendre la démocratie aux mots : pour une réappropriation citoyenne de la langue et de ses usages*, Paris, Harmattan, Coll. « Questions contemporaines », p. 26.

c'est bien le peuple qui a ici tout le pouvoir sur le développement de l'idéologie linguistique. Il ne s'agit pas ici de condamner la position féministe, mais plutôt de reconnaître que pour Baudino, la langue n'est pas un espace neutre politique qui se veut le lieu des significations communes pour se comprendre. Elle veut achever justement et définitivement toutes les significations qui n'auraient pas la saveur démocratique. D'ailleurs, c'est ce qui fera dire ironiquement au philosophe Alain Finkielkraut que de plus en plus « Nous parlons une langue nouvelle, une love-langue blanchie, irréprochable, claire et transparente comme l'eau de cristal, soucieuse de rendre justice à chacun, dépouillée des mots qui froissent, expurgée de tout sexisme. »¹²³

Par extrapolation, la tendance radicale de la démocratisation linguistique provoque le « meurtre » même de la langue, pour la naissance d'une *nova lingua*, car les langues historiques seraient devenues trop teintées de l'oppression du passé. On en voit quelques traces aujourd'hui, par exemple, dans l'abolition de l'enseignement du latin dans la formation scolaire. C'est-à-dire que la mémoire étymologique n'exigerait plus le rappel du sens des mots. Il s'agit d'un désintérêt complet de l'historicité de la langue. L'étymologie n'est même plus une condition pour écrire et parler la langue. Désormais, un génie propre à la langue s'interdit de se concevoir. Débarrassé du respect obligé envers les anciens, son code interne de filiation ne donne plus sens et devient plutôt une sorte d'exigence oppressive. Bref, la « langue démocratique » se voit comme une réduction du langage, comme une barrière à la communication universelle. Elle ne « forme »¹²⁴ pas, elle réduit. Déjà Jean-Paul Sartre disait que l'expression est une contrainte fasciste nécessaire car la liberté absolutisée est avant tout sans paroles : « le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire »¹²⁵. En démocratie radicale, l'«Autre» qui oblige la différence du langage est la

¹²³ Finkielkraut, Alain, 1999. *op. cit.*, p. 192.

¹²⁴ Au sens de Gadamer.

¹²⁵ Finkielkraut, Alain, 1999. *op. cit.*, p. 143.

forme passive du fascisme dans l'expression, car tout ce qui empêche l'immédiate reconnaissance est chose oppressive. Par le fait même, la seule idéologie linguistique légitime d'exister est celle qui réussit à répondre le plus adéquatement possible à l'exigence démocratique de l'égalité et de la liberté.

Quelques mots encore sur la démocratisation des significations communes. Lors de son voyage en Amérique pour étudier le régime démocratique, Alexis de Tocqueville remarqua la tendance lourde de la langue américaine à s'adapter à la mobilité sociale par l'accentuation de la généralisation du sens des mots vers les préoccupations journalières :

Le mouvement perpétuel qui règne au sein d'une démocratie tend, [...] à y renouveler sans cesse la face de la langue, comme celle des affaires. Au milieu de cette agitation générale et de ce concours de tous les esprits, il se forme un grand nombre d'idées nouvelles; des idées anciennes se perdent ou reparaissent; ou bien elles se subdivisent en petites nuances infinies.¹²⁶

Et de Tocqueville ajoute :

[...] chez un pareil peuple, il ne se trouve point d'hommes que leur éducation, leurs lumières et leurs loisirs disposent d'une manière permanente à étudier les lois naturelles du langage et qui les fassent respecter en les observant eux-mêmes.¹²⁷

De Tocqueville enseigne que ce n'est pas l'échange entre les langues qui particularise l'ordonnance des langues en régime démocratique, c'est leur disposition idéologique interne. C'est le sens même des mots qui s'entremêle pour atteindre une grande généralité. Comme le démontrait déjà la lutte des révolutionnaires contre les « abus de mots », aucune hiérarchisation du sens ne doit s'instaurer. Cela achève un travail élitiste sur la langue qui avait la particularité de conformer la langue aux « lois naturelles du langage », donc de la considérer comme une chose qui existe selon ses raisons qu'ils s'agissaient d'étudier. La « nature » de la langue se trouve maintenant

¹²⁶ Tocqueville, Alexis, 2008. *De la démocratie en Amérique II*, Paris, Gallimard, Coll. « Folio histoire », p.96.

¹²⁷ *Ibid*, p. 100.

extérieure à la langue, dans un acte de création des hommes. Ce sont eux qui décident de sa constitution et de son rôle.

Dès lors on peut présumer que si les langues n'arrivent plus à démontrer une différence idéologique, c'est-à-dire une différence fondamentale des formations de l'être de culture, il se produira au niveau mondial ce qui s'est produit au niveau national, une homogénéisation linguistique par la domination d'une seule formation de l'être de culture, donc d'une seule idéologie linguistique. Comme le dit de Tocqueville, l'absolutisation de la généralisation du sens des mots dans la langue finit par évacuer le travail d'éclaircissement du sens, donc de particularisation. Par conséquent, le sens inhérent des langues devient semblable, ce qui fait d'elles des langues interchangeables au profit de la plus attrayante. La « langue démocratique » par excellence est celle d'un outil de communication et non plus de culture.

2.4.3 Conclusion

La typologie est terminée. L'évolution des idéologies linguistiques s'inscrit dans une tendance de démocratisation. La démocratisation se comprend principalement par la tendance au contractualisme linguistique, à la matérialisation de la langue et à l'homogénéisation linguistique advenant au moment de l'État-nation. Ajoutons à tout cela que cette démocratisation linguistique s'accompagne d'une démocratisation de la formation de l'être de culture. Cela doit maintenant être vérifié par l'étude d'un contexte sociopolitique particulier, le cas du Québec. Est-ce que la situation linguistique du Québec répond à l'exigence d'une démocratisation idéologico-linguistique? Le prochain chapitre se consacrera à cette question.

CHAPITRE III

UN CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE : LE FRANÇAIS AU QUÉBEC

3.1 L'idéologie linguistique de Camille Laurin

« [...] de manière subtile, la province semble se muer en État jusque dans la syntaxe. »¹²⁸
- Chantal Bouchard -

Les années 60, au Québec, furent marquées par des tensions linguistiques qui culminèrent jusqu'au paroxysme violent des révoltes de Saint-Léonard. D'un côté, les francophones voulaient faire du français la langue obligatoire d'enseignement, de l'autre côté, les allophones préféraient étudier majoritairement dans la langue anglaise, donc appuyaient le libre choix de la langue d'enseignement. Mais les francophones avaient bien conscience que la fréquentation massive et continue des institutions anglophones par les allophones provoquerait le déclin du français. Conséquemment, il fallait une intervention de l'État, car « le libre choix de la langue d'enseignement accélérera le déclin du français au Québec »¹²⁹.

Malgré la volonté de dissoudre ces tensions, les premiers aménagements linguistiques entrepris par les gouvernements unioniste, puis libéral, se conclurent par une forte

¹²⁸ Bouchard, Chantal, 1998. *La langue et le nombril : histoire d'une obsession québécoise*, Boucherville, Fides, Coll. « Nouvelles études québécoises », p. 247.

¹²⁹ Corbeil, Jean-Claude, 2007. *L'embarras des langues : origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec Amérique, p. 143.

contestation des lois 63¹³⁰ (le libre choix de la langue d'enseignement) et 22¹³¹ (l'officialisation du français), par la majorité francophone. Dans les deux cas, ces lois semblaient insuffisantes pour satisfaire l'inquiétude de la majorité francophone quant à la survie de sa langue. Frustrée, c'est elle qui élit le Parti Québécois, en 1976, lui octroyant le mandat d'explicitement sérieusement une politique linguistique publique et officielle de l'État. Cette politique sera concrétisée par la Charte de la langue française, la « loi 1 », devenue ultérieurement la « loi 101 » à la suite d'une polémique limitation par la Cour suprême du Canada¹³². Quoi qu'il en soit, la présentation de la première politique linguistique moderne à l'Assemblée nationale du Québec, intitulée *La politique québécoise de la langue française* et écrite par l'ancien ministre Camille Laurin (surnommé le père de la Charte), est particulièrement révélatrice de l'idéologie linguistique qui sous-tend la « loi 101 ». Cette présentation est une sorte de récit linguistique, dans lequel on retrouve une corrélation entre l'idéologie linguistique de Laurin et la « langue-culture » de la

¹³⁰ « La loi 63 entérinait l'oppression linguistique exercée par la minorité anglophone sur la majorité francophone. C'était une loi de colonisé et de roi-nègre, inconscient ou content de l'être. Au nom du respect des droits individuels, elle méconnaissait et ignorait la volonté du Québec, pourtant maintes fois arrimée en 1763, 1791, 1849, 1867 et de plus en plus depuis 1960, de demeurer français sur le plan de sa langue, de sa culture, de ses institutions et de son identité collective », dans : Laurin, Camille, 1999. *Une traversée du Québec*, Montréal, L'Hexagone, p. 89.

¹³¹ « la « loi 22 » avait le tort de poursuivre en même temps deux objectifs divergents : l'un, de francisation du Québec et l'autre, de bilinguisme institutionnel. En somme, on concevait le Québec à la fois comme l'une des divisions administratives d'un État bilingue (le Canada) et comme l'État national des Canadiens français. Cette double perspective comportait une conséquence néfaste : ou bien, pour prendre des mesures qui concernent tout le monde, on en dilue l'originalité québécoise; ou bien, pour sauvegarder l'originalité québécoise de ces mesures, on ne les rend applicables qu'aux seuls francophones », dans : Laurin, Camille, 1992. *La politique québécoise de la langue française*, Québec, Comité ministériel permanent du développement culturel, p. 36.

¹³² Voici une interprétation exemplaire de la polémique autour de la Charte de la langue française, entre la Cour suprême et le gouvernement du Québec « les tribunaux se sont fondés sur une interprétation très large, et peut-être contestable du point de vue sociologique, de la liberté d'expression, pour en étendre le bénéfice aux messages commerciaux et en faire découler le droit des commerçants et des consommateurs de s'exprimer et d'être renseignés dans la langue de leur choix. Ce faisant, les juges ont accordé la primauté à un droit individuel d'une portée somme toute secondaire sur le droit collectif des Québécois francophones de protéger et de promouvoir leur langue, menacée parce qu'elle est minoritaire partout en Amérique. » De José Woehrling, un professeur de droit à l'Université de Montréal », dans Plourde, Michel, et Pierre Georgeault (dir.), 2000. *Le français au Québec 400 ans d'histoire et de vie*, Saint-Laurent, Fides, p. 288.

typologie des langues du chapitre 2. À l'appui d'autres écrits de Camille Laurin, c'est cette corrélation qu'il s'agit maintenant d'explicitier pour comprendre l'idéologie linguistique québécoise.

3.1.1 Une thérapie collective nécessaire

Il est indispensable de rappeler qu'avant d'être ministre, puis d'écrire la Charte de la langue française, Camille Laurin pratiquait le métier de psychiatre. Son expérience professionnelle lui permit de poser un regard original sur la société québécoise, à partir des constantes psychologiques de ses patients. Voici quelques lignes de son diagnostic :

[...] j'ai retrouvé chez la plupart de mes patients francophones, à des degrés divers, ces constellations caractérielles, ces tonalités dépressives, ces compromis, ce sentiment d'inachèvement et cette carence de l'identité. Comme je retrouvais chez moi comme chez d'autres, aujourd'hui comme hier, et aussi loin que je pouvais remonter, les mêmes traits et conditionnements, j'y ai vu la preuve qu'il s'agissait bien là d'un héritage collectif que seule une psychothérapie collective pouvait remanier. Une fois en possession du fil d'Ariane, il devenait possible de s'orienter dans le labyrinthe de notre histoire et de trouver le chemin qui mène vers la lumière.¹³³

Pour le docteur Laurin, le peuple québécois possède une tendance psychologique qui lui est propre. À travers ses lunettes de psychiatre, l'histoire se comprend comme une évolution de la maturité générale des Québécois. Comme l'enfant qui a besoin de tuteurs pour son développement, le peuple québécois, depuis l'enfance de la Nouvelle-France, fut sous tutelle des plus grands empires de chaque époque, d'abord l'Empire français, ensuite l'Empire britannique, puis plus récemment l'Empire américain. Il a appris d'eux comme l'enfant obéissant à ses tuteurs, jusqu'à atteindre à son tour un certain stade de maturité, une sorte d'adolescence québécoise qui se marque par la contestation et un désir d'indépendance.

¹³³ Laurin, Camille, 1999. *op. cit.*, p. 38.

Selon le docteur Laurin, l'affirmation à « faire société » en français exprimée par l'élection du Parti Québécois démontre que le Québec est bien arrivé à cette étape de l'adolescence. Toutefois, ce niveau de maturité générale des Québécois est insuffisant pour compléter le détachement envers ses tuteurs. C'est d'ailleurs cette ambivalence entre l'adolescence et l'âge adulte, due à une maturation collective inachevée, que le docteur Laurin retrouve individualisée chez ses patients. Alors que faire devant cette situation? S'il existe un rapport dialectique entre la société et les psychés individuelles, c'est donc une thérapie collective qui permettra à « l'adolescent québécois » de vaincre son ambivalence identitaire, puis d'assumer ses responsabilités d'adulte indépendant.

Une fois devenu ministre, Camille Laurin tâchera de faire de l'État québécois l'instrument de cette thérapie collective. C'est par lui que le peuple québécois sortira de son rapport puéril et colonial pour finalement l'inscrire dans un projet de modernisation, de démocratisation et d'indépendance nationale, qui permettra enfin d'atteindre un stade adulte de la maturité générale des Québécois :

Le temps est venu de cesser de penser notre avenir en termes de timide survivance, de retrouver le sens de notre vraie grandeur : celle de participer de plein droit à l'une des grandes expressions linguistiques et culturelles de ce vaste monde dont, à partir du Québec, nous sommes les citoyens.¹³⁴

La société québécoise atteindra sa maturité seulement si l'État du Québec entreprend une action sur les effets matériels et symboliques néfastes de la colonisation, c'est-à-dire par une amélioration des conditions socioéconomiques des francophones héritées de la prolétarianisation coloniale, puis en renversant l'identité de colonisée du « Canadien français » pour faire advenir celle de « Québécois ». Cette dernière condition nécessite une action en matière de culture nationale, particulièrement en matière de langue. Comme le démontre la linguiste Chantal Bouchard, outre les

¹³⁴ Laurin, Camille, 1992. *op. cit.*, p. 76.

conditions socioéconomiques, l'affranchissement collectif passait aussi par la reconquête linguistique du français, principalement par sa sortie du joul :

Le mythe du French Canadian patois, lui, sous-entend l'ignorance, l'inculture, une forme de déchéance, il tend à isoler les Canadiens-français de leurs origines, leur nier le prestige qui s'y attache; cela permet de remettre en doute les institutions, en particulier l'instruction et l'utilité de perpétuer les droits politiques du français au Canada.¹³⁵

En ce sens, le travail de rectification linguistique des années 70 est un bon indicateur de la mise en œuvre pour une formation « québécoise » (au sens gadamérien), cette fois maîtresse d'un État, d'un territoire et d'un espace civil, contre celle diasporique du « Canadien français » sans territoire fixe, soumis à ses tuteurs, donc dépossédé de son destin politique et culturel. Bref, cette modification de la formation canadienne-française à québécoise passe par une modification de la langue française, et ce même jusque dans son accent :

On conçoit que dans cette ambiance plutôt fébrile, où l'on entreprend pour le français la reconquête de l'espace public, il n'y ait guère eu de place pour la nuance. Le joul sert de repoussoir, il représente symboliquement, à ses débuts, tout ce que les Canadiens français rejettent d'eux-mêmes : l'état de colonisés (langue anglicisée), le sentiment de retard culturel (l'archaïsme), le peu d'instruction (ignorance de la syntaxe, du vocabulaire français), le manque de raffinement (la vulgarité), l'isolement culturel (langue incompréhensible pour les étrangers), la perte des racines, voire de l'identité (déstructuration, désagrégation, dégénérescence, décomposition, etc.).¹³⁶

La dissociation avec le joul est emblématique des effets de la thérapie collective qui transmute d'une identité culturelle soumise et défensive pour une identité politique affirmée et maîtresse d'elle-même. C'est cet état d'esprit que véhicule la présentation de la charte de la langue française de Camille Laurin. Désormais, une action directe sur l'état du français est une réaffirmation de l'essentialité du français à la formation de l'être québécois : « de manière subtile, la province semble se muer en État jusque dans la syntaxe. ».¹³⁷

¹³⁵ Bouchard, Chantal, 1998. *op. cit.*, p.147.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 237.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 247.

3.1.2 *La Charte de la langue française*

La présentation fait de la Charte de la langue française l'instrument étatique principal par lequel s'exerce la thérapie collective de Camille Laurin. Devenir maître de sa langue implique que les Québécois combattent le joug économique du patronat colonial anglophone, l'un de ses tuteurs, pour accéder à tous les échelons socioéconomiques sur le territoire de l'État. La Charte de la langue française confère des droits linguistiques aux francophones, par exemples en faisant du français la langue officielle du Québec, du milieu de travail, de l'enseignement, etc. D'ailleurs, selon Camille Laurin, nul doute que la langue française soit « parfaitement adaptée aux tâches de la cité moderne et à la communication entre des États dynamiques et industrialisés. »¹³⁸, car le français, même en position dominée, « reste une langue harmonieuse, moderne, efficace et parfaitement adaptée à de légitimes projets d'avenir »¹³⁹. L'objectif est clair, la valorisation de la culture et de sa langue fait partie des outils qui vaincront l'inquiétude identitaire.

3.1.3 *L'idéologie linguistique de Camille Laurin: une langue-culture*

Corrélativement à ce qui précède, l'idéologie linguistique de Camille Laurin coïncide clairement avec le type langue-culture. L'imbrication de la « langue » avec la « culture » s'explique par un besoin d'identification pour satisfaire l'inquiétude d'un peuple par rapport à son avenir. Tout comme le cas allemand du 18^e siècle, le Québec est marqué, depuis la conquête anglaise, d'une insécurité politique et culturelle. C'est ce qui est ressorti durant la crise de Saint-Léonard. On pressentait à ce moment que le français pouvait cesser d'être parlé à long terme et que les résistances à l'assimilation du colonisateur ne suffisaient plus.

¹³⁸ Laurin, Camille, 1992. *op. cit.*, p. 73.

¹³⁹ *Ibid.*

Conséquemment, la Charte de la langue française s'inscrit dans une quête d'authenticité pour définir l'être québécois. Cette authenticité se découvre dans le peuple : « Avant toute intervention gouvernementale, il existait donc au sein de l'opinion québécoise un souci permanent pour le français »¹⁴⁰. Un souci qui chemina politiquement jusqu'à l'élection du PQ, à la suite des échecs des lois 22 et 63. C'est à ce moment que le peuple du Québec a démontré vouloir préserver son héritage linguistique et vivre quotidiennement dans cette langue.

A contrario du Volksgeist allemand, Laurin n'a pas eu une vision « organiciste » de la nation. Il faut préciser que cet « être » n'est pas que culturel, mais également politique. La similarité entre l'idéologie de Camille Laurin et le type langue-culture n'est pas absolue. En fait, elle est une espèce d'hybridation entre la langue-culture et la langue-contractuelle. La langue est bien un élément de culture, mais elle est aussi un outil politique. En passant de Canadien-français à Québécois, le peuple québécois s'identifia à un territoire et un État, non plus seulement à des déterminations culturelles. La langue n'est plus la gardienne de la foi, mais la gardienne d'un espace civil. D'ailleurs, c'est pourquoi Laurin fera de la langue française le pilier intégrateur de tous les Québécois, peu importe la diversité des origines :

En somme, la Charte de la langue française concerne tous les Québécois sans exception; elle leur propose à tous de participer, en français, à la vie et au progrès d'un peuple qui aspire à réaliser son unité dans la fidélité à sa tradition française et dans le plus grand respect de toutes ses composantes.¹⁴¹

Le père de la Charte de la langue française ne voit pas dans cette politique de la « culture de convergence », selon laquelle les minorités culturelles s'intègrent à la majorité pour former une nation, un quelconque acte discriminatoire. Un peuple dominé mais qui s'affirme n'est pas à la source d'une fermeture, mais justement celle d'une condition au dialogue. C'est par l'affirmation de soi, par la valorisation de la

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. V.

¹⁴¹ Laurin, Camille, 1999. *op. cit.*, p. 117.

langue, que Camille Laurin prévoit résoudre les tensions linguistiques, puis vaincre l'insécurité culturelle.

Il ne faut pas l'oublier : lorsque nous discutons de productivité et de motivation, la langue est un peu comme la nourriture et l'air, nous en avons besoin pour vivre. Elle constitue une condition de vie préalable et fondamentale en ce sens qu'elle préserve l'identité des personnes et des collectivités. Vous pouvez être assurés que, une fois en pleine possession de sa langue, le Québécois francophone ne s'enfermera pas dans un ghetto; se trouvant libéré, il ne s'en sentira que plus à l'aise pour reconnaître généreusement la culture de ses concitoyens anglophones qui, eux aussi, doivent garder leur langue et leur identité. En affirmant ses propres droits, on ne dénie pas aux autres leurs libertés.¹⁴²

Encore une fois, la langue et la culture sont ici imbriquées. Que ce soit pour l'anglais ou le français, la politique linguistique de Laurin ne considère pas la langue comme un simple mode de communication mais comme un complexe « milieu de vie »¹⁴³. C'est-à-dire, la langue française participe à la formation d'un peuple qui s'est constitué historiquement jusqu'à l'actuelle nation québécoise. Il en va de même pour les anglophones, même si leur histoire est affiliée davantage au Canada de la Constitution qu'au Canada historique, parce que ce-dernier commença au moment de la colonisation française. Ceci dit, pour Laurin, les anglophones ne sont pas pour autant exclus de la nation québécoise, ils y sont reconnus comme une minorité de plein droit :

Envisager la question de la langue anglaise et de la minorité anglophone au Québec dans la stricte perspective du droit aboutit donc à l'impasse. Il s'agit plutôt d'un état de fait dont le maintien dépend du respect que la communauté québécoise a toujours manifesté et qu'elle n'a pas l'intention de récuser à l'endroit du plus important de ses groupes minoritaires, des individus qui le composent et de leurs valeurs culturelles. Sans cette attitude d'esprit, toute garantie juridique serait précaire. Que les anglophones du Québec doivent garder leur langue, leurs modes de vie, leur culture, non seulement le Gouvernement ne s'y objecte pas; il le tient pour une donnée de notre histoire commune. Il n'en tire pas pour autant la conclusion que la coexistence de deux sociétés étanches soit un idéal pour l'une et pour l'autre.¹⁴⁴

¹⁴² *Ibid.*, p. 98.

¹⁴³ Laurin, Camille, 1992. *op. cit.*, p. 22.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 25-26.

3.1.4 *La démocratisation de l'idéologie linguistique québécoise*

Outre la comparaison précise avec l'Allemagne du 18^e siècle, la politique linguistique que propose Laurin correspond bien au « degré » de démocratisation linguistique de la langue-culture. C'est-à-dire que la langue est matérialisée dans le peuple et ne se conçoit pas comme une transcendance d'un génie abstrait et particulier. En ce sens, l'idéologie linguistique s'inscrit bien dans la tendance de démocratisation linguistique :

La Charte de la langue française n'est rien d'autre que le geste d'un peuple qui est résolu à vivre sa vie. Qu'on ne s'y trompe pas. Ce n'est pas au nom d'une vénération inconditionnelle pour la langue française prise comme une abstraction que le Québec se donne maintenant cette loi historique. C'est au nom du respect de soi-même. [...] ce qui est important, ce n'est pas de sauver la langue française, mais bien de sauver ceux qui la parlent. Mais justement, nous parlons français et il est temps que le fait de parler français ne soit plus chez nous une occasion d'humiliation ou une entrave au progrès social, économique et scientifique [...]¹⁴⁵

Toutefois, cette démocratisation n'est pas radicale parce que le français n'est pas imposé comme complète détermination culturelle mais choisi par le peuple qui décide d'en faire la langue nationale. Donc, ce n'est pas une rhétorique métonymique comme la langue-contractuelle, car c'est le peuple lui-même qui a fait savoir par la voix de l'élection qu'il désirait préserver le français. Ici, le déterminisme linguistique est reconnu puis ses implications politiques sont acceptées. Ajoutons que ce n'est pas non plus une nouvelle langue que propose Laurin, mais une langue qui a appartenu historiquement à un peuple qui a su se développer grâce à elle et qui lui a permis d'atteindre un certain niveau de maturité.

À toute cette particularité hybride de l'idéologie linguistique de Laurin, s'ajoute l'importance du rôle accordé à l'individu. Malgré la connotation « collectiviste » de l'idéologie, le ministre Laurin précise que la pérennité du français ne pourrait être qu'affaire d'État. Alors que la Charte de la langue française régule le comportement linguistique des individus au nom d'un projet qui les dépasse, seule la

¹⁴⁵ Laurin, Camille, 1999. *op. cit.*, p. 115.

responsabilisation individuelle pourra assurer le respect intégral du principe : « Une législation est de quelque manière figée dans un texte. Il dépendra du citoyen de lui donner toute sa portée. »¹⁴⁶ Ainsi, la francisation du Québec est le résultat d'une volonté démocratique conjuguant un effort concerté de l'État et des individus membres d'un peuple constitué en nation :

En tant que principal garde du bien commun, l'État se doit de faire appel à une conscience civique qui, pour déborder de bien des façons son rôle à lui, ne saurait en être dissociée sans péril pour la qualité d'une authentique démocratie.¹⁴⁷

Autrement dit, l'idéologie linguistique de langue-culture se soumet à la démocratisation, en ce sens que c'est le renouvellement incessant de la volonté du peuple à pérenniser le français qui donne véritablement la légitimité à l'État de légiférer en matière de langue. Mais c'est la responsabilité et l'initiative des individus de ce peuple que de toujours renouveler démocratiquement la volonté d'un Québec français.

3.1.5 *Pour conclure*

C'est une continuité à une formation particulière de l'être de culture que propose implicitement l'idéologie linguistique de Camille Laurin. La langue française, comme objet de l'esprit, devient une condition d'accès à la formation du « Québécois ». Conséquemment, une réflexion sur la langue est primordiale car elle influe directement sur la capacité de cette formation, c'est-à-dire dans le processus de maturation du Québécois. Tout comme l'enfant qui développe des difficultés de langage, un peuple qui ne maîtrise ou ne possède pas sa langue est symptomatique d'un blocage dans la culture qui n'arrive pas à maturité. Dans ce cas-ci, qui fut celui du Québec avant les années 70, Camille Laurin dut entreprendre une thérapie collective par la Charte de la langue française. Celle-ci devait chasser l'insécurité

¹⁴⁶ Laurin, Camille, 1992. *op. cit.*, p. 62.

¹⁴⁷ Ibid., p. VIII.

culturelle qui est à l'origine des tensions linguistiques, par une revalorisation du français en tant que langue prétendant à l'amélioration des conditions socioéconomiques des francophones. Tout cela révèle clairement une idéologie linguistique de type langue-culture. La langue est intrinsèque à un corps politique « peuple québécois » en tant que qualité déterminante de l'identité.

L'histoire voudra que cette formation de l'esprit par la langue se confronte à une autre formation. L'ancien premier ministre de Canada, Pierre Elliott Trudeau, concocta de son côté une formation de l'être canadien qui intervient encore aujourd'hui dans le processus de maturation du peuple québécois. Ici, le tuteur considérait que l'adolescent n'était pas prêt à devenir adulte. Il fallait le mater en opposant à la formation « québécoise » une autre formation marquée par une accentuation de la démocratisation linguistique aux saveurs individualiste et juridique, qui viendra directement contraindre la tenure collectiviste et culturelle de l'idéologie linguistique de Camille Laurin. Autrement dit, contre une idéologie linguistique de type langue-culture, Trudeau opposera celle d'une langue-contractuelle. Enfin, le prochain chapitre se charge de démontrer cette nouvelle idéologie linguistique sous l'angle d'une confrontation des « formations ».

3.2 L'idéologie linguistique de Pierre Elliott Trudeau

Autour du milieu du 20^e siècle, le Québec n'était pas le seul État où se faisait sentir le besoin de définir sa « formation » de l'être de culture. Le Canada lui-même nécessitait une telle redéfinition, concrétisée puis entreprise par la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme canadien. Déjà dans son rapport préliminaire (1965), la *Commission* annonçait l'urgence d'un renouvellement du fédéralisme :

Le Canada traverse actuellement, sans toujours en être conscient, la crise majeure de son histoire. C'est l'heure des décisions et des vrais changements : il en résultera soit la rupture, soit un nouvel agencement des conditions d'existences.¹⁴⁸

En effet, deux changements sociopolitiques mettent en cause les conditions d'existence de la formation de l'être canadien. D'une part, le Canada se diversifie culturellement par une immigration elle-même de plus en plus diversifiée, d'autre part, comme présenté au chapitre précédent, se consolide un nationalisme québécois qui pousse le Québec à maturité, donc à promouvoir sa propre « formation » indépendamment de la tutelle fédérale. Dans une telle diversification qui risque de briser le lien social, c'est la question de l'intégration par le Canada historique qui est mise en cause. Comment redéfinir l'identité canadienne alors que le peuple partage de moins en moins une histoire commune. Comment alors redéfinir une formation canadienne suffisamment englobante pour préserver l'unité politique? Confrontée à ce contexte sociopolitique, la commission a pour mission de :

[...] faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada et recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada ainsi que des mesures à prendre pour sauvegarder cet apport.¹⁴⁹

Toutefois, cette proposition de fédéralisme renouvelé fut presque totalement ignorée par l'ancien premier ministre du Canada Pierre Elliott Trudeau. En 1982, celui-ci remplacera définitivement le Canada historique, fondé sur la reconnaissance des deux peuples fondateurs, par un Canada constitutionnel gouverné, cette fois, par une charte des droits et libertés. Autrement dit, il transmutera la « formation canadienne », définie par un déterminisme sociohistorique, par un contractualisme juridico-individualiste.

¹⁴⁸ Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme du Canada, 1967. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Vol. 1, Ottawa, Imprimeur de la reine, p. VII.

¹⁴⁹ Bouchard, Gérard, et Charles Taylor, 2008. *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, Québec, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, p. 142-143.

Trudeau fut l'architecte de la constitution de 1982, celle qui modifia radicalement l'esprit de 1867, celui du pacte des deux peuples fondateurs. Par conséquent, cette nouvelle constitution imposera une idéologie linguistique différente de celle proposée par la commission Laurendeau-Dunton qui associait langue et culture. Cela n'est pas sans effets sur la langue française au Québec et plus largement sur la formation québécoise promue par Camille Laurin et ordonnée par la Charte de la langue française.

Ce chapitre traduit l'idéologie linguistique de Trudeau par rapport à sa philosophie politique, à l'appui principalement du texte de l'historien Éric Bédard intitulé *La trudeauisation des esprits* et de l'ouvrage *Trudeau et la fin d'un rêve canadien* du politologue Guy Laforest. La similarité entre le type de langue-contractuelle et l'idéologie linguistique de Trudeau s'élucidera par l'opposition à l'idéologie linguistique de type langue-culture conçu par la commission Laurendeau-Dunton.

3.2.1 *La commission Laurendeau-Dunton et la langue-culture*

Avant la « trudeauisation » de l'idéologie linguistique, la langue au Canada s'envisageait généralement selon le type langue-culture. C'est ce type qui est au fondement du fédéralisme renouvelé proposé par la commission :

Pour elle (*la commission*¹⁵⁰), la langue renvoie à une culture partagée, la langue est le propre d'un peuple, une notion qui revient souvent dans le rapport. Les commissaires ont avancé dès le départ que le statut des langues au Canada n'était pas indépendant du statut des sociétés et des nations dans lesquelles vivent les locuteurs. Pour eux, la question de la coexistence de deux langues pose la question de la coexistence de deux cultures, de deux nations, de deux sociétés même, trois termes qui reviennent fréquemment dans leurs analyses. D'où le lien qui était fait entre bilinguisme et biculturalisme, ce dernier concept renvoyant à ce qu'on nommait à l'époque la dualité nationale.¹⁵¹

¹⁵⁰ Précision ajoutée par moi.

¹⁵¹ Langlois, Simon, 2003. « Le biculturalisme oublié » *Canadian Issues / Thèmes canadiens*, été, p. 27.

Pour les co-directeurs André Laurendeau et Davidson Dunton, la première condition du fédéralisme renouvelé est la reconnaissance de l'égalité des peuples fondateurs, les Canadiens anglais et les Canadiens français. L'introduction du rapport préliminaire de la commission précise bien ces deux cultures dominantes « s'incarnent au Canada dans deux sociétés distinctes »¹⁵², car formées par deux majorités, l'une au Québec, l'autre dans le reste du Canada :

Les principaux protagonistes du drame, qu'ils en soient pleinement conscients ou non, sont le Québec français et le Canada anglais. Et il ne s'agit plus, selon nous, du conflit traditionnel entre une majorité et une minorité. C'est plutôt un conflit entre deux majorités : le groupe majoritaire au Canada et le groupe majoritaire au Québec.¹⁵³

Ensuite, la deuxième condition du renouvellement du fédéralisme consiste en la nécessité d'un bilinguisme institutionnel de l'État fédéral : « [...] malgré la diversification ethnique, la dualité linguistique demeure le caractère fondamental et l'assise de la collectivité canadienne. »¹⁵⁴ Le bilinguisme est nécessaire, car il permet une identification canadienne suffisamment commune pour satisfaire et outrepasser les différences ethniques et les prétentions nationales, tout en permettant l'actualisation du pacte de 1867 entre les deux peuples dominants, par la reconnaissance de leur langue. À cela s'ajoute l'avantage que le bilinguisme impose une distinction de fait par rapport aux voisins du Sud : « La langue française, caractéristique essentielle de l'identité canadienne, procure à notre pays son principal élément de différenciation par rapport aux US »¹⁵⁵. La langue devient ainsi un moyen d'unification et de différenciation par rapport à l'« Autre » national. Enfin, l'intention de ces deux conditions est d'assurer à chacun des deux principaux groupes culturels dominants du Canada la capacité d'intégrer la diversité culturelle tout en

¹⁵² Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme du Canada, 1967. *op. cit.*, p. XXIII.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 127.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 40.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 16.

sustenant le nationalisme québécois dans sa quête d'authenticité culturelle afin de préserver le pays entier.

Le problème peut donc se formuler ainsi : comment intégrer le Québec nouveau dans le Canada d'aujourd'hui, sans restreindre l'élan québécois, mais aussi sans risquer l'éclatement du pays.¹⁵⁶

La particularité de ce fédéralisme renouvelé est la reconnaissance de la société distincte du Québec comme moyen d'intégration dans la fédération : « [...] il doit nécessairement y avoir de véritables espaces de pouvoir pour l'esprit de la dualité dans le fédéralisme canadien, pour que le Québec y trouve son compte »¹⁵⁷. Laurendeau et Dunton comprennent ainsi que la préservation du Canada comme entité politique fédérale tiendra grâce à la reconnaissance des deux sociétés distinctes, ce qui implique également la reconnaissance de leur langue, comme élément culturel différenciateur. Voilà pourquoi, ici, la langue et la culture sont imbriquées.

3.2.2 *Trudeau et la constitution de 1982*

La reconnaissance de l'égalité des deux peuples fondateurs du Canada nécessitait celle des deux langues respectives par une juxtaposition du bilinguisme institutionnel sur l'ensemble de la fédération. Toutefois, cette vision dualiste du Canada ne deviendra pas celle du véritable fédéralisme renouvelé effectif. Lors de la refonte constitutionnelle de 1982, le premier ministre de l'époque, Pierre-Elliott Trudeau, conserva l'idée du bilinguisme institutionnel, mais rejeta du même coup la théorie des deux peuples fondateurs. Pourquoi n'a-t-il pas suivi les recommandations de la commission Laurendeau-Dunton?

Avant de répondre à cette question, il importe de comprendre ce qu'implique une modification constitutionnelle. Similairement à Camille Laurin qui usait de la Charte

¹⁵⁶ Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme du Canada, 1967. *op. cit.*, p. xxxviii.

¹⁵⁷ Laforest, Guy, 1992. *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*, Québec, Septentrion, p. 97.

de la langue française pour y inscrire les lignes directrices de la « formation » québécoise, Trudeau pris l'opportunité de l'ouverture de la constitution pour y imposer sa vision de la formation canadienne. Aux dires du politologue Guy Laforest, il ne faut pas sous-estimer l'influence d'un État qui maîtrise la constitution et des modifications qu'il entreprend :

Nous parlons de constitution depuis si longtemps au Québec que nous avons quelque peu oublié le sérieux et les périls d'une telle entreprise. Changer une constitution, c'est modifier la nature, l'être¹⁵⁸ même d'un organisme politique.¹⁵⁹

Trudeau modifia l'essence de l'être canadien par la refonte constitutionnelle. Désormais, le Canadien ne sera plus celui qui appartient à l'une des deux cultures dominantes ou à l'une des deux sociétés distinctes, mais un individu « juridique » à part entière dont l'identité annihile toute détermination collective :

La Charte des droits et libertés enchâssait enfin dans la constitution (...) les libertés fondamentales, droits démocratiques et garanties juridiques nécessaires à l'épanouissement de tous les citoyens canadiens en tant qu'individus.¹⁶⁰

La réforme de 1982 ignorait complètement certains aspects parmi les plus importants de la vision du fédéralisme développée par Laurendeau : la dualité culturelle et politique, le principe des deux sociétés distinctes et des deux majorités. J'irais même plus loin : la réforme de 1982, dans son principe même, est une véritable machine de guerre contre l'esprit de la dualité politique et nationale.¹⁶¹

Revenons maintenant à savoir pourquoi Trudeau a utilisé la constitution de 1982 pour éliminer la théorie des deux peuples fondateurs par un « procès d'individualisation »¹⁶² du Canada historique. L'émergence du Canada constitutionnel était-elle inévitable? D'où vient cette philosophie politique qui transpose la société d'individus à la société des peuples?

¹⁵⁸ *L'italique est de moi.*

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 174.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 104.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 104-105.

¹⁶² Thériault, Joseph Yvon, 1994. « L'individualisme démocratique et le projet souverainiste », *Sociologie et sociétés*, Vol. 26, no 2, p. 27.

3.2.3 *L'individualisme libéral et l'idéologie linguistique*

Comme ce fut le cas de Camille Laurin, la personnalité des grands hommes politiques influe sur l'évolution des peuples qu'ils dirigent. Il faut le reconnaître, il en est de même pour Pierre Elliott Trudeau. Dans le texte intitulé *La trudeauisation des esprits*, l'historien Éric Bédard ne manque pas de relever cette liaison entre la philosophie politique et les actions politiques de l'ancien premier ministre :

La trudeauisation du Canada n'est pas, pas seulement du moins, le produit d'une quelconque nécessité historique, elle témoigne surtout d'une philosophie politique qui a modelé de nouvelle façon la conception que se font désormais la plupart des Canadiens anglais du passé et de l'avenir de leur pays. Cette philosophie politique, à laquelle adhéra Pierre Elliott Trudeau à partir du milieu des années 1940, fut d'esprit moderniste et s'est manifestée 1. par une volonté ferme de rompre avec le passé; 2. par une conception purement contractualiste de la société; 3. par un messianisme progressiste qui concevait le Canada comme l'avant-poste de la civilisation avancée.¹⁶³

Au centre de ce modernisme se place l'individu émancipé et inaliénable de toute détermination extérieure qui contreviendrait à sa volonté : « le progrès pour l'humanité, c'est son lent acheminement vers la liberté de la personne »¹⁶⁴. Donc, la conformité et la continuité avec le passé est pour Trudeau une soumission et non un gage d'enseignement de conduite. Aussi, c'est l'individu qui prédomine dans la dialectique individu-collectivité. Ainsi, toute prétention collectiviste, telle que l'ambition nationaliste du Québec, est ennemie du progrès démocratique individualiste tel que prône le Canada « messianique » de Trudeau. L'ancien premier ministre ne tolère pas la division politique entre cultures différentes, mais prétend réconcilier les individus dans leur unité contractuelle.

Pourquoi ce culte de l'individu et cette répugnance du collectivisme chez Pierre Elliott Trudeau? Est-ce le seul moyen idéologique pour maintenir l'unité du fédéralisme? Laurendeau n'offrait-il pas alors une autre stratégie d'État moins

¹⁶³ Bédard, Éric, 2011. *Recours aux sources. Essais sur notre rapport au passé*, Montréal, Boréal, p. 79.

¹⁶⁴ Pierre Elliott Trudeau (1964) dans *Cité libre*, cité par Bédard, Éric, 2011. *op. cit.*, p. 82.

contraignante et plus respectueuse du Québec? Pour L'historien Éric Bédard, Trudeau a adhéré depuis longtemps à l'individualisme libéral, définissant « l'individu d'abord comme un sujet de droit sans filiation historique contraignante »¹⁶⁵ plutôt qu'un personnalisme chrétien qui « conçoit l'homme comme un être spirituel, enraciné dans une communauté de proximité, elle-même inscrite dans la durée »¹⁶⁶. Bédard s'appuie sur les dires d'André Burelle, le rédacteur de discours de Trudeau alors que ce dernier était Premier ministre, qui résume la conception trudeauiste de l'individu comme suit : « Pour devenir un individu libre, il faut s'affranchir de toute aliénation communautaire (...) pour devenir citoyen du monde, il faut se faire citoyen de nulle part »¹⁶⁷. Cela démontre bien la préférence de Trudeau pour l'individualisme libéral, alors qu'il détenait le pouvoir.

Pourtant, on sait que l'individu ne peut pas se former tout seul comme être canadien. Il lui faut certaines balises déjà présentes, comme la langue. L'individu ne peut pas faire abstraction de toute détermination, au sens qu'il ne peut contrôler tout le cours des événements qui l'influe de l'extérieur. D'ailleurs, l'individu ne reste-t-il pas dans une collectivité précise? N'est-il pas un Canadien? Comme le souligne l'anthropologue Éric Schwimmer, dans la confrontation entre un individualisme libéral et un individualisme personnaliste, entre le culte de l'individu libéral et de la personne de communauté, c'est bien la question du « déterminisme » qui pose problème chez Trudeau :

¹⁶⁵ Bédard, Éric, 2011. *op. cit.*, p. 82.

¹⁶⁶ *Ibid*, p. 83.

¹⁶⁷ En référence à André Burelle et Pierre Elliott-Trudeau : « L'intellectuel et le politique », dans : Bédard, Éric, 2011. *op. cit.*, p. 84.

Les perspectives individualistes (*libéralisme*) et communautaires (*personnalisme*), ne sont pas contradictoires, mais le terrain occupé par chaque perspective varie selon la puissance des pressions de la vie politique, comme dans le cas canadien où la majorité anglophone préconise la première perspective et où le communautarisme québécois est affaibli par ses propres conflits idéologiques. La position du personnalisme laisse aussi ouverte la question de la détermination : une personne aussi géniale que Trudeau peut-elle *déterminer* l'histoire, consciemment ou inconsciemment, et ses desseins à long terme ne sont-ils qu'individuels? Si la personne est en train de construire « la seconde fondation du Canada », se peut-il qu'aucun individu ne puisse véritablement être responsable de la seconde fondation du Canada, que l'individu ne puisse plus qu'enregistrer la dynamique massive déterminée par la direction logique implacable d'un ensemble d'éléments?¹⁶⁸

L'indétermination en tant que condition à l'émancipation individuelle ne colle pas exactement à la réalité, notamment au sujet de la dialectique individu/langue. Comme expliqué au chapitre 1, les langues sont influencées par les organisations sociales, certes, mais leur mécanique dépasse l'histoire de chaque régime politique. Par exemple, les révolutionnaires réussirent leur Révolution grâce à l'apprentissage de la langue de leurs anciens maîtres. C'est pourquoi le contractualisme linguistique n'a de sens que dans un paradoxe : que les individus acceptent implicitement un certain déterminisme linguistique.

3.2.4 *Le bilinguisme et la déculturation de la langue*

Pourquoi Trudeau s'acharne-t-il à évacuer tout déterminisme dans sa définition de l'individu? Le contractualisme linguistique qui fait croire à l'individu qu'il peut choisir sa langue au nom de sa liberté sans conséquence collective, est utilisée par Trudeau afin de contraindre une aspiration d'émancipation collective. Similairement aux révolutionnaires français, Trudeau usa du contractualisme linguistique pour prouver la qualité plus progressiste et démocratique par rapport à ce que propose la formation québécoise.

¹⁶⁸ Schwimmer, Éric, 2008. « La bonne distance. Réflexions sur le phénomène P. E. Trudeau », *Anthropologica*, Vol. 50, no 1, p. 32.

Chez Trudeau, la langue parlée par les uns et les autres ne constituait pas le reflet d'une dualité nationale, elle-même inscrite dans l'histoire, elle devenait un simple outil de communication au service d'individus libres. S'il fallait protéger les « droits linguistiques », c'était d'abord pour respecter le choix d'individus autonomes qui, de Montréal à Vancouver, avaient le droit de parler la langue qu'ils avaient librement choisie. Pour que les Canadiens français se sentissent chez eux au Canada, il était inutile de reconnaître au Québec un quelconque statut particulier, il suffisait d'adopter une Charte qui allait protéger les droits linguistiques des uns et des autres. Grâce à une telle charte, prédisait Pierre Elliott Trudeau en 1964, les « Canadiens français ne se sentiraient plus confinés à leur ghetto québécois et l'esprit du séparatisme serait exorcisé pour toujours ».¹⁶⁹

Ainsi, la Constitution canadienne de 1982 ne reconnaît ni la société distincte du Québec ni la « formation » de l'être québécois promu par Camille Laurin. Trudeau préserva toute de même le bilinguisme institutionnel en prenant soin de le dissocier du dualisme culturel :

L'action politique qui a suivi, au niveau fédéral, le dépôt du rapport de la Commission BB n'a retenu que le bilinguisme et la promotion des droits des minorités nationales et ethniques. Le gouvernement Trudeau a repoussé catégoriquement le concept d'égalité culturelle au sens défini par la Commission et il a plutôt privilégié une approche centrée sur les droits individuels des francophones dans les institutions fédérales et dans tout le Canada là où le nombre le permet [...]¹⁷⁰

La politique linguistique canadienne opte donc pour le bilinguisme institutionnel selon un principe fondamental, l'égalité des chances individuelles, permettant surtout aux francophones d'accéder aux échelons les plus hauts de la fonction publique fédérale et d'avoir accès à tous ses services sur le territoire canadien. Les *individus* anglophones et les francophones doivent avoir la même égalité des chances partout sur ce territoire. De cette manière, Trudeau accepta le bilinguisme pour rendre possible l'émancipation individuelle dans chacune des langues indépendamment d'une reconnaissance directe et implicite de leur dimension culturelle.

Trudeau ne voulait rien savoir d'une asymétrie des droits individuels au nom de leur égalité. Selon Guy Laforest, pour l'ancien Premier ministre, le caractère dualiste du Canada que propose la Commission se connote trop d'une obligation implicite à

¹⁶⁹ Bédard, Éric, 2011. *op. cit.*, p. 83.

¹⁷⁰ Langlois, Simon, 2003. *op. cit.*, p. 28.

reconnaître la société distincte du Québec, ce qui met en échec un fédéralisme démocratique par un fédéralisme asymétrique. Bref, c'est pour la préservation de l'unité canadienne que l'idéologie linguistique trudeauiste sépare la langue de son socle culturel. Depuis la refonte constitutionnelle de 1982, voilà Laurendeau défait et tombe avec lui l'idéologie linguistique de type langue-culture :

Chez Laurendeau, les cultures dominantes s'incarnaient dans des sociétés distinctes. Le Québec ne pouvait donc être complètement satisfait par une réforme garantissant le bilinguisme institutionnel et octroyant des droits linguistiques aux individus. On sait pourtant que les choses s'en sont tenues là au Canada, que le bilinguisme a été dissociée du biculturalisme, que la Loi sur les langues officielles de 1969 et la Charte des droits et libertés de 1982 ont ignoré à peu près complètement les aspects collectifs et politiques des questions linguistiques. [...] Comme la société distincte, la dualité linguistique ne portait aucun effet sur l'article de la Charte des droits et libertés mettant de l'avant l'objectif de la promotion et de la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens [...] À lire le texte, qui mentionnait l'existence d'individus de langue française concentrés au Québec mais présents ailleurs au pays, on ne saurait affirmer que ces individus sont majoritaires au Québec, qu'ils y forment une communauté politique.¹⁷¹

La politique linguistique canadienne opte donc pour le bilinguisme institutionnel selon un principe fondamental, l'égalité des chances individuelles, permettant surtout aux francophones d'accéder aux échelons les plus hauts de la fonction publique fédérale et d'avoir accès à tous ses services sur le territoire canadien. Les *individus* anglophones et les francophones doivent avoir la même égalité des chances partout sur ce territoire. Rendre possible l'émancipation individuelle dans chacune des langues indépendamment de l'autre.

3.2.5 *La formation canadienne et la rhétorique métonymique*

Dans un contexte où la formation canadienne prédomine sur la formation québécoise par à la constitution fédérale, avec le temps la langue française sera de moins en moins affaire de culture mais de droits individuels :

¹⁷¹ Laforest, Guy, 1992. *op. cit.*, p. 111.

La rigidité de la formule d'amendement, le processus de ratification politique et le nouveau nationalisme canadien donnent un caractère sisyphéen aux initiatives québécoises. Il ne faudrait pas oublier la présence d'un quatrième obstacle qui joue en faveur de cette forteresse imprenable qu'est la constitution de 1982 : le temps. L'écoulement du temps n'améliorera pas les choses pour le Québec. Au fur et à mesure que la Charte des droits et libertés poursuit son travail de refaçonnement de l'identité canadienne dans le sens de la symétrie des droits individuels et dans celui de l'homogénéité provinciale, la méfiance grandira à l'égard de concepts tels ceux de société distincte, de fédéralisme dualiste et asymétrique.¹⁷²

Cela implique que le fédéral change la définition de son peuple pour devenir un amas d'individus. Les individus sont d'abord des Canadiens et ensuite de préférence québécoise s'ils le souhaitent. Ici, le citoyen, l'individu de droit précède celui de culture et d'histoire. Autrement dit, tel que le cherchaient les révolutionnaires, Trudeau ne tente pas moins ici de modifier la nature humaine pour redéfinir l'être canadien capable d'englober la formation québécoise :

Ce dernier [...] a voulu au fond changer la nature humaine. Comme le législateur de Rousseau, il ambitionnait à travers la Charte de remodeler la culture politique canadienne, de transformer la dimension politique de l'identité de chaque citoyen de ce pays¹⁷³;

A celui qui est capable de faire que « l'effet pût devenir cause, que l'esprit social, qui doit être l'ouvrage de l'institution, présidât à l'institution même; et que les hommes fussent avant les lois ce qu'ils doivent devenir par elles ». Nous reconnaissons ici les tâches du législateur telles que les définit Rousseau dans le Contrat Social.¹⁷⁴

Il se place lui-même en tant que grand législateur qui interprète la volonté du peuple dans sa quête de liberté. Il y a bien une métonymie politique en ce sens qu'il perçoit que c'est le peuple lui-même qui souhaite s'émanciper de la manière que Trudeau le propose. Et pour l'ancien premier ministre, les nationalistes sont des ennemis de la liberté car l'émancipation d'un peuple ne peut que contrevenir au projet véritablement démocratique de l'émancipation individuelle.

Bien que l'intention de Trudeau soit similaire à l'idéal rousseauiste, Guy Laforest précise qu'il n'a pas concrètement agi exactement selon le modèle du législateur :

¹⁷² *Ibid.*, p. 143-144.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 256.

¹⁷⁴ Guilhaumou, Jacques, 1989. *op. cit.*, p.91.

C'est une fonction particulière et supérieure qui n'a rien de commun avec l'empire humain; car celui qui commande aux lois ne doit pas non plus commander aux hommes; autrement ses lois, ministres de ses passions, ne feraient souvent que perpétuer ses injustices, et jamais il ne pourrait éviter que des vues particulières n'altérassent la sainteté de son ouvrage.¹⁷⁵

Trudeau n'est pas resté un législateur impartial. Il a délibérément entremêlé la législation avec ses finalités politiques. Tout comme les révolutionnaires, il a « interprété » la volonté du peuple en fonction de sa définition du peuple. Le Canada ne se forme pas de deux peuples, mais d'un seul peuple d'individus. Donc, en « individualisant » la langue au nom de la liberté, il évitait de reconnaître la formation québécoise et de briser le régime fédéral. C'est-à-dire, au nom de l'individualisme libéral, il stigmatisa la politique linguistique québécoise, qui visait la reconnaissance de la majorité franco-québécoise, en l'accusant de brimer la véritable égalité et la véritable liberté garanties par Ottawa.

Enfin, dans la proposition trudeauiste, la langue en tant que contrat se confronte au même problème que celui déjà noté chez les révolutionnaires. Le contractualisme linguistique est un acte métonymique qui joue sur la définition du peuple pour faire accepter un déterminisme linguistique sans implications politiques. Même si Trudeau détache la langue de la culture pour que les individus choisissent entre les deux langues, celles-ci restent des langues particulières attachées à des organisations politiques et sociales. Ainsi, l'individu n'est pas nécessairement plus détaché d'une quelconque formation, au contraire. En se détachant de la québécoise, il entre dans la canadienne.

3.2.6 Conclusion

Les deux idéologies linguistiques de type langue-culture et langue-contractuelle font parties respectivement de deux formations de l'être différentes, la « canadienne » et la « québécoise ». Elles diffèrent principalement au niveau de la gestion démocratique

¹⁷⁵ En référence à Jean-Jacques Rousseau : « Du contrat social » dans, Laforest, Guy, 1992. *op. cit.*, p. 256.

des déterminations culturelles. La formation québécoise s'impose principalement par la langue. C'est par la Charte de la langue française qu'il est explicité que la langue est intrinsèquement liée à la culture du peuple constitué historiquement. Le français est donc une détermination identitaire qui s'aménage démocratiquement. La volonté du peuple à vivre en français doit être sans cesse réaffirmée pour que l'imposition du français soit légitime. Quant à la « canadienne », celle-ci s'impose plus puissamment car directement par un changement constitutionnel. Nous sommes aujourd'hui dans la suite du projet constitutionnel trudeauiste, qui fait de la langue le fait des individus. Ainsi, Ottawa instaure un bilinguisme institutionnel selon le principe démocratique d'égalité des chances individuelles tandis que l'État provincial québécois tenta d'imposer l'unilinguisme institutionnel selon un projet d'affirmation collective et de responsabilisation individuelle, suivant la logique de la « souveraineté des peuples »¹⁷⁶ jusqu'à la fondation d'une nation.

Malheureusement pour Camille Laurin, les années 2000 se marqueront d'une confrontation directe entre les deux idéologies linguistiques. Où se situe aujourd'hui la revendication linguistique du Québec, dont la Charte de la langue française exprime parfaitement l'intention d'affirmer une particularité culturelle, alors que la trudeauisation de l'idéologie linguistique implique un procès d'individualisation et un contractualisme linguistique? Le prochain chapitre démontrera le processus de la trudeauisation linguistique au Québec.

¹⁷⁶ Bariteau, Claude, 2000. *La langue française au Québec, de la défensive à l'affirmation*, Mémoire présenté à la commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, p. 3.

3.3 L'évolution de l'idéologie linguistique au Québec des années 2000: Rupture avec la langue-culture

Les années 2000 au Québec marquent le temps d'une rupture avec la politique linguistique initiale et le franchissement d'une nouvelle étape de la démocratisation linguistique. On constate les résultats de la Charte de la langue française principalement en termes statistiques. Par exemple, voici une observation de Charles Castonguay, spécialiste en démolinguistique québécoise :

Pour bien juger de l'avantage en question, il faudrait mettre le bilan de l'assimilation à Montréal, soit les 144 personnes additionnelles parlant l'anglais au foyer pour 100 parlant le français, en rapport avec le ratio de 19 personnes de langue maternelle anglaise pour 100 de langue maternelle française dans la région métropolitaine. On constaterait alors que le pouvoir d'assimilation de l'anglais y est de plus de sept fois supérieur à celui du français. [...] Voyons ce qu'il en est pour l'ensemble du Québec. Dans ce contexte, le gain des 107 contre 100 dont fait état M. Paillé doit être mis en relief avec les 10 anglophones pour 100 francophones que compte la population québécoise. On voit alors qu'à l'échelle du Québec tout entier, la force d'attraction de l'anglais en matière d'assimilation est de plus de dix fois celle du français, soit encore plus démesurée qu'à Montréal.¹⁷⁷

Le Québec dans son ensemble prend définitivement conscience de l'inadéquation inévitable entre la baisse du taux de natalité des francophones et la pérennisation de la langue française. Étant le lieu privilégié de l'immigration, c'est principalement à Montréal que l'avenir du français se joue. Certes, le niveau socioéconomique des francophones a augmenté, mais statistiquement, l'avenir de la langue tient encore de l'immigration francophone, de la francisation des allophones et de leur volonté à la transmettre à leurs enfants. Par conséquent, les nouveaux récits linguistiques racontent qu'il est désormais urgent et nécessaire « d'ouvrir » la langue à une nouvelle représentation démocratique qui ne serait plus celle du peuple québécois mais des individus québécois. Selon les tenants de cette nouvelle idéologie linguistique, la « culture de convergence », selon laquelle le français est la condition d'accès à la « formation » québécoise, crée un déficit démocratique en ce sens qu'il

¹⁷⁷ Castonguay, Charles, 2009. « Mettre les points sur les « I » », *Le devoir*, 8 janvier.

omet de représenter tous les Québécois qui ne sont pas issus de la culture canadienne-française. Ainsi, la tendance sera de passer d'une langue-culture à une langue-contractuelle. Deux récits linguistiques sont particulièrement démonstratifs d'une telle rupture avec l'idéologie linguistique de Camille Laurin, *Le français une langue pour tout le monde* de Gérard Larose¹⁷⁸, puis la *Commission sur les accommodements raisonnables* de Gérard Bouchard et Charles Taylor¹⁷⁹.

3.3.1 Le récit linguistique de Gérard Larose

Gérard Larose a été président de la commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec en 2001. Dans son rapport, *Le français, une langue pour tout le monde une nouvelle approche stratégique et citoyenne*, il élabore un nouveau récit linguistique qui s'avère tout à fait révélateur d'une nouvelle étape de la démocratisation linguistique. Il propose dans son rapport de redéfinir « la base matérielle » de l'idéologie linguistique, non plus en fonction d'un peuple, mais des citoyens. Par le fait même, celle-ci n'associera plus idéologiquement la langue à la majorité historico-culturelle mais à l'identité citoyenne :

Le français, langue officielle et commune de la nation québécoise, s'est mué logiquement en langue de la citoyenneté québécoise. L'héritage civique a remplacé pour toujours l'héritage ethnique.¹⁸⁰

Conséquemment, si ce n'est plus un déterminisme culturel qui sous-tend l'idéologie linguistique, est-ce un contractualisme?

¹⁷⁸ Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 2001. *Le français, une langue pour tout le monde une nouvelle approche stratégique et citoyenne*, Montréal, Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 285 p.

¹⁷⁹ Bouchard, Gérard, et Charles Taylor, 2008. *op. cit.*, 310 p.

¹⁸⁰ Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 2001. *Le français, une langue pour tout le monde une nouvelle approche stratégique et citoyenne*, *op. cit.*, p.4-5.

Le rapport propose que le français soit une langue de convergence vers une éventuelle citoyenneté québécoise :

La Commission considère que l'apprentissage du français, langue officielle et commune, est une condition d'exercice de la citoyenneté, d'accès et de participation à la culture commune. En ce sens, elle est un droit fondamental qui permet d'assurer l'égalité des chances entre tous les citoyens.¹⁸¹

Le pari de Gérard Larose de créer une citoyenneté, dont la langue française serait le pilier d'intégration principal, repose sur un double avantage. Premièrement, une langue de la citoyenneté élargirait le bassin de locuteurs potentiels en se désaffiliant de la culture majoritaire pour englober toute la diversité culturelle présente sur le territoire de l'État québécois. De cette manière, elle ne serait plus l'expression restreinte d'une authenticité culturelle, mais l'outil d'accès à une mise en communication la plus universelle possible. Le deuxième avantage est que cette langue de la citoyenneté réitère la prédominance du français sur les autres langues présentes sur le territoire, modérant ainsi l'attraction mirobolante de l'anglais, devenue la *lingua franca* des temps modernes. Ainsi, Gérard Larose est conscient que le rapport à l'anglais n'est plus le même que dans les années 1970. La lutte linguistique qui se faisait au national se reporte aujourd'hui au niveau mondial, ce qui place le Québec dans une position tout à fait particulière. Pour une seconde fois, il devra établir sa politique linguistique en contrepartie de l'herculéenne attraction de l'anglais. Au moment où l'État québécois luttait au national pour revaloriser le statut de la langue française, l'anglais gagnait du terrain au niveau mondial. Larose le constate, le Québec se voit contraint de formuler une politique linguistique qui doit tenir compte d'une volonté grandissante de bilinguisme individuel. Il devra faire le compromis entre l'affection identitaire du français et l'utilité de l'anglais.

En effet, l'apprentissage de l'anglais se voit de plus en plus, comme avant les années 1970, une condition *sine qua non* de la réussite sociale, car il permet l'accès à une

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 31.

plus vaste « connaissance universelle ». Si la tendance se maintient, le français perdra le pari de l'émulation et sera astreint à un rôle communautaire, peut-être même ethnique, et ultimement, il sera voué à la folklorisation. Donc, en faisant du français une langue-de-citoyenneté, Larose aspire ainsi à réactualiser l'utilité démocratique du français, comme langue d'une universalité communicationnelle englobant toute la diversité québécoise. Autrement dit, il propose de dissocier la langue de son substrat ethnico-culturel et de sa transcendance historique pour l'adjoindre à l'utilité communicationnelle citoyenne.

L'intention n'est pas sans logique, car comme dans le cas de la première politique linguistique, Larose tente de définir un nouveau projet collectif de francisation du Québec. Toutefois, il ne s'agit pas d'une revalorisation culturelle des francophones comme l'entendait Camille Laurin, mais une démocratisation idéologique de la langue française. Larose use ainsi d'une « stratégie de séduction »¹⁸² par l'attrait d'un nouveau prestige démocratique.

3.3.2 Critique de la conception de Gérald Larose

La stratégie de démocratisation linguistique amène évidemment à la conception véhiculaire plutôt qu'identitaire de la langue:

La langue d'usage public au Québec est le *véhicule*¹⁸³ de notre culture (artistique, littéraire, scientifique, administrative, sociale et politique) et le *moyen* de promotion par excellence de notre identité. Les Québécoises et Québécois ne font pas qu'utiliser le français, ils vivent en français. Ils forment une *société* française à part entière avec ses valeurs et ses références propres, différentes de celles de la France. Ces différences se reflètent dans leur langue et dans son bon usage.¹⁸⁴

¹⁸² Mon terme.

¹⁸³ Les *italiques* sont de moi.

¹⁸⁴ Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 2001. *op. cit.*, p. 88-89. Les *italiques* sont de moi.

La langue en tant que « véhicule » et « moyen de promotion » du dynamisme de ses locuteurs n'est plus considérée comme une détermination culturelle intrinsèquement liée à un « milieu de vie » d'un peuple particulier. Désormais, elle n'est qu'un outil communicationnel entre citoyens plutôt qu'une détermination culturelle. Toutefois, cette langue contractuelle entre citoyens entretient un impensé. Premièrement, en reléguant à un simple outil de communication entre citoyens, toute langue devient légitimement interchangeable avec le français. Le sociologue Jacques Beauchemin pose parfaitement cette problématique en rappelant la difficulté de concorder le procès d'individualisation avec les dispositions linguistiques, en régime libéral :

La question qui en est le centre consiste à se demander comment il est possible de défendre une politique linguistique dans le contexte des sociétés libérales qui font des droits de la personne leur horizon éthique en même temps que le principe ultime d'interprétation du droit, ainsi qu'en témoigne l'importance grandissante que prennent les chartes de droits et les cours de justice chargées de les faire respecter.¹⁸⁵

Certes, le français ne semble plus avoir le titre de valeur sacrée, car elle ne transcende plus indiscutablement la culture québécoise, mais est-ce pour autant une raison pour ne lui accorder aucune valeur? En régime libéral (ou plutôt démocratique) :

[...] l'usage de n'importe quelle langue (et pas seulement celui de la langue maternelle) peut servir d'horizon culturel au projet de vie de l'individu. Aucune langue ne se prête mieux qu'une autre au dialogue qu'entretient l'acteur social avec le monde.¹⁸⁶

Ainsi, la tendance idéologico-linguistique de Gérald Larose sépare la langue de la culture en la raccordant à la citoyenneté, ce qui la rend complètement interchangeable. En juxtaposant l'individu de droit sur l'individu d'histoire, rien n'oblige que le français d'être la langue des citoyens. L'apprentissage du français n'est plus gage de transmission d'une culture, mais plutôt d'entrée dans un ensemble de citoyens, espace démocratique. La culture ne constitue plus un héritage effectif, mais une construction artificielle par le droit. Par exemple, l'anglais ne permettrait-il

¹⁸⁵ Goergeault, Pierre et Michel Pagé (dir.), 2006. *Le français, langues de la diversité québécoise*, Montréal, Québec Amérique, Coll. « Débats », p.137.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 137.

pas, justement, d'être le véhicule de la culture québécoise définie artistiquement, littérairement, scientifiquement, administrativement, socialement et politiquement? N'y a-t-il pas des organisations anglophones qui font la promotion du Québec à l'étranger? Pourquoi le français est-il « élu » comme langue officielle du Québec, comme langue de la citoyenneté, si l'on exclut son lien avec la culture majoritaire et avec l'histoire, donc avec un certain déterminisme culturel?

Bien que le rapport mentionne vouloir la pérennité de la langue française, il l'entretient selon une formule d'« ingénierie sociale », certes concrétisée par un aménagement linguistique soigneusement prescrit, mais pourtant en décalage avec l'idéologie linguistique explicitée. Pour préserver la dite paix linguistique et éviter la disparition du français, Larose propose une langue contractuelle entre citoyens, mais dont le choix est impérativement celui du français, donc de la majorité culturelle. Par le fait même, la démocratisation linguistique achève la recherche de légitimité à la francisation du Québec. Qu'est-ce qui garantit que les citoyens veulent réellement l'unilinguisme institutionnel?

Épris par un révisionnisme idéologico-linguistique « désubstantialisant » d'une culture particulière, le rapport a orienté témérairement ses solutions sous condition d'une citoyenneté qui n'était pourtant pas garantie de réalisation. La condition est à tel point interférente dans les stratégies de promotion du français, qu'il devient logique de se demander si la langue n'était pas carrément un alibi pour porter sur la scène publique le concept de citoyenneté québécoise. C'est une erreur majeure que d'avoir mis là citoyenneté comme condition indispensable à la politique linguistique, car si le « pari larosien » échoue, que faire de la langue? C'est exactement ce qui est arrivé au cours des années 2000 et le hiatus entre la politique linguistique des années 1970 et les nouvelles exigences démocratiques s'accroît. L'illogisme et l'inconséquence idéologique de la politique linguistique se creuse de plus en plus, ce qui laisse paraître une forme d'oppression acharnée et sans raisons légitimes à

franciser le Québec. En faisant de la langue un projet d'association entre citoyens, on laisse sous-entendre qu'elle n'est plus affaire d'un peuple, mais d'individus. On abolit le déterminisme linguistique, mais sans la citoyenneté, le contractualisme ne peut jamais se réaliser. Similairement aux révolutionnaires, Gerald Larose a changé la notion du peuple en celle de citoyens croyant ainsi hausser la valeur démocratique du français. Le prestige démocratique lui semblait la meilleure solution pour légitimer l'imposition du français sur le territoire. Mais à l'instar de Trudeau, cette démocratisation linguistique s'accompagne également d'un procès d'individualisation. La langue n'est plus affaire d'un peuple, mais de citoyens. Certes, Larose a tenté de préserver le fond d'une formation québécoise, mais d'inspiration trudeauiste.

3.3.3 Le récit linguistique de Gérard Bouchard et Charles Taylor

Sept ans après la publication du rapport Larose, la rupture de l'idéologie linguistique avec celle de Camille Laurin perdure, cette fois, dans le Rapport sur la commission des accommodements raisonnables. À sa lecture, j'ai constaté le même mutisme au sujet de la langue française, à savoir pourquoi pérenniser le français au Québec s'il n'est plus qu'un moyen de communication pour assurer le régime démocratique. En résumé, le sociologue Gérard Bouchard et le philosophe Charles Taylor attribuent à la langue française le rôle du pilier central intégrateur de la « culture publique commune » québécoise. Cette « culture publique commune » signifie que la seule culture pouvant légitimement instrumentaliser l'État est celle des valeurs universelles et communes issues la société civile. Ce n'est donc plus l'histoire qui détermine la constitution de la culture, mais un État de droit et une procédure démocratique. Par conséquent, il semble que la pérennisation du français n'est plus associée à l'exigence d'une survie culturelle, comme au temps de Laurin, mais à l'utilité qu'elle procure pour la cohésion de la société civile. Or, voilà qu'en remplaçant le modèle

d'intégration de la « culture de convergence »¹⁸⁷ par une « citoyenneté de convergence »¹⁸⁸, Bouchard et Taylor se confrontent à la même impasse que Gérard Larose : pourquoi faire du français la seule langue publique commune? Il y a donc contradiction entre sa promotion inconditionnelle et sa légitimité idéologique.

3.4 Critique du récit de Bouchard-Taylor

La logique de fond est la même que celle du rapport Larose, la langue française n'est plus affaire des seuls Québécois d'origine canadienne-française. Désormais, la culture définie par l'histoire d'un peuple est perçue comme une embûche à la réalisation du régime démocratique, car poser la majorité comme socle de l'identité québécoise prendrait subtilement le biais d'un consensus culturel particulier au détriment de la réalité minoritaire, empêchant l'adéquante intégration, l'émancipation individuelle et l'épanouissement démocratique. Par le fait même, la « culture de convergence » devient synonyme d'assimilation forcée des individus des groupes minoritaires.

Comment les commissaires concevront-ils la nouvelle idéologie linguistique? Pour Bouchard et Taylor, il faut d'abord rappeler que la langue ne doit pas être une source d'inquiétude chez les Québécois d'origine canadienne-française, car une telle attitude serait associée à un problème de xénophobie vis-à-vis de l'immigration. Au lieu d'avoir peur de l'Autre, il faut accepter le changement sociétal parce qu'il fait partie du progrès démocratique. Cette diversification de la population nationale appartient à toutes les sociétés libérales et occidentales : « tous (*les pays occidentaux pratiquement homogènes et les pays passablement diversifiés*¹⁸⁹) ont suivi une

¹⁸⁷ Mathieu, Geneviève, 2001, *Qui est Québécois? : synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*, Montréal, VLB, Coll. Études québécoises, p.42.

¹⁸⁸ Mon terme.

¹⁸⁹ C'est moi qui précise.

évolution similaire, incorporant en leur sein des différences de plus en plus grandes. »¹⁹⁰. Contrairement à Camille Laurin qui optait pour une valorisation de la culture majoritaire, Bouchard et Taylor optent pour un affrontement. Ils veulent changer l'attitude supposément xénophobe des Québécois d'origine canadienne française. Ensuite, pour les commissaires, le peuple ne se conçoit plus comme le socle matériel de l'idéologie linguistique, mais l'individu. Toute « transcendance » collective sur l'individu acquiert sa légitimité d'existence seulement lorsqu'elle est délibérément voulue par les membres de la « culture publique commune »¹⁹¹. Cette nouvelle organisation du collectif en tant que nouvel espace public autour des individus, ne serait plus définie par une affiliation historique de la majorité culturelle, mais « principalement sinon exclusivement en termes de droits et de valeurs universelles »¹⁹² sanctifiés par un processus de délibération. Dès lors, ce processus de définition des valeurs communes pour une visée d'intégration substitue une thèse contractualiste radicale au déterminisme culturel. Seul l'universalisme des valeurs peut être déterminant, tandis que les valeurs communes doivent être proposées, délibérées publiquement puis consacrées par le consensus. L'intention est toujours la même, il faut éviter *a priori* toute valeur prédominante et imposée par la majorité culturelle, donc toute forme de déterminisme culturel.

Toutefois, cette division rend ambiguë la catégorisation de la langue française : n'étant plus un fait social déterminant, elle devient une valeur parmi celles de la culture publique commune. Or, est-elle une valeur universelle ou particulière propre à la société québécoise? Nécessite-t-elle une délibération pour son choix en tant que seule langue de la culture publique commune? Tout au long du rapport, les auteurs semblent s'obstiner à donner une forme de primauté promotionnelle à la langue française comme valeur commune et proprement québécoise sans vouloir de

¹⁹⁰ Bouchard, Gérard, et Charles Taylor, 2008. *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, op. cit., p. 189.

¹⁹¹ *Ibid.* p. 188.

¹⁹² *Ibid.*

délibération sur la nécessité de son ordonnance, ce qui est pourtant seulement le propre des valeurs universelles :

Nous pensons que le débat sur le français langue identitaire (comme expression de son identité première) par opposition au français langue véhiculaire (comme simple langue de communication) est sans issue. Ce qui importe, c'est la diffusion la plus large possible du français, sous une forme ou sous une autre.¹⁹³

Ce passage traduit à la fois un paradoxe et un euphémisme. On ne peut pas diffuser le plus largement possible le français sans raison. À première vue, on pourrait croire que les auteurs se « trahissent » finalement en favorisant la majorité culturelle canadienne-française. En tentant de faire accepter l'unilinguisme sans faire de remous, peut-être ne veulent-ils pas ouvrir le débat sur l'unilinguisme institutionnel du Québec pour des raisons politiques.

Quoi qu'il en soit, dans d'autres écrits, Gérard Bouchard ébauche une explication à cette contradiction. Selon lui, le choix du français comme langue de la culture publique commune s'impose de fait par raison démolinguistique¹⁹⁴, car, toujours selon lui, 95% des Québécois parlent français. C'est pour cette raison que le choix du français comme langue commune va de soi. Toutefois, cet argument entre en contradiction avec l'idéologie linguistique contractualiste prônée par la Commission. C'est un paradoxe de choisir irrévocablement la langue de la majorité francophone comme langue de la culture publique commune alors que l'intention de cet espace est d'évacuer justement toute détermination culturelle et historique de cette même majorité. Pourtant, il y a un signe qui indique qu'ils étaient conscients de cette contradiction entre la promotion du français et la tentative d'annihilation des déterminismes culturels par le processus de délibération des valeurs communes. Explicitement, un peu plus loin dans le rapport, Bouchard et Taylor tentent de réduire leur déterminisme linguistique en proclamant que c'est « à chacun de se l'approprier

¹⁹³ *Ibid.*, p. 120.

¹⁹⁴ *Ibid.*

(le français) à sa façon »¹⁹⁵. De cette manière, la pérennisation du français n'apparaîtrait plus comme une obligation collective envers la transmission d'une culture, mais seulement s'il est individuellement choisi comme moyen de communication. Or, pourquoi les individus choisiraient-ils d'apprendre le français inconditionnellement? Ne devrait-on pas délibérer sur le moyen de communication le plus prompt à la construction de la culture publique commune? Pourquoi choisir la langue française plutôt qu'une autre? Pourquoi prôner une seule langue publique commune et non pas un bilinguisme?

Il me semble qu'en extrapolant la logique contractuelle de la langue, le bilinguisme institutionnel répondrait définitivement mieux aux exigences de l'individualisme démocratique promu par la constitution canadienne. Par exemple, il deviendrait logique de dénoncer l'inégalité causée par l'unilinguisme institutionnel parce qu'il restreint la possibilité d'expression et de participation des unilingues anglophones, pourtant membres inclus de la culture publique commune. De plus, l'unilinguisme français ne serait-il pas une atteinte à la liberté individuelle parce qu'il nuit à l'ascension sociale des individus dans un monde où l'anglais est la nouvelle *lingua franca*?

Tout ceci mérite une précision. Dans d'autres écrits de Gérard Bouchard, étonnamment, son idéologie linguistique n'est pas complètement en rupture avec une affiliation culturelle. Pour Bouchard, le choix du français comme centre intégrateur de la culture publique commune permet un bon compromis limitatif de l'ethnie canadienne-française au Québec. Il explique qu'une visée universelle des valeurs québécoises est idéale mais pratiquement utopique, car un coefficient ethnique garde toujours de l'influence, étant donné la force du nombre de la majorité canadienne-française :

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 121.

[...] il subsiste toujours des contenus ethniques qui ne sont nullement incompatibles avec les présupposés juridiques de la nation civique. C'est le cas notamment de l'identité et de la langue nationale [...]¹⁹⁶

Donc, pour le sociologue, l'influence de l'ethnie est inévitable, mais un minimalisme ethnique n'est pas dangereux pour la société démocratique. La réduction de son influence par la préservation seule de la langue est un bon compromis : « Le coefficient d'ethnicité de cette nation, si on nous permet l'expression, se trouve ainsi réduit à la langue, comme vecteur indispensable de la vie collective. Peut-on faire moins? »¹⁹⁷ Pour Bouchard, la langue française comme langue de la culture publique commune possède un double potentiel, véhiculaire pour la participation démocratique et identitaire tant qu'elle l'expression substantielle de la majorité culturelle s'y restreint. Il reste que cet argument ne tient pas avec le contractualisme linguistique. Qu'arrive-t-il si les Canadiens-français souhaitent eux-mêmes le bilinguisme institutionnel? Pourquoi devrions-nous défendre inconditionnellement le français?

3.4.1 Une trudeauisation de l'idéologie linguistique

La langue française est un angle mort de la sociologie de Bouchard et de Taylor. Tout au long de leur rapport, ces auteurs semblent s'obstiner à donner une forme de primauté promotionnelle à la langue française sans vouloir de délibération sur sa nécessité. Ils savent pourtant que leur idéologie contractualiste est intransigeante avec le moindre déterminisme culturel. Même si l'argument démoulinguistique de Bouchard était valable, le libre cours des volontés individuelles s'y conjugue mal. C'est-à-dire qu'il est paradoxal d'affirmer un contrat social sur des valeurs communes au Québec tout en acceptant inconditionnellement une détermination linguistique. Dans le chapitre 2, j'ai démontré qu'une telle situation est historiquement familière. Durant le régime révolutionnaire, la question linguistique se trouvait également prise dans une redéfinition impossible sans avoir recours à un déterminisme linguistique, donc

¹⁹⁶ Bouchard, Gérard, 1999. *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB, p. 29.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 64.

historique et culturel. Pour continuer l'analogie, empêtrés dans le même dilemme que les révolutionnaires, ces deux intellectuels emploieront également une rhétorique métonymique pour légitimer le choix du français. L'idée est de donner une nouvelle utilité au français en devenant une condition communicationnelle indispensable pour la « convergence civique »¹⁹⁸. Mais en réalité, par un revêtement démocratique, ils arrivent tout de même à faire accepter une détermination culturelle, ou plutôt une imposition ethno-linguistique. Dans le cas de Bouchard, ce moyen consiste à modifier la définition du peuple : celui-ci n'est plus défini en fonction d'un déterminisme culturel, mais d'un contractualisme entre individus. Cette définition répond exactement aux exigences de la constitution canadienne de Trudeau.

3.4.2 Conclusion

Bouchard et Taylor ne sont donc évidemment pas de fins stratèges politiques, mais plutôt de l'ordre d'« ingénieurs sociaux » construisant un « échafaudage psychanalytique »¹⁹⁹ pour reprendre l'expression de Charles Castonguay. Cela signifie une annihilation complète de l'individu de culture (en le réduisant à l'ethnie) pour le reformater par un individualisme de droit. Alors que Camille Laurin voyait dans la politique linguistique le moyen d'une thérapie collective par la revalorisation de la culture nationale, Bouchard et Taylor tentent de libérer l'individu de sa charge culturelle. En ce sens, ils participent à une trudeauisation de l'idéologie linguistique québécoise, car au lieu de voir la langue comme le dernier rempart d'une « formation québécoise » qui serait bloquée dans son processus de maturation par la constitution canadienne, ils y voient le dernier obstacle au progrès de l'individualisme démocratique, donc, indirectement et peut-être inconsciemment, à la « formation canadienne ».

¹⁹⁸ Mon terme.

¹⁹⁹ Castonguay, Charles, 2008, *Avantage à l'anglais! : dynamique actuelle des langues au Québec*, Montréal, Les Éditions du renouveau québécois, p. 113.

La rhétorique métonymique falsifie la définition du peuple pour assurer l'acceptation d'une réalité linguistique sans perturber l'ordre politique. Mais changer la définition du peuple québécois implique une occultation de la réalité démolinguistique qui convainc difficilement : « Il n'y a pas de solution en vue à court terme, mais, dans l'ensemble, il n'y a pas non plus de péril véritable »²⁰⁰. Qu'est-ce que les commissaires veulent ainsi dire? Comment être plus imprécis et contradictoire quant à la recherche d'une solution à un problème qui n'existe pas? On voit bien qu'en individualisant la définition du peuple québécois, puis en séparant la langue de la culture, ils n'arrivent plus à comprendre la situation linguistique.

En fait, nulle inquiétude par rapport à la survie de la langue française ne perturbera le calcul objectif de ces ingénieurs flegmatiques à séparer la langue de la culture. Ils se font même maîtres d'école, mettant en garde les Québécois d'origine canadienne-française (ces résidus ethniques!) des conséquences de leur fermeture. Ceux-ci « risque[nt] de se retourner contre l'apprentissage de la langue anglaise. Or, l'anglais qu'il faut apprendre et parler aujourd'hui, ce n'est pas celui de Lord Durham (mais) celui qui permet d'accéder à toutes les connaissances et d'échanger avec tous les peuples de la terre [...] »²⁰¹. Tout le fondement du projet de la formation québécoise qui voulait justement en finir avec la colonisation est nié allègrement par un révisionnisme de l'histoire, au point de ne plus se méfier du « conquétisme »²⁰² ou encore de « l'indirect rule »²⁰³ par Ottawa. Ils endossent sans questionnement l'idée de l'anglais comme *langue-universelle* de la démocratie.

Par conséquent, c'est un dénigrement de la langue française, puis de la formation québécoise. En réponse à Bouchard et Taylor, Camille Laurin aurait rappelé que le

²⁰⁰ Bouchard, Gérard, et Charles Taylor, 2008. *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, p. 122.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 122.

²⁰² Laforest, Guy, 1992. *op. cit.*, p. 233

²⁰³ Seymour, Michel, 1999. *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Montréal, Liber, p. 210.

problème n'en n'est pas un d'intolérance, mais de manque de valorisation culturelle des Québécois :

On peut souhaiter également que le manque d'intérêt sinon l'aversion de la jeunesse étudiante québécoise d'aujourd'hui envers l'apprentissage de la langue anglaise fera place à une attitude beaucoup plus constructive du jour où cette langue anglaise aura cessé d'être, aux yeux d'un grand nombre, le symbole lancinant d'une domination culturelle et économique perpétuelle.²⁰⁴

²⁰⁴ Laurin, Camille, 1992. *op. cit.*, p. 30.

CONCLUSION

L'homogénéisation linguistique par l'anglais à l'échelle mondiale s'accompagne d'une idéologie linguistique qui sépare la « langue » de la « culture ». Comme Gérard Bouchard le mentionnait clairement et sans hésitation dans son rapport :

[...] l'anglais qu'il faut apprendre et parler aujourd'hui, ce n'est pas celui que Lord Durham voulait imposer au Bas-Canada après la répression des rébellions. C'est plutôt celui qui permet d'accéder à toutes les connaissances et d'échanger avec tous les peuples de la terre. Sinon, que signifie donc la fameuse « ouverture sur le monde » célébrée sur tous les tons depuis dix ans?²⁰⁵

Dans une telle perspective, l'anglais mondialisé ne serait plus une langue nationale associée à une culture particulière, mais une sorte de langue-contractuelle mondiale prometteuse d'un surpassement de toutes les déterminations culturelles, pour inscrire ultimement les individus dans un universalisme encore à venir. Dès lors, l'anglais ne serait plus une langue de culture, mais un instrument de communication. Le « globish »²⁰⁶ réussirait là où l'espéranto a échoué.

Cependant, ce mémoire a démontré que toutes les idéologies linguistiques proviennent d'une formation particulière de l'être de culture parce que, selon l'enseignement de Georg-Hans Gadamer, la langue participe directement au dépassement de la condition naturelle pour élever, justement, l'être à la culture. Par le fait même, la langue n'est pas simplement un moyen de communication comme l'interprète naïvement Gérard Bouchard, mais l'expression même de l'être de culture. Donc, si l'anglais suscite une telle adhésion massive, c'est parce qu'il répond à l'attraction d'une formation capable de s'imposer mondialement. C'est à la définition

²⁰⁵ Bouchard, Gérard, et Charles Taylor, 2008. *op. cit.*, p. 218.

²⁰⁶ Beaudoin, Louise, et Paquin, Stéphane, 2008, Pourquoi la francophonie?, Montréal, VLB, Collection Partis prix actuels, p. 74.

de ce type de formation que s'est intéressée la rédaction de ce mémoire. Pour comprendre ce nouveau type de formation, il s'agissait d'analyser un contexte sociopolitique particulier où s'implantait l'idéologie linguistique déculturante. C'est pourquoi, a été étudié le phénomène de déculturation linguistique du français au Québec, qui se comprend dans l'opposition entre les formations canadienne et québécoise.

L'existence d'une formation de l'être exige certaines raisons communes. Celles-ci peuvent se reconnaître à partir de l'idéologie correspondante à la formation. La Charte de la langue française illustre bien les raisons communes propres à la formation québécoise. À l'époque de Camille Laurin, l'idéologie linguistique se rapprochait de celle du type de la langue-culture. En effet, à cause de l'inquiétude des Québécois par rapport à l'avenir de leur identité collective, le français a été imposé par la Charte de la langue française comme langue officielle du Québec. Précisément, les francophones craignaient une baisse de vitalité linguistique du français, alors menacée par une anglicisation accrue. Voilà pourquoi l'idéologie linguistique de la Charte de la langue française imbriquait bien la culture avec la langue, car cette dernière participait directement à un véritable projet de valorisation culturelle afin de vaincre définitivement l'insécurité de la formation québécoise. Toutefois, le projet d'émancipation de la formation québécoise a été intercepté par une instance supérieure. En effet, Pierre Elliott Trudeau, alors premier ministre du Canada, ne voulait pas reconnaître la formation québécoise, cela étant contraire à sa philosophie politique de l'individualisme libéral. Contre les aspirations d'autonomie collective du Québec, l'idéologie de type langue-contractuelle a servi à prévenir l'éclatement de la fédération, notamment grâce à la rhétorique métonymique. Il y a eu utilisation d'une métonymie en ce sens que Pierre Elliott Trudeau a imposé à la population un bilinguisme institutionnel sous prétexte de traduire la volonté des Canadiens, comme s'ils le souhaitaient. Pour ce faire, il changea la définition même de l'être canadien. Selon lui, il n'y aurait plus de « peuples » du Canada, mais que des « individus » de

la Constitution. Ainsi, au nom de l'émancipation individuelle contre tout déterminisme culturel, il a instauré le bilinguisme institutionnel alors qu'il impose tout de même deux déterminismes linguistiques, l'anglais et le français, correspondant chacun à une formation de l'être de culture. L'intention de cette métonymie est claire, il veut occulter puis englober la formation québécoise dans la canadienne, pour qu'il ne reste que les individus libres de décider de leur propre formation. Bref, en bon législateur similaire au type révolutionnaire français, il nie la volonté des peuples sous prétexte de les libérer par l'imposition de l'individualisme libéral. De cette manière, il dilue les passions collectives pour éviter de reconnaître la formation québécoise afin de préserver l'intégralité de la fédération, tout en lui redonnant une nouvelle légitimité démocratique.

Il va sans dire que tout ne tient pas que de Trudeau, car au fond, celui-ci adhéra à une puissante tendance démocratique, celle de l'autonomisation des sociétés concrétisée par une individualisation. Déjà Alexis de Tocqueville remarqua, lors son voyage en Amérique, un type particulier d'individualisme propre à la démocratie se caractérisant par une instrumentalisation de l'identité par l'individu lui-même :

[...] l'individualisme démocratique conduit plutôt à affaiblir les passions collectives. L'individu moderne en considérant ses attributs identitaires comme des caractéristiques personnelles, en ayant un rapport utilitaire avec ceux-ci, aura plutôt tendance à en faire un usage modéré, ou encore, et c'est l'hypothèse que nous aimerions soulever maintenant, à en faire un usage démocratique.²⁰⁷

De la même manière, la formation québécoise était elle-même inscrite dans le train de la démocratisation individualiste. Camille Laurin n'a pas pu faire autrement que d'écrire une politique linguistique qui laisse aux individus le choix et la responsabilité de l'usage démocratique de leur identité, donc de la langue qu'ils parlent. L'État ne peut imposer la Charte de la langue française, tant que la légitimité démocratique de celle-ci n'est pas constamment renouvelée au sein de la population. Conséquemment,

²⁰⁷ Thériault, Joseph-Yvon, 1994, *L'individualisme démocratique et le projet souverainiste*, op. cit. no 2, p. 27.

cela a amené, dès les années 2000, à l'adoption du modèle de la langue-contractuelle dans l'idéologie linguistique québécoise. Ce délaissement de la langue-culture se marque par une séparation nette de la langue et de la culture que l'on retrouve dans les rapports Larose, puis Bouchard et Taylor. L'intention est de perfectionner la démocratie québécoise en faisant rupture avec la formation de l'être québécois des années 70. Désormais, celle qui se met en place ne se définit plus à partir d'une culture historique, mais par une accentuation de l'individualisme. L'individu ne doit plus s'inscrire dans une culture, mais celle-ci doit être le résultat de son usage démocratique, pour reprendre l'hypothèse de Joseph-Yvon Thériault, citée ci-dessus.

Au fond, les deux formations se sont confrontées dans une lutte au perfectionnement démocratique. La seule manière que la formation québécoise obtienne une légitimité d'existence, malgré la Constitution, relève de sa capacité à démontrer sa qualité démocratique. Cependant, en assumant complètement l'individualisme démocratique, Trudeau gagna cette manche, car le fédéral se place déjà au-dessus du Québec. Autrement dit, il est vrai que les formations canadienne et québécoise étaient déjà ancrées dans une tendance à la démocratisation, mais elles entretenaient une certaine différence, la première, contrairement à la deuxième, voulant détacher l'individu de tout déterminisme culturel. Or, Pierre Elliott Trudeau s'est servi politiquement de cette différence pour disqualifier la formation promue par Camille Laurin. La trudeauisation des esprits est le symptôme d'une transformation victorieuse de la formation québécoise par la formation canadienne. Conséquemment, comme le souligna Guy Laforest, avec le temps, la langue devient de moins en moins un élément de culture, mais une affaire individuelle. Tout comme ce fut le cas au palier fédéral, il est fort probable qu'avec une idéologie linguistique de type contractuel, le bilinguisme institutionnel finisse par s'instaurer au Québec, à moins de trouver de nouvelles raisons communes capables d'associer les individus au projet de faire du français la langue de la formation québécoise.

Aucune des formations canadienne et québécoise ne propose actuellement une idéologie linguistique de type langue-universelle ou un retour à celui de la langue-culture. Comme l'enseigne Pierre Manent, la démocratie résulte d'un désir d'autonomie de nos sociétés, contre la transcendance, la hiérarchie et la domination. Aujourd'hui, l'individualisme démocratique est le renforcement de ce principe. L'individu est l'incarnation et l'aboutissement même de la réalisation du droit naturel. Avant, il s'agissait de l'autonomie des peuples et des cultures particulières des uns par rapports aux autres. C'était le cas du Québec, arrivé à l'adolescence, comme le dirait Camille Laurin, voulant toute son autonomie et sa liberté par rapport à son tuteur, Ottawa. Cependant, la formation québécoise se confronte elle aussi à l'individualisation démocratique. C'est pourquoi l'idéologie linguistique de type langue-culture au Québec se devait d'être remise en question.

Toutefois, cette formation démocratique se marque clairement d'une déculturation problématique, contre laquelle a lutté légitimement la formation québécoise de Camille Laurin en tentant de concilier l'individualisme et la culture historique. Effectivement, l'individualisme démocratique est problématique en ce sens qu'il abolit toute logique culturelle, donc toute logique collectiviste, ce qui met en jeu la capacité même de la démocratie. Autrement dit, trop de démocratie finit par nuire à son efficacité. L'historien Marcel Gauchet parle alors d'une « démocratie contre elle-même »²⁰⁸. En devenant totale, car sans ennemis extérieurs à elle comme l'a été le communisme par exemple, la démocratie s'est elle-même désignée comme ennemie par une réfection constante de ses bases, pour raffiner l'application de son principe d'autonomie. Si effectivement il a été possible d'émanciper les peuples par la formation nationale, aujourd'hui ces mêmes peuples sont pris comme antagonistes par une démocratie qui réclame encore plus d'autonomie. Aujourd'hui, l'autonomie a pour visée l'individualisation du social. Toute aspiration collective ne doit plus s'orienter vers l'extérieur, vers un objectif transcendantal du monde, mais vers

²⁰⁸ Gauchet, Marcel, 2002, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, Collection Tel, 420 p.

l'intérieur, poindre vers l'émancipation de l'objet social le plus « matériel », l'individu. Conséquemment, ce sont les anciens modes d'associations de la culture historique qui s'effondrent. Les langues historiques, celles qui s'imposent selon un déterminisme linguistique, n'ont plus la légitimité d'existence qu'elles avaient. Les modes d'associations qu'elles réclamaient (civilité, *Kultur*) ne fonctionnent plus. Sous le règne de l'individualisme s'évacuent les idéologies linguistiques de la langue-universelle et de la langue-culture, pour le grand retour de la langue-contractuelle, en tant que moyen d'usage démocratique par excellence de la langue. Par le fait même, l'ordre qui impose la langue-contractuelle est encore plus fort qu'avant, nous dit Gauchet, parce qu'il est d'une subtilité capable de faire croire à l'individu que son autonomie ne dépend que de lui. Par exemple, il arrive à faire croire que l'anglais ne se rattacherait pas à une formation de l'être de culture en particulier. Pourtant, Gauchet le constate, plus les sociétés s'individualisent, plus leur pôle collectif se renforce, notamment par l'extension de l'État : « le règne singulier de l'individu suppose l'empire général de l'État »²⁰⁹. À ce point, Gauchet craint pour l'efficacité même de la démocratie, car il est possible que les propres moyens d'émancipation de l'individu se retournent contre lui, parce que celui-ci ne deviendrait plus capable de s'associer et de créer une force collective suffisamment puissante pour changer l'ordre du pouvoir. Comme le disait Tocqueville, la démocratie tend à confondre les langues, à rendre leur code de signification semblable, moins précis, plus générale et plus commun. N'est-ce pas un peu dangereux ? L'individu ne perd-il pas une qualité d'expression ? L'individualisme démocratique ne provoque-t-il pas la destruction de la langue pour une complaisance dans un langage déstructuré ? Et sans structure de sens, comment peut-il s'associer puis agir avec force dans le monde ? Comment peut-il avoir réellement une maîtrise de sa formation ?

L'idéologie linguistique qui sépare la langue de la culture prend ici tout son sens. La prédominance mondiale de l'anglais constitue le symptôme d'une démocratisation

²⁰⁹ Gauchet, Marcel, 2002, *La démocratie contre elle-même*, op. cit., p.18.

des formations de l' « être » caractérisée par un individualisme qui abolit les anciens modes d'association des cultures historiques, puis la possibilité d'assurer une diversité linguistique. Cette homogénéisation est également le signe d'une disparition d'une capacité de « faire formation »²¹⁰ différemment. L'individu démocratique n'arrive plus aujourd'hui à trouver d'autres modes d'association qui lui permettraient de refaire culture. Il faut donc y réfléchir prestement, car c'est la capacité créatrice de l'homme qui est en jeu.

Par conséquent, si la formation québécoise souhaite reconquérir sa particularité, sa différence, elle devra penser à d'autres modes d'associations. Ici, la formation québécoise doit faire un choix. Soit qu'elle s'érige contre la démocratie, ce qui lui donnerait une différence certaine, mais une position qui deviendrait problématique avec la forme actuelle d'autonomisation des sociétés. Soit qu'elle se conforme à la tendance mondiale par l'abolition de sa formation particulière, ayant pour conséquence la disparition de la langue française et plus largement de la multiplicité des langues, symptôme d'une incapacité à « faire culture ». Finalement, soit qu'elle participe d'autant plus à sa démocratisation en prenant compte de l'individualisation. Pour que le français survive selon cette exigence, il ne faut plus le concevoir comme les sociolinguistes le font aujourd'hui, c'est-à-dire sans référence à l'idéologie linguistique propre à la formation de l'être de culture. Cela tue la langue en ne la réduisant qu'à des relations intersubjectives. Il faut au contraire lui redonner sens selon un nouvel usage démocratique, selon un nouveau mode d'association, dans une visée créatrice de la culture. Autrement dit, il faut reprendre le pari de Camille Laurin, selon lequel la langue est l'indice d'une possibilité de valorisation culturelle, donc de « faire culture », de « faire société en français ». Il faut seulement adapter l'idéologie linguistique et la Charte de la langue française aux nouveaux modes d'association démocratique. Quels sont ces nouveaux modes? Il serait pertinent maintenant de s'intéresser aux nouvelles pratiques langagières, sans toutefois se faire

²¹⁰ Mon expression.

trop d'illusions. Reculturaliser la langue se révèle être une tâche extrêmement complexe. Enfin, c'est ici que se termine la réflexion de ce mémoire, laissant la place peut-être, à la rédaction d'un nouveau chapitre dans les temps à venir.

BIBLIOGRAPHIE

- Bariteau, Claude, 2000. *La langue française au Québec, de la défensive à l'affirmation*, Mémoire présenté à la commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 12p, version électronique, <http://www.spl.gouv.qc.ca/fileadmin/medias/pdf/memoires/bariteau.pdf>.
- Barlow, Julie, et Jean-Benoît Nadeau, 2007. *La grande aventure de la langue française : de Charlemagne au Cirque du Soleil*, Montréal, Québec Amérique, 538 p.
- Baudino, Claudie, 2008. *Prendre la démocratie aux mots : pour une réappropriation citoyenne de la langue et de ses usages*, Paris, Harmattan, Coll. « Questions contemporaines », 151 p.
- Beaudoin, Louise, Paquin, 2008, Stéphane, *Pourquoi la francophonie?*, Montréal, VLB, Collection Partis prix actuels. 236 p.
- Bédard, Éric, 2011. *Recours aux sources. Essais sur notre rapport au passé*, Montréal, Boréal, 276 p.
- Berthelot, Jean-Michel, 2000. *Sociologie : épistémologie d'une discipline : textes fondamentaux*, Bruxelles, De Boeck, 479 p.
- Bouchard, Chantal, 1998. *La langue et le nombril : histoire d'une obsession québécoise*, Boucherville, Fides, Coll. « Nouvelles études québécoises », 303 p.
- Bouchard, Gérard, 1999. *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB, 157 p.
- Bouchard, Gérard, et Charles Taylor, 2008. *Fonder l'avenir, le temps de la conciliation*, Québec, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, 310 p.
- Calvet, Jean-Louis, 1977. *Marxisme et politique*, Paris, Payot, 196 p.

- Calvet, Jean-Louis, 1987. *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Payot, Coll. « Langages et sociétés », 294 p.
- Castonguay, Charles, 2008, *Avantage à l'anglais! : dynamique actuelle des langues au Québec*, Montréal, Les Éditions du Renouveau québécois, 149 p.
- Castonguay, Charles, 2009. « Mettre les points sur les « I » », *Le devoir*, 8 janvier, version électronique, www.ledevoir.com
- Colliot-Thélène, Catherine, 2006. *La sociologie de Max Weber*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », 122 p.
- Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 2001. *Le français, une langue pour tout le monde une nouvelle approche stratégique et citoyenne*, Montréal, Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 285 p, version électronique, http://www.spl.gouv.qc.ca/fileadmin/medias/pdf/COM1021_Rapport_final.pdf.
- Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme du Canada, 1967. *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Vol. 1, Ottawa, Imprimeur de la reine.
- Corbeil, Jean-Claude, 2007. *L'embarras des langues : origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 548 p.
- Dantier, Bernard, 2004. *Les « idéaltypes » de Max Weber, leurs constructions et usages dans la recherche sociologique*, Les classiques des sciences sociales, Coll. « Textes de méthodologie en science sociale », 10 p, version électronique, http://classiques.uqac.ca/collection_methodologie/weber_max/idealtypes/idealtypes_texte.html.
- Dumont, Fernand, 2008. *Œuvres complètes de Fernand Dumont*. Tome 3, Québec, Presses de l'Université Laval, 643 p.
- Finkielkraut, Alain, 2008. *La défaite de la pensée*, Saint-Amand, Gallimard, Coll. « Folio essais », 178 p.
- Finkielkraut, Alain, 1999. *L'ingratitude : conversation sur notre temps avec Antoine Robitaille*, Montréal, Québec Amérique, Coll. « Débats », 226 p.
- Fréchette, Christiane, 2007. *Protéger la langue à l'ère de la mondialisation*, Montréal, Centre d'études et de recherches internationales, Coll. « Rapports et notes de recherche du CERIU », 14 p.

- Gadamer, Georg-Hans, 1996. *Le problème de la conscience historique*, Paris, Seuil, 90 p.
- Gadamer, Georg-Hans, 1996, *Vérité et méthode les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, Ordre philosophique, 533 p.
- Gasquet-Cyrus, Médéric et Cécile Petitjean (dir.), 2009. *Le poids des langues : dynamiques, représentations, contacts, conflits*, Paris, Harmattan, 320 p.
- Gauchet, Marcel, 2002, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, Collection Tel, 420 p.
- Gauthier, Guy, 2000. « Langues une guerre à mort » *La Revue*, no 48, 216 p.
- Goergeault, Pierre et Michel Pagé (dir.), 2006. *Le français, langues de la diversité québécoise*, Montréal, Québec Amérique, Coll. « Débats », 347 p.
- Groupe d'experts spécial de l'UNESCO sur les langues en danger, 2003. *Vitalité et Disparition des Langues*, Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 24 p, version électronique, <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001836/183699F.pdf>.
- Guilhaumou, Jacques, 1989. *La langue politique et la Révolution française de l'événement à la raison linguistique*, Paris Méridiens Klincksieck, Coll. « Librairie du bicentenaire de la Révolution française », 212 p.
- Klinkenberg, Jean-Marie, 2001. *La langue et le citoyen*, Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Politique éclatée », 196 p.
- La Boetie, Estienne (de), 1995. *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Mille et une nuits, 63 p.
- Laforest, Guy, 1992. *Trudeau et la fin d'un rêve canadien*, Québec, Septentrion, 265 p.
- Langlois, Simon, 2003. « Le biculturalisme oublié » *Canadian Issues / Thèmes canadiens*, été, p. 27-29.
- Lapierre, Jean-William, 1959. *Le pouvoir politique*, Paris, Presse universitaires de France, Coll. « Initiation philosophique », 109 p.
- Laurin, Camille, 1992. *La politique québécoise de la langue française*, Québec, Comité ministériel permanent du développement culturel, 76 p.

- Laurin, Camille, 1999. *Une traversée du Québec*, Montréal, L'Hexagone, 180 p.
- Loubier, Christiane, 2002a. *L'aménagement linguistique*, Montréal, Office de la langue française, 10 p, version électronique, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs48262>.
- Loubier, Christiane, 2002b. *Politiques linguistique et droit linguistique* Montréal, Office de la langue française, 5 p, version électronique, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs48264>
- Manent, Pierre, 2001. *Cours familial de philosophie politique*. Paris, Fayard, Coll. « Esprit de la cité », 346 p.
- Maurais, Jacques, et Michael A. Morris (dir.), 2001. « Géostratégie des langues », *Terminogramme*, no 99-100, 405 p.
- Mathieu, Geneviève, 2001. *Qui est Québécois?: synthèse du débat sur la redéfinition de la nation*, Montréal, VLB, Coll. Études québécoises, 140 p.
- Norbert, Elias, 2003. *La civilisation des mœurs*, Paris, Pocket, Coll. "Agora", 509 p.
- Ostler, Nicholas, 2010. *The last lingua franca: English until return of Babel*, New York, Walker & Co, 330 p.
- Plourde, Michel, et Pierre Georgeault (dir.), 2000. *Le français au Québec 400 ans d'histoire et de vie*, Saint-Laurent, Fides, 515 p.
- Rivarol, Antoine, 1991. *De l'universalité de la langue française*, Paris, Obsidiane, 71 p.
- Rousseau, Jean-Jacques, 1762. *Émile ou De l'éducation*, Livre I, II et III, 186 p, version électronique, http://classiques.uqac.ca/classiques/Rousseau_jj/emile/emile.html.
- Schwimmer, Éric, 2008. « La bonne distance. Réflexions sur le phénomène P. E. Trudeau », *Anthropologica*, Vol. 50, no 1, p. 31-47.
- Séguin, Jean-Pierre, 1972. *La langue française au 18^e siècle*, Paris, Bordas, Coll. « Études », 270 p.
- Seymour, Michel, 1999. *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, Montréal, Liber, 508 p.
- Thériault, Joseph Yvon, 1994. « L'individualisme démocratique et le projet souverainiste », *Sociologie et sociétés*, Vol. 26, no 2, p. 19-32.

- Thériault, Joseph Yvon, 2007a. « Langue et politique au Québec : entre mémoire et distanciation », *Hérodote*, no 125, p.115-127.
- Thériault, Joseph Yvon, 2007b. *Faire société: société civile et espaces francophones*, Sudbury, Prise de parole, 384 p.
- Thiesse, Anne-Marie, 1999. *La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, Coll. « L'univers historique », 302 p.
- Tocqueville, Alexis, 2008. *De la démocratie en Amérique II*, Paris, Gallimard, Coll. « Folio histoire », 471 p.
- UNESCO, 2010. *Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel. Rapport mondial de l'UNESCO*, Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 446 p, version électronique, <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001878/187827f.pdf>